

L 12811 - 1175 - F: 4,00 €

www.marianne.net

Numéro 1175 Du 20 au 26 septembre 2019

Marianne



RETRAITES, CLIMAT, SERVICES PUBLICS...

GARE À L'INCENDIE!

**CE PRÉSIDENT QUI N'ENTEND PAS,
NE VOIT PAS, NE DIT RIEN**

**Comment
les villes ont
tué le rugby
des villages**



IRAN-USA

**APRÈS L'ATTAQUE
DES DRONES,
LA MENACE
FANTÔME**

**AU SECOURS,
LA CRISE
REVIENT**

**VIEUX ET HOMO
DOUBLEMENT
SEULS...**

RÉFLÉCHIR AVEC DEBRAY

**UNE CERTAINE IDÉE
DU GÉNIE FRANÇAIS**

HIGH-TECH

**SURVEILLÉS
JUSQUE DANS
NOS PENSÉES**



A.D. - 6,30 € - AND, BEL, ITA, LUX, PORT CONT. ESP - 4,70 € - CAN - 6,60 \$ CAN CH - 7 CHF - DOM - 4,50 € - GR - 5,30 € - MAR - 9,00 XPF - NL - 5,10 € - TUN - 7 DT

C'est juste un selfie.

Un selfie qu'on peut envoyer à toutes les copines.
Juste en appuyant sur un bouton.
Un selfie qui peut arriver en un clin d'œil chez les copines
du coin de la rue et chez celles à l'autre bout du monde. Truc de fou.
Et si les garçons le voient aussi, c'est pas grave.
Et les copains des copains des garçons ?
Ceux avec qui on n'a pas forcément envie de partager ce moment.
C'est juste un selfie, un petit moment intime et sympa.
Qui devrait toujours rester intime et sympa.

Nous avons tous de grands pouvoirs.
Nous avons tous de grandes responsabilités.
[bienvivreledigital.fr](https://www.bienvivreledigital.fr)



 Kit mains-libres recommandé.

**Vous rapprocher
de l'essentiel**



UN JUGEMENT CUL PAR-DESSUS TÊTE

PAR NATACHA POLONY

Commençons par un préalable : la sécheresse qui frappe certaines régions de France devrait servir d'électrochoc et inciter à des décisions majeures pour préparer un changement de modèle agricole, économique, urbanistique, qui ne peut se faire sans le volontarisme et les investissements de l'Etat. Cela posé, la nécessité de répondre à l'urgence environnementale doit-elle être considérée comme une sorte de loi fondamentale, venant surplomber toutes les autres ? La perspective de la fin du monde justifie-t-elle de s'affranchir des règles, des lois, et pourquoi pas du droit international ? Après tout, puisque les jeunes gens refusent l'école, sous prétexte de la catastrophe imminente, on peut tout envoyer par-dessus bord...

Un juge a donc décidé qu'il pouvait tordre le droit pour exprimer sa vision politique de l'action – ou de l'inaction – gouvernementale. Il n'est visiblement pas le seul à penser que l'on peut s'affranchir des lois quand la maison brûle. Après tout, la cause est juste... Mais le problème se pose-t-il en ces termes ? Deux personnes, lors d'une manifestation, décrochent un portrait d'Emmanuel Macron dans une mairie pour le faire défilé tête renversée, symbolisant ainsi son inaction face à l'enjeu climatique. Le tribunal correctionnel de Lyon a choisi de relaxer les deux décrocheurs, invoquant un « *motif légitime* », puisque le dérèglement climatique est « *un fait constant* » affectant « *gravement l'avenir de l'humanité* ». Certains applaudissent bruyamment, d'autres évoquent la « *désobéissance civile* », faisant de ce juge un héros capable de « faire bouger les lignes », selon l'expression désormais consacrée.

Un juge qui aurait voulu souligner combien les actions contre l'inaction en matière de climat lui semblaient salutaires pouvait fort bien prononcer une peine s'élevant à 1 € symbolique, pour dire aux sympathiques décrocheurs : « *Certes, vous avez enfreint la loi, mais vous n'êtes pas de dangereux délinquants et votre geste se veut une défense du bien commun.* » Ce juge aurait joué son rôle, qui consiste à considérer le droit, rien que le droit, avec la plus grande impartialité possible. Celui de Lyon, en l'occurrence, a volontairement ignoré la loi. Il a, par sa décision, expliqué aux citoyens français que lui, juge, pouvait utiliser sa fonction pour distinguer les causes pour lesquelles il est permis d'enfreindre la loi. Voilà qui pose un

problème démocratique qu'il serait tout de même un peu léger de passer par pertes et profits. D'autant que la cause climatique semble être la nouvelle raison impérieuse imposant à qui s'en arroe le pouvoir de s'asseoir, au nom du « bien », sur la souveraineté des peuples.

Le débat a d'ailleurs surgi récemment. Des voix se sont élevées pour réclamer un « *droit d'ingérence climatique* », par exemple au Brésil. Les mêmes, il y a deux décennies, soutenaient, la main sur le cœur, le droit d'ingérence humanitaire. Les désastres irakien et libyen ne les ont, semble-t-il, pas découragés. Pourtant, l'hypocrisie est la même. La France importe massivement le soja brésilien produit à coups de déforestation et soutient cette agriculture intensive qui en a fait sa drogue. Pire, elle réduit les aides aux modèles alternatifs et à la conversion des paysans. L'Union européenne signe des traités de libre-échange avec les pays dont le modèle agricole est ravageur pour la planète. Mais, quand l'Amazonie brûle, on prend des airs outragés.

L'écologie surplombe tout. Tel est le nouveau dogme. Et au nom de ce dogme, la séparation des pouvoirs, l'égalité devant la loi, l'impartialité de la justice, le respect de la souveraineté des peuples et des nations, deviennent des variables d'ajustement. Mais, si la démocratie n'est qu'un moyen parmi d'autres d'assurer le règne du « bien », certains considéreront rapidement que d'autres moyens sont plus efficaces. Avant d'estimer, finalement, que la définition de ce « bien » ne doit surtout pas être laissée à des citoyens irresponsables.

La préservation de la planète est une nécessité vitale. Le dérèglement climatique entraînera, à plus ou moins brève échéance, des bouleversements qui pourraient balayer les régimes démocratiques. Quand l'eau manque, quand des zones entières ne sont plus fertiles, les structures politiques existantes sont d'une fragilité absolue. Mais, si certains s'empressent de renoncer au gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, ce n'est pas forcément pour le bien de la planète et dans le dessein philanthropique de lever les blocages imposés par des citoyens forcément inconscients et égoïstes. Il s'agit bien plus sûrement de braquer les projecteurs médiatiques sur l'anecdotique pour préserver l'essentiel d'un système qui va dans le mur pour le plus grand profit de quelques-uns. Les considérations politiques d'un juge de Lyon ne sont, dans cet océan d'hypocrisie, qu'une goutte d'eau. ■



Débattons !

Parce que le débat n'est pas réservé qu'aux experts ou aux journalistes, la parole est aussi aux lecteurs.

Rejoignez-nous sur www.marianne.net/debattons

LA FRANCE AU MIROIR DES RETRAITES

Liberté, Égalité, Régimes spéciaux ». Telle est la devise de la République d'aujourd'hui. La solidarité, autre nom de la fraternité, attendra.

L'égalité, ce sont les grands principes. Les régimes spéciaux, les grands sentiments. On a cru longtemps que, dans la nuit du 4 août 1789, la France avait aboli les privilèges. En réalité, elle les a généralisés. Les Français sont en théorie des égaux intransigeants. Dans les faits, ils sont prêts à égorger leur voisin qui leur dispute une place dans le meilleur collège possible pour leurs enfants. Ce qu'ils demandent, ce sont des privilèges pour tous.

La question des retraites est le lieu par excellence de cette contradiction. Emmanuel Macron aurait dû le savoir. Les uns se mettent en grève parce que leur régime spécial de retraite est déficitaire, et que ce déficit est abondé par le contribuable. C'est le cas des employés de la RATP, qui redoutent, non sans raison, que la réforme en préparation ne les oblige à cotiser davantage. Les autres, médecins, pilotes, avocats, membres des professions libérales, se mettent à leur tour en grève pour la raison inverse : parce que leur régime spécial est excédentaire et qu'ils craignent, non sans raison, que l'Etat se prépare à leur barboter leur magot. Une réforme qui a contre elle les employés du métro et les pilotes de ligne, une bonne partie des classes populaires et des classes moyennes, a peu de chances d'aboutir. Le gouvernement devra céder ; il a déjà commencé de le faire, en renvoyant, par la bouche du Premier ministre, Edouard Philippe, l'application complète du nouveau système à l'an 40, 2040 exactement. Sinon, ce sera la révolution. Le gouvernement devrait aussi le savoir : les Français adorent les révolutions mais détestent le changement.

Pourquoi l'ensemble du système des retraites va-t-il devenir de plus en plus déficitaire ? Pour une raison simple, que tout le monde connaît : parce que la durée moyenne de la vie n'a cessé d'augmenter et que le nombre des retraités menace à terme de rejoindre celui des actifs (actuellement, dans le régime général, 1,7 actif pour 1 retraité).

Lorsque, en 1910, fut institué le système des retraites ouvrières et paysannes, fermement soutenu par Jaurès, mais critiqué avec violence par la CGT, qui y voyait une « escroquerie », l'âge du départ à taux plein fut fixé à 65 ans, qui correspondait à l'âge moyen du décès des populations ouvrières : dans ces conditions, un tel système ne risquait pas de devenir déficitaire. Mais, à mesure que cet âge moyen reculait, les retraites devenaient un impératif pour les travailleurs vieillissants : ce ne serait pas la seule fois que les syndicats finiraient par sacrifier ce qu'ils avaient d'abord abhorré.

En 1982, faisant fi de la tendance à l'allongement de la durée moyenne de la vie, le gouvernement Mitterrand-Mauroy abaissa à 60 ans l'âge légal du départ à la retraite. Cadeau inouï, dont on paie aujourd'hui les conséquences. Depuis, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse qu'on revienne sur cette disposition très dispendieuse. L'« âge pivot » de 64 ans, prévu dans le rapport Delevoye pour le départ à la retraite à taux plein, n'était que l'énième subterfuge pour y parvenir.

Mais voilà que, sans crier gare, Emmanuel Macron, sans doute inquiet de la mobilisation générale qui se préparait, décide, par un véritable fait du prince, que ce n'est pas l'âge de départ à la retraite qui est la bonne solution, mais bien la durée et le montant des cotisations. C'était, après l'avoir longtemps traitée par le mépris, donner raison à la seule à avoir réfléchi au problème, la CFDT, qui depuis des années préconisait un système général par addition de points, à la scandinave, conforme à la justice et à la solidarité.

**LE GOUVERNEMENT
DEVRAIT AUSSI
LE SAVOIR : LES
FRANÇAIS ADORENT
LES RÉVOLUTIONS
MAIS DÉTESTENT
LE CHANGEMENT.**

Nous en sommes là. Il faut reconnaître au pouvoir un certain courage d'avoir entrepris de réformer un système dont Michel Rocard disait qu'il était de nature à provoquer la chute de plusieurs gouvernements. À l'exception du Medef, tout le monde est mécontent et s'apprête à le manifester. Certes, la CGT et FO voient là un moyen de retrouver le chemin de la rue et la faveur du public ; qu'elles ne se

réjouissent pas trop vite. Elles devraient méditer le sondage Ipsos-Fondation Jean-Jaurès et Institut Montaigne, publié par *le Monde* (mardi 17 septembre), qui les montre en chute libre en termes de confiance de l'opinion, emportées dans la vague « dégaugiste » qui frappe la plupart des institutions, en dehors des mairies et des petites entreprises. Dans les débuts de la V^e République, les syndicats avaient compensé par leur popularité le discrédit qui frappait les partis de gauche. Ils sont aujourd'hui logés à la même enseigne (28 % d'opinions favorables, contre 25 pour les députés ; alors que les PME sont plébiscitées : 81 % !). Leur opportunisme, leur suivisme à l'égard des mouvements populistes et surtout leur incapacité à proposer des solutions de rechange à tout ce qu'ils critiquent expliquent parfaitement ce désamour.

Quand Philippe Martinez explique benoîtement qu'il n'y a qu'à revenir à la retraite à 60 ans pour tout le monde, il donne de son syndicat une image non pas gauchiste, comme on le dit souvent, mais conservatrice sous sa pire forme : le poujadisme, autrement dit, l'incapacité à regarder en face les problèmes du pays. On dirait que les Français ne croient plus en rien, ni en la gauche, ni en la droite, ni dans le progrès, ni en la tradition. Dans ces conditions, le président de la République n'est pas un premier de cordée : c'est un cache-misère. ■

ET CA
CONTINUE
ENCORE
ET ENCORE
SUR
NOSTALGIE

NOSTALGIE

LES PLUS GRANDES CHANSONS



RETROUVEZ L'APPLICATION NOSTALGIE SUR VOTRE MOBILE. 30 WEBRADIOS GRATUITES, SANS ABONNEMENT.

MÉLENCHON EST NORMAL

Les taux d'intérêt étant tombés au-dessous de zéro et devenant des taux de désintérêt, s'endetter, c'est s'enrichir : normal !

Donald Trump clame le matin que la situation économique américaine n'a jamais été aussi bonne et ordonne le soir à la Fed de baisser encore plus les taux d'intérêt parce qu'elle est devenue très mauvaise : normal !

L'Arabie saoudite ne cesse de bombarder le Yémen et sa capitale, Sanaa. Les rebelles yéménites, en représailles, bombardent, à l'aide de drones, des sites pétroliers saoudiens. Les Etats-Unis dénoncent la responsabilité de l'Irak et menacent de bombarder l'Iran : normal !

Le gouvernement italien était d'extrême droite. Il est désormais de gauche. Entre-temps, les Italiens ont-ils voté ? Non... aucune élection : normal !

Le chef de la droite cléricale polonaise Kaczynski mène furieusement campagne électorale au nom de la défense de la famille, du mariage et de la fécondité. Il est célibataire : normal !

Le président brésilien envoie deux tweets, dans le premier il traite M. X de connard et sa femme de mocheté, dans le second il exige que M. X retire ses insultes : normal !

Netanyahou annonce qu'il va annexer une grande partie de la Jordanie. L'Europe va-t-elle décider de sanctions comme après l'annexion de la Crimée par Poutine ? Il n'en est évidemment pas question : normal !

L'intellectuel laïc Henri Pena-Ruiz déclare qu'on a le droit d'être hostile à la religion. Qui proteste ? La droite ? Non, la gauche : normal !

Le leader d'extrême droite italien Salvini, à la fin de ses meetings, brandit un rosaire et rend grâce à la Vierge Marie. Marine Le Pen encense Salvini puis brandit le drapeau de la laïcité : normal !

Macron durcit, enfin et opportunément, le ton sur l'immigration. La droite s'en félicite-t-elle ? Non, elle l'accuse – un comble – de « *démagogie* » : normal !

Chaque jour en France des grèves, des manifestations, des protestations. Pourquoi ? Pour s'opposer aux réformes. « *Réformes très dures* », affirment les protestataires. Comment réagit la droite ? Elle dénonce un gouvernement immobiliste qui ne fait aucune réforme : normal !

Le président de l'Assemblée nationale, le très macronien Richard Ferrand, lorsque le candidat de la droite à l'élection présidentielle, François Fillon, avait été mis en examen, avait déclaré : « *Il a perdu toute autorité morale.* » Or ce Ferrand, qui détient un poste impliquant l'exercice d'une autorité morale,

s'est fait ferrer : il a été mis en examen. Aussitôt, il a fait savoir qu'il n'était pas question qu'il démissionne : normal !

Plusieurs dizaines de députés LREM se présentent, comme on le faisait dans l'ancien monde, aux élections municipales. Dès lors, soit ils sont élus et ils doivent renoncer à leur fonction parlementaire, ils trahissent ainsi leurs anciens électeurs ; soit ils sont battus et gardent leur fonction parlementaire, ils trahissent alors leurs nouveaux électeurs : normal !

Les insoumis sont intransigeants, pas question de serrer la main d'un centriste ou d'un social-démocrate. En fonction de quoi, à leur université d'été, ils invitent un monarchiste de droite et il fait un triomphe : normal !

Jean-Luc Mélenchon doit être jugé (il sera peut-être innocenté). Sans attendre, il explose et menace. Que dit-il ? Que son cas est comparable à celui de l'ancien président brésilien

Lula (lui, il a oublié Dreyfus) ; que ça lui rappelle l'opération « Condor » au cours de laquelle les dictatures latino-américaines ont systématiquement fait assassiner leurs opposants ; que son procès est le premier procès politique comparable à ceux du temps de la guerre d'Algérie, à l'issue desquels les accusés étaient généralement condamnés à mort et exécutés ; que Staline, lui, au moins, essayait d'obtenir des aveux ; que la France, enfin, est une dictature totalitaire dont le président est une manière de Pinochet (pas de Maduro, un vrai démocrate !) ; il accuse en prime la justice d'être aux ordres du pouvoir, justice aux ordres qui, le même jour, manque de pot, met en

examen le macronien en chef Richard Ferrand et s'apprête à inculper les deux chefs d'un parti de la majorité, François Bayrou et Marielle de Sarnez.

Tout cela, Mélenchon peut le dire, l'écrire, le publier, il est convié par toutes les télévisions et radios pour le répéter, et les grands médias rendent compte de ses propos sans les condamner expressément.

Or, de deux choses l'une : ou l'on dit n'importe quoi, ou l'on croit ce que l'on dit.

Mais, si Mélenchon croit à ce qu'il dit, il ne suffit pas de s'attaquer aux permanences des élus LREM ou de mettre à sac le Fouquet's, haut lieu de la dictature libérale, il faut appeler le peuple à prendre les armes.

Et si certains, sous son influence, le font, il ne faut pas s'en laver les mains.

Je soupçonne quelques lecteurs de *Marianne* d'approuver les diatribes de Mélenchon. Ceux-là, sans doute inquiets, je voudrais les rassurer : Mélenchon est normal. ■

**JEAN-LUC MÉLENCHON
ACCUSE LA JUSTICE
D'ÊTRE AUX ORDRES
DU POUVOIR, JUSTICE
AUX ORDRES QUI,
LE MÊME JOUR,
MANQUE DE POT,
MET EN EXAMEN LE
MACRONIEN EN CHEF
RICHARD FERRAND...**

JENIFER

KENDJI GIRAC

PINK

JAIN

AMIR



YOUTV & LAURANCE DE PERSE - ADG - © FIPOL - © Poul Martin - © Yann Chaban

la plus Belle musicienne

Chérie
FM

Sommaire

N°1175 - DU 20 AU 26 SEPTEMBRE 2019

- 3 **NOTRE OPINION** par **Natacha Polony**
Un jugement cul par-dessus tête
- 4 **L'ÉDITORIAL** de **Jacques Julliard**
La France au miroir des retraites
- 6 **MISE AU POINT** par **Jean-François Kahn**
Mélenchon est normal

Événement

- 10 **Retraites, climat, services publics... Gare à l'incendie !**
Le pays est dans un état de tension majeur et nul ne peut prévoir si les colères vont se coaliser. Mais Emmanuel Macron préfère jouer les tacticiens et préparer 2022. *Par Natacha Polony*
- 12 **Macron, un président qui ne voit pas, n'entend pas, ne parle pas** Les nombreux dossiers de mécontentement ne trouvent guère d'écoute et encore moins de solutions de la part du président. *Dossier réalisé par Rachel Binhas, Franck Dedieu, Laurence Dequay, Etienne Girard, Louis Hausalter, Emmanuel Lévy, Hadrien Mathoux, Serge Maury, Soazig Quéméner*
- 20 **CE QUE MARIANNE EN PENSE**
L'Europe antilaïcité *Par Hadrien Mathoux*

Actu

- 22 **Economie Au secours, la crise revient !**
L'Allemagne dévisse, les Etats-Unis s'essouffent, de grandes banques flageolent et la spéculation reprend de plus belle. Bref, ça "peut péter"... sauf si les Etats parviennent enfin à discipliner la finance. *Par Baptiste Bablée, Franck Dedieu et Benjamin Masse-Stamberger*
- 28 **Proche-Orient Pourquoi Israël n'arrive pas à changer d'ère** Benjamin Netanyahu ne sort pas plus vainqueur des élections que son adversaire Benny Gantz. Le furieux combat pour les coalitions recommence, symptôme d'un pays fracturé. *Par Martine Gozlan*
- 30 **Proche-Orient "Trump fait face à un Iran qui ne se dégonfle pas"** La paix armée entre les Etats-Unis et l'Iran tient encore, malgré l'attaque de drones contre des installations pétrolières en Arabie saoudite. Jusqu'à quand ? Entretien avec Pierre Conesa, spécialiste des relations internationales et stratégiques. *Propos recueillis par Alain Léauthier*
- 32 **Justice Mediator, le procès de tous les records**
Ce lundi 23 septembre, 4 000 victimes du Mediator viennent demander des comptes aux laboratoires Servier. L'audience est prévue pour durer six mois. *Par Laurent Valdiguié*
- 34 **Sport Comment les villes ont tué le rugby des villages**
Loin du Japon, où s'ouvre la 9^e Coupe du monde de rugby, les clubs français poursuivent leur chemin. Mais dans certains territoires pointe le regret d'avoir vu disparaître les affrontements entre petits clubs... *Par Anthony Cortes*
- 38 **Mieux vaut en rire !**
- 42 **Reportage Vieux et homo, doublement seuls**
Les seniors LGBT sont souvent confrontés à une douloureuse solitude. Rompre cet isolement, c'est le nouveau combat d'une génération qui est parvenue à se rendre visible et refuse de retomber dans l'anonymat. Rencontres. *Par Célia Cuordifede*



Agora

- 50 **Débat**
Victor Hugo, figure du "génie français" Les points de vue de Régis Debray, auteur de "Du génie français", et d'Anne-Marie Thiesse, directrice de recherche au CNRS, spécialiste d'histoire culturelle. *Propos recueillis par Kévin Boucaud-Victoire*
- 52 **Cette façon bien à nous d'être au monde** *Par Natacha Polony*
- 53 **"Une affaire de panache"** *Par Bruno Rieth et Alexandra Saviana*
- 57 **ÇA VA MIEUX EN LE DISANT** par **Guy Konopnicki**
Quel mode de vie européen ?
- 58 **À LA VOLÉE !** par **Jack Dion**
Un syndic de copropriétaires gouverne la France
- 60 **ESPRIT LIBRE** par **Caroline Fourest**
La malédiction des anti-PMA
- 62 **L'actualité expliquée par l'histoire**
Quand le royaume de France voulait coloniser le Brésil
Par Pierre Feydel
- 66 **Découvrir**
Culture Aux champs et à la ville, l'horreur économique
Edouard Bergeon et Antoine Russbach, les réalisateurs d'"Au nom de la terre" et de "Ceux qui travaillent", pratiquent un cinéma ancré dans les réalités de notre époque. *Par Olivier De Bruyn*
- 76 **Quelle époque ! Un monde meilleur**
Souriez, vous êtes fliqués ! *Par Nicolas Carreau*
- 82 **La France de Périco** Les Climats ou l'art de la gastronomie bien tempérée *Par Périco Légasse*
- 86 **CARTE BLANCHE** à **Jean-Marc Proust**
Sans-dents, checke tes privilèges !

Le Monde FESTIVAL

imagine / 4-7 octobre 2019

RENAUD VAN RUYMBEKE - PABLO SERVIGNE

RUSSELL **BELINDA CANNONE**
BERTRAND BELIN

BANKS CYNTHIA FLEURY
JEAN CLAUDE AMEISEN

AGNÈS BUZYN **EVE ENSLER**

MICHEL BARNIER - CHANTAL LOÏAL - CÉDRIC VILLANI

LAURENCE **MAME-FATOU NIANG**
DELPHINE DE VIGAN

BOONE ENKI BILAL

FARY - MAÏA MAZAURETTE - JEAN-MICHEL BLANQUER

JOSÉ MONTALVO

AURÉLIE FILIPPETTI - DOMINIQUE PERRAULT - RUTH ELKRIEF

Opéra Bastille - Théâtre des Bouffes du Nord - Cinéma Beau Regard

Programme et inscription sur festival.lemonde.fr



BEAU REGARD



Théâtre
des
Bouffes
du Nord

moov'in.paris
by Renault

Événement



RETRAITES, CLIMAT, SERVICES PUBLICS

GARE À L'INCE

LES SERVICES HOSPITALIERS
manifestent leur exaspération.
Ici, à Paris, le 11 septembre.





Le pays est dans un état de tension majeur et nul ne peut prévoir si les colères vont se coaliser. Mais Emmanuel Macron préfère jouer les tacticiens et préparer 2022.

PAR NATACHA POLONY

Les pompiers parlent en général de « plusieurs départs de feu ». Il suffit d'un peu de vent pour attiser les braises éparpillées et déclencher l'incendie. Les mécontentements qui se manifestent en cette rentrée sont de nature diverse et touchent à des intérêts parfois contradictoires. Le pari du gouvernement est que plus aucun citoyen ne soutiendra pour « faire grève par procuration » les régimes spéciaux de la RATP ou des cheminots. Il y a bien sûr les réductions d'effectifs, les fermetures de services publics, les hôpitaux saturés... Mais on espère, à Matignon comme à l'Elysée, que le morcellement des revendications, la lassitude, joueront les extincteurs. L'exécutif a-t-il pris la mesure de ce qui se passe dans le pays ? De la colère accumulée ? Décuplée, même, par l'impression qu'un matelas de communication politique a été jeté sur le mouvement des « gilets jaunes » pour l'étouffer savamment et le réduire à un jeu de bonneteau à 17 milliards.

Il ne s'agit pas de prendre pour argent comptant les rêves de « convergence des luttes » des mouvements gauchistes qui attendent le Grand Soir en excitant les rancœurs. L'inquiétude sur le climat et les revendications sociales ont toute légitimité à être pensées ensemble, mais à la condition de les inclure dans un projet qui prenne en compte une relocalisation de l'économie par la réindustrialisation, une réforme des retraites qui rende justice à tous ces seniors rejetés du marché de l'emploi à partir de 55 ans, un rééquilibrage entre les territoires pour ne pas concentrer la richesse dans les métropoles.

Emmanuel Macron, au contraire, se dit que les foyers d'incendie ne se

rejoindront pas. Et pour faire bonne mesure, il allume un contre-feu. En menant une politique volontariste de conversion de l'agriculture vers l'agroécologie et de rénovation thermique des bâtiments ? Non. En investissant dans la réindustrialisation du pays, aidant pour cela les PME implantées dans des villes moyennes et des territoires enclavés ? Non. En menant une grande politique de remise en état de nos infrastructures ? Non plus. Il n'entend pas les colères, il ne voit pas les tensions qui montent, il n'a rien à dire à nos concitoyens sur les sujets qui les angoissent, mais en cette rentrée il leur parle d'immigration.

Perspective électorale

« La gauche n'a pas voulu regarder ce problème pendant des décennies, a-t-il déclaré lundi 16 septembre devant les parlementaires LREM. Les classes populaires ont donc migré vers l'extrême droite. On est comme les trois petits singes : on ne veut pas regarder. » Les trois petits singes de la sagesse, le sourd, l'aveugle et le muet... Les plus avisés remarqueront que la loi Immigration date d'un an à peine, et qu'on ne voit pas bien au nom de quoi il faudrait relancer le débat avant même de l'avoir appliquée. Ils oublient un détail : les élections municipales. Et la perspective de 2022 qui se dessine...

Peut-on gouverner la France en pur tacticien ? Le minimum de responsabilité consisterait aujourd'hui à comprendre que notre pays est traversé par des forces centrifuges, creusé par des haines et des fractures, dont il faut absolument prendre la mesure, et qu'aucune réforme ne sera légitime si elle n'a pas pour objet de ressouder la communauté nationale et de prendre en compte chacun de nos concitoyens. ■

NDIE !



LES PROFESSIONS LIBÉRALES ont, pour la première fois, investi les rues. Ici, à Paris, le 16 septembre.

Bruno Levesque / MaxPPP



RÉFORME DES RETRAITES LES INDÉPENDANTS SUR LE

Même les “premiers de cordée” se fâchent. Avocats, médecins, kinés, rejoints par les pilotes de ligne, craignent d’être victimes de la réforme des retraites. **PAR EMMANUEL LÉVY**

Souvenirs, souvenirs. « Je n’avais pas manifesté depuis 1984, c’était contre la loi Savary. » Robe noire sur l’épaule, Jean-Philippe, avocat spécialisé dans le droit routier, bat le pavé parisien ce lundi. Avec ses collègues du barreau, ils forment le gros du cortège parisien. Mais défilent aussi sous des banderoles les pilotes de ligne, les médecins ou les kinés. Le collectif SOS Retraites, à l’initiative de la manifestation, en comptait 20 000, la police, la moitié. En tout cas, il y avait une forte mobilisation pour des professions peu enclines à ce genre de démonstration. Comme lui, tous ces manifestants, plutôt des « premiers de cordée », selon la terminologie macronienne, ne décolèrent pas contre le président, qui veut s’en prendre à leur propre système de retraite.

L’exécutif souhaite ni plus ni moins fondre tous les régimes dans un régime général. Une vraie trahison. « Franchement, je ne m’y attendais pas, avoue Jean-Philippe. J’ai bien vu que le curseur modifiant



les paramètres des liquidations des retraites s’était déplacé, et que toujours plus de monde était touché. » Une trahison, doublée d’« un hold-up », selon la Fédération des médecins de France. En jeu, les milliards de réserve accumulés par ces régimes que « la nationalisation » devrait faire basculer dans l’escarcelle de la Caisse nationale d’assurance vieillesse. « Ils veulent mettre la main sur nos 2 milliards de réserve », tonne Augustin, avocat d’affaires, franchement maladroit

dans le port de pancarte. Même son de cloche chez les pilotes. Diego et ses deux collègues commandants de bord, attablés à un café de la place de la République après la manif, s’irent leur eau gazeuse. « L’objectif est clair : piquer notre cassette pour la mettre dans le pot commun. Si la politique sociale de ce gouvernement, c’est prendre l’argent où c’est bien géré, je ne comprends pas. »

Les 2 milliards d’euros des avocats, 5 milliards des pilotes et 7 milliards des médecins... Le



LES SENIORS AU TRAVAIL... OU PAS

L’aveuglement présidentiel confine ici au ponce-pilatisme. L’exécutif entend résoudre la difficile équation budgétaire des retraites par l’allongement de la durée de travail.

Après tout, rien n’interdit d’inciter les seniors à rester plus longtemps au bureau ou à l’usine. Mais Macron et Philippe font mine de ne pas voir un problème visible comme le nez au milieu de la

figure : les seniors éprouvent déjà toutes les peines du monde à se faire embaucher, voire à rester en poste. Selon la Direction de l’animation de la recherche, des études et des statistiques

(Dares) du ministère du Travail, en 2018, à peine 52 % des 55-64 ans demeurent sur le marché de l’emploi. A 60 ans, 30 % des Français travaillent à temps complet. ■ FRANCK DEDIEU

GRIL

gouvernement n'y va pas avec le dos de la cuillère, et cette coalition hétéroclite peut se comprendre. Mais le plus rude reste à venir. Du côté des autres régimes de retraite autonomes, les fameux régimes spéciaux qui sont, eux aussi, sur le gril.

Un test avant de lancer les vraies hostilités

La grève très suivie de la RATP le vendredi 13 septembre donne un avant-goût de la colère qui gronde. Le 21 septembre, le syndicat FO appelle à la manif, la CGT défilera trois jours plus tard. Au nom de l'égalité et de l'universalité, la réforme menée par Jean-Paul Delevoye, le haut-commissaire chargé du sujet, entend bien y mettre fin. De ce point de vue, le coup de Trafalgar fait aux indépendants prend l'allure d'un test avant les vraies hostilités. « Une manœuvre politique ? Non, c'est juste opportuniste : prendre notre pognon », tranche Augustin. Eric, un jeune pilote de ligne, voit, lui, une continuité : « On est dans la même dynamique de la baisse des acquis sociaux en général. » Et de conclure, goguenard : « Ce gouvernement nationalise notre régime de retraite, dans lequel aucun contribuable, ni même l'Etat, n'a mis un seul euro, mais privatise Aéroports de Paris. Je ne vois pas la logique. » ■

UN BUDGET 2020 PAS SI "GILETS JAUNES"

Pouvoir d'achat » : la mélodie psalmodique chantée par le gouvernement pour annoncer le futur budget mérite un examen attentif. Le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, promet en effet pour l'année prochaine 9 milliards d'euros de baisse d'impôts en faveur des ménages et espère ainsi voir les « gilets jaunes » ranger gentiment leur chasuble dans leur voiture. Moins de taxe d'habitation, moins d'impôt sur le revenu, fin de la fiscalité sur les heures sup... Toujours bon à prendre. Mais qui va en profiter ? « La baisse de l'impôt sur le revenu profite plutôt aux classes moyennes supérieures. Les "gilets jaunes" »

souhaitaient une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Ils ne l'ont pas obtenue. Sans parler des hausses des taxes sur le tabac et la fiscalité énergétique », répond Pierre Vermeren, auteur de *la France qui déclasse* (Tallandier, 2019). Une erreur consisterait à croire que les révoltés des ronds-points pointaient seulement le fisc. Ils revendiquent aussi davantage de services publics, donc plus de dépenses. Les taux d'intérêt négatifs autorisaient pourtant l'Etat à engager des investissements. Mais non, il faut rester dans l'épuration maastrichtienne des déficits. Le budget sera au-dessous des 3 % requis. Soulagés, les « GJ » ? ■ F.D.



AFFAIRES

UNE CLÉMENCE À GÉOMÉTRIE VARIABLE

C'est ce qui s'appelle un soutien très appuyé. Lundi 16 septembre, devant les parlementaires de la majorité, Emmanuel Macron s'est adressé à son « cher Richard ». Comme si le chef de l'Etat refusait de comprendre à quel point la situation particulière de Richard Ferrand, quatrième personnage de l'Etat, mis en examen le 12 septembre pour « prise illégale d'intérêts » dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne, pose question. Richard Ferrand n'est certes pas le premier président de l'Assemblée nationale inquiété par la justice. Avant lui, Henri Emmanuelli (affaire Urba) et Laurent Fabius (affaire du sang contaminé) ont tenu le Perchoir dans ce drôle d'entre-deux. Prémunis innocents mais entravés politiquement, au moins jusqu'à la fin de l'instruction.

La clémence affichée du chef de l'Etat maltraite la séparation des pouvoirs et renforce le sentiment d'une mansuétude à géométrie variable. Pour cause d'affaires, quatre ministres, dont Ferrand

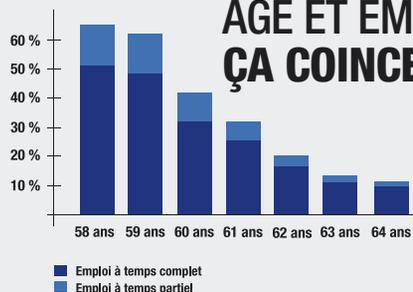


RICHARD FERRAND, rattrapé par l'affaire des Mutuelles de Bretagne.

lui-même, avaient dû quitter le gouvernement en juin 2017. Personne non plus n'a cherché à retenir le ministre de la Transition écologique François de Rugy alors qu'aucune enquête n'avait été ouverte sur ses dîners mondains à l'Assemblée quand il la présidait. Richard Ferrand est préservé pour des raisons politiques. Le député du Finistère est une figure du tout premier cercle d'Emmanuel Macron. Respecté à gauche et à droite, il tient l'Assemblée rênes courtes dans une période législative qui s'annonce intense. Et tant pis pour ceux qui pointent la distorsion entre les privilégiés de certains et le bannissement des autres. ■ SOAZIG QUÉMÉNER

Thomas Padilla / MaxPPP

ÂGE ET EMPLOI : ÇA COINCE



Source : COR, chiffres de 2015 à 2017



TRENTE-SEPT POUR CENT DES CADRES ont voté pour Emmanuel Macron, ici, à Paris, le 7 mai 2017. Ils paient aujourd'hui ses choix économiques.

Christian Hartmann / Reuters



MACRON NE PARLE PAS

UN ÉLECTORAT MALTRAITÉ

C'est l'un des constats les plus surprenants de la période. Le président de la République ne cesse de maltraiter financièrement toute une partie de son propre électeur. Selon un sondage Ifop, 37 % des cadres ont voté pour Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle. Et ils payent aujourd'hui plein pot ses choix économiques. « C'est une catégorie relativement réduite, en permanence convoquée pour augmenter sa contribution à la solidarité nationale, et dans le même temps ses droits diminuent », proteste François Hommeril, président de la CFE-CGC, syndicat qui attaque devant le Conseil d'Etat le décret publié fin juillet modifiant les règles de l'assurance chômage. Motif : la discrimination. A partir du mois de novembre, les salariés qui ont un revenu supérieur à 4 500 € brut par mois verront leur indemnisation réduite de 30 % au bout de sept mois sans activité. Des cadres qui seront aussi les grands perdants de la réforme

des retraites, si l'option de l'allongement de la durée de cotisation était retenue. Ceux qui ont fait des études et entrent plus tardivement sur le marché du travail seraient alors pénalisés. Surtout si l'on ne prend plus en compte les 25 meilleures années mais l'ensemble de la vie professionnelle. Pas de chance pour les cadres, à la trajectoire souvent ascendante. Sans oublier la suppression de la taxe d'habitation qui ne concernera pas l'ensemble de la population avant 2023. « En fait, l'Etat adore les milliardaires et déteste les cadres », soupire encore François Hommeril. « Pour Emmanuel Macron, c'est une catégorie à surveiller », reconnaît Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop. Il y a sans doute un peu de *câlinothérapie à faire sur ce groupe très influent.* » Selon un sondage réalisé par son institut en juillet dernier pour le site cadremploi.fr, plus de six cadres sur 10 font état d'un sentiment « négatif » vis-à-vis des mesures économiques et sociales prises depuis le début du quinquennat. ■ S.Q.



MACRON N'ENTEND PAS

PRIVATISATIONS LA RÉSISTANCE INATTENDUE

Emmanuel Macron pensait faire atterrir sa réforme dans l'indifférence. Après la « privatisation » de la SNCF, les ventes d'Aéroports de Paris et de La Française des jeux apparaissaient sans risque. Une résistance s'est pourtant enclenchée. Un large front parlementaire, de La France insoumise à une partie des Républicains, a activé la voie inédite de la pétition pour un référendum sur ADP. Le 17 septembre, 730 000 citoyens ont signé le texte. Loin des 4,7 millions nécessaires pour espérer un scrutin national... Mais le seuil de 1,2 million, envisagé par le gouvernement dans la future réforme institutionnelle, reste atteignable. De quoi galvaniser les opposants au projet. Un grand meeting transpartisan est prévu cet automne. L'avocat Christophe Leguevaques a saisi le Conseil constitutionnel pour réclamer une meilleure information du public. « Le gouvernement a dépensé 12 millions d'euros lors du "grand débat" mais ne trouve pas un centime pour organiser des débats autour du référendum d'initiative partagée », s'indigne-t-il auprès de Marianne. ■ ÉTIENNE GIRARD



Olivier Boitôt / Le Parisien / MaxPPP

AGRICULTEURS LA FUR

Le désarroi pousse dans les champs. Les paysans, ces habitants de ces autres territoires oubliés de la République, ne cessent de tirer le signal d'alarme. Et puis il y a ces suicides, un tous les deux jours. Pourtant, en 2017, Emmanuel Macron semait

de l'espérance dans le monde agricole. Il lançait les « états généraux de l'alimentation » pour « permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail ». Deux ans plus tard, l'opération séduction a laissé place à l'amertume. « Macron avait fait un très



FRANÇOIS BOULO

“IL N’Y A JAMAIS EU LA VOLONTÉ DE DIALOGUE”



FRANÇOIS BOULO est avocat et porte-parole des “gilets jaunes” de Rouen.

Marianne : Macron a-t-il répondu à vos revendications ?

François Boulo : Absolument pas. Le référendum d’initiative citoyenne a été balayé du revers de la main. Sur la fiscalité, toutes nos propositions ont été rejetées : rétablir l’ISF avec une exonération en cas d’investissement dans les PME, réserver le CICE aux petites entreprises, supprimer la TVA sur les produits de première nécessité... Toutes ces mesures, urgentes, concrètes, avaient été plébiscitées par le public. Il n’en a retenu aucune. Tout le monde a bien compris que mener une politique économique alternative dans le cadre des traités européens était impossible. La stratégie d’Emmanuel Macron, consistant à gagner la confiance de l’Allemagne afin de lui demander des réformes des règles de l’Union européenne, n’a pas fonctionné. S’il ne change pas son positionnement, il se condamne à l’impuissance politique et à la colère grandissante des gens.

Le président n’a pas été élu pour appliquer votre programme. Il a tout de même concédé quelques mesures...

A partir du moment où sa politique ne remet pas en question les avantages fiscaux captés par les ultra-



riches, les annonces du président se traduiront soit par une augmentation de la fiscalité pour la classe moyenne, soit par une réduction des dépenses publiques, et donc la baisse de la qualité des services publics. Quant à l’argument de l’élection, il part du postulat que la démocratie se résume au vote. Poussé par un réseau tissé auprès des très riches et par les médias, Macron l’a emporté en 2017 en bonne partie grâce à des électeurs qui ont voté pour faire barrage au Front national. Il est loin d’avoir une majorité de Français derrière lui. C’est un drame que de prétendre que la démocratie, c’est une fois tous les cinq ans avec des candidats qu’on n’a pas choisis, et puis qu’on se tait.

Au-delà des mesures, comment jugez-vous l’attitude du chef de l’Etat face aux “gilets jaunes” ?

Il n’y a jamais eu la volonté de dialoguer. Lors des premières semaines, le gouvernement prétendait vouloir dialoguer tout en donnant des consignes aux préfets pour déloger les gens des ronds-points. On savait que le « grand débat » n’aboutirait à rien, c’était une stratégie pour endormir et enfumer les citoyens, qui a fonctionné. Le pire est bien sûr la répression policière et judiciaire. Le président n’a presque pas eu un mot pour tous les blessés ! Il y a un cynisme, un manque d’empathie, une brutalité extrême du pouvoir. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR HADRIEN MATHOUX



vision strictement gestionnaire ». Et de conclure : « *Macron a suscité de l’espoir qui finit en désespoir.* » ■ RACHEL BINHAS



L’OPÉRATION SÉDUCTION a laissé place à l’amertume. Ci-dessus, manifestation à Paris, le 18 décembre 2018. ➤

EUR EST DANS LE PRÉ

beau discours sur l’importance de la montée en gamme de notre production. Or, aujourd’hui, nous sommes soumis au marché mondial dérégulé », déplore Bernard Lannes, agriculteur dans le Gers

et président de la Coordination rurale. Pour lui, « *la macroéconomie domine ce gouvernement. Le président est un technicien qui se concentre sur la TVA qui entre. Mais on ne peut pas protéger l’agriculture et l’alimentation avec une*



À HURIEL, DANS L'ALLIER, une affiche posée par les agents à l'entrée du centre des finances publiques.

Florian Salasse / La Montagne / MaxPPP



AU FISC DES EMPLOIS CONFISQUÉS

Encore un service de l'Etat qui maigrit. Les services des impôts vont perdre 5 800 postes d'ici à 2022. Au grand dam des territoires...

Forcément, au ministère des Comptes publics, il faut savoir tenir ses comptes. « En fait, donner l'exemple de la restructuration des services publics », tempête Vincent Drezet, secrétaire national de Solidaires Finances publiques. En effet, au chapitre des réductions d'effectifs, les agents du fisc paient de loin le plus lourd tribut, avec 5 800 postes en moins d'ici à 2022. Pour justifier ses coupes claires, le gouvernement avance des gains de productivité dans les services liés notamment à la déclaration et au prélèvement en ligne, et plus généralement à l'utilisation d'Internet. L'argument s'entend, mais tout ne tient pas à des ratios de comptable à lustrine : les fameuses trésoreries implantées sur l'ensemble du territoire – y compris dans des

villes moyennes – risquent bien d'y laisser des plumes. « Les deux tiers ou les trois quarts d'entre elles n'existeront plus formellement. Elles seront transformées en service de gestion comptable, voire en maisons France Service où travailleront des fonctionnaires territoriaux et des contractuels, non des personnes de la Direction des impôts », prévient Vincent Drezet.

La France périphérique, si pourvoyeuse de « gilets jaunes », se videra un peu plus de ses services publics. « Les patrons de PME aussi en sentiront les effets : le gouvernement prévoit de regrouper les services des impôts aux entreprises », ajoute le syndicaliste. En clair, pour obtenir des conseils, les petits patrons vont devoir parcourir plus de kilomètres... à 80 km/h, pas plus. ■ F.D.

Julien Mattia / Le Pictorium / MaxPPP

URGENTISTES TOUJOURS PAS CONVAINCUS



Venu de l'inspection des finances, le chef de l'Etat sait parler chiffres. Les médecins hospitaliers comme les personnels des urgences en grève dans 249 hôpitaux l'accusent cependant d'en méconnaître certains. De fait, en vingt ans, le nombre de patients accueillis aux urgences a doublé, passant de 10 à 21 millions. Dans le secteur public hospitalier, l'activité entre 2005 et 2009 a même crû de 11 %... soit deux fois plus vite que les effectifs des blouses blanches. Logique : pendant que les hôpitaux fermaient des lits, la prise en charge des patients maintes fois promise par le secteur privé a patiné lamentablement. Du coup, quand la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, annonce pour les urgences un plan de 754 millions d'euros sur trois ans, avec notamment des renforts pour la médecine de ville et un service d'accueil santé (SAS) vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les grévistes n'y croient plus. « La ministre nous demande aussi d'organiser avec les Ehpad l'admission directe des personnes âgées. Mais tous nos lits sont occupés ! Devrons-nous les installer tête-bêche ou dans des lits superposés ? » s'émeuvent les signataires d'une tribune publiée dans *Libération*. La ministre, médecin de profession, tempête : « On ne me la fait pas. » Mais propose en guise de réponse... des « groupes de travail » thématiques. Technocratie, quand tu nous tiens ! ■ SERGE MAURY

UN CONFLIT QUI DURE

Les personnels des services des urgences sont en grève depuis le printemps.





LUTTE POUR LE CLIMAT ÇA COAGULE

Les jeunes du mouvement climat intègrent le social dans leur logiciel. De leur côté, les syndicats verdissent leur discours à vue d'œil. **PAR LAURENCE DEQUAY**

Alexandre Benalla s'est rendu à la Fête de l'Humanité. Pas Emmanuel Macron. Dommage : le chef de l'Etat aurait pu voir que les choses bougent du côté des activistes du mouvement climat qui nouent des relations avec le monde syndical et, aussi, avec les « gilets jaunes ». Ce n'est peut-être pas la grande convergence espérée par certains, mais on échange et on

débat. Bref, ça coagule. A l'image de cette rencontre, lors du grand raout de l'Humanité, rassemblant des ONG et des collectifs de jeunes (comme ANV-COP 21, Youth For Climate ou Notre affaire à tous), des syndicalistes et des « gilets jaunes ». Sur l'estrade, Jean-François Julliard, de Greenpeace France, Alma Dufour, porte-parole des Amis de la Terre, et Marie-France Cailletaud, de la CGT (qui appelle, avec Solidaires,

à manifester et à faire grève pour le climat les 20, 21 et 28 septembre), prenaient acte de leur volonté de conjuguer fin du monde et fin du mois, justice climatique et justice sociale. Ils remerciaient même les « gilets jaunes » de leur avoir dessillé les yeux : en leur faisant comprendre que la transition écologique ne se ferait que si elle était populaire. Une réflexion engagée dès le mois de mars par la CFDT, l'Unsa, la Fondation Abbé-Pierre et d'autres ONG, qui avaient rédigé un « Pacte du pouvoir de vivre ».

« *Le gouvernement l'occulte mais la question du climat est aussi une question de lutte des classes*, attaquait Alma, chargée de campagne des Amis de la Terre. *Les "gilets jaunes" ne sont pas anti-écologistes. Ils se sont mobilisés quand ils ont compris qu'on voulait leur faire payer le prix de la transition énergétique.* » Que ➤



LE 13 SEPTEMBRE à la Fête de l'Humanité, (de g. à d.) Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France, Alma Dufour, porte-parole des Amis de la Terre, et Marie-France Cailletaud, secrétaire fédérale de la CGT, annonçaient leur désir de trouver des points d'accord pour imposer, dit Julliard, « un vrai rapport de force au gouvernement ».



ANV-COP21 : Fondée en 2016 par Txeix Etcheverry et composée de plus de 60 groupes en France, cette organisation veut impulser un mouvement citoyen « non violent ». Après avoir réquisitionné des chaises dans des banques impliquées dans des dossiers de fraude fiscale, ses militants confisquent des portraits d'Emmanuel Macron en mairie pour dénoncer le non-respect par la France de ses objectifs climatiques. Le TGI de Lyon vient de relaxer deux de ses membres, estimant le motif « légitime ».



«L'AFFAIRE DU SIÈCLE» : Coordinée par l'avocate Marie Pochon et lancée par Notre affaire à tous, la Fondation Nicolas-Hulot, Greenpeace et Oxfam France, cette pétition est un recours juridique en « carence fautive » contre l'Etat pour l'insuffisance de son action climatique. Elle a déjà collecté 2,3 millions de signatures et s'inspire d'une action de l'ONG néerlandaise Urgenda. Laquelle a obtenu en 2015 que la justice ordonne à l'Etat néerlandais de réduire de 25 % ses gaz à effet de serre.



YOUTH FOR CLIMATE : Né pour répondre à l'appel de Greta Thunberg, ce mouvement est composite. Antoine Soulas, 23 ans, le normalien qui organise les grèves scolaires parisiennes, ne croit plus au réformisme dans une démocratie qui invalide les arrêtés antipesticides pris par des maires soutenus par leurs administrés. Désobéissant écolo, il envisage de paralyser le système, quitte à engorger les prisons. Youth For Climate mobilise cependant des milliers de jeunes lycéens non violents.



EXTINCTION REBELLION : Mouvement non violent né en Angleterre, XR se veut horizontal, sans figure de prou donc, et s'est choisi pour symbole un sablier stylisé. Il rassemble plusieurs centaines de jeunes militants, défend le vivant dans sa globalité, et par conséquent la condition sociale des humains. Le 28 juin, ses militants ont été délogés par les CRS du pont Sully, qu'ils voulaient bloquer. Porteurs de revendications de démocratie directe, ils repasseront à l'action à Paris à partir du 7 octobre.

➤ le modèle ultralibéral conduit la planète dans le mur n'est pas une découverte pour ces militants de la société civile. Parution après parution, les rapports du Giec les confortent : ils martèlent que l'on a dix ans, tout au plus, pour contenir le réchauffement de la planète à 1,5°C. De leur côté, les syndicats qui défendaient le productivisme tirent un bilan catastrophique de la désindustrialisation dans l'Hexagone. « *Le pays a perdu 2 millions d'emplois car les entreprises ont délocalisé*, déplore Marie-France Cailletaud, ancienne porte-parole de la Fédération de l'énergie et des mines CGT, celle qui défend... le nucléaire. *En changeant de civilisation, en défendant le climat, nous nous donnons une occasion de créer des emplois.* » Relocaliser donc, afin de produire des biens écoconçus, recyclables et/ou démantelables sur place. « *Il n'y aura pas d'emplois sur une planète morte !* » aphorise Jean-François Julliard à ses côtés.

Un autre "en même temps"

Les mêmes qui hésitaient à sortir de leur couloir syndical ou associatif veulent désormais repenser leurs propositions, bâtir des points d'accord. « *Les "gilets jaunes", avec leurs 44 actes, leurs blocages de hangars Amazon, ont bouleversé le spectre des possibles. Nous avons vu que, dans leurs "AG", les gens étaient plus prompts à changer le système que ce que l'on pensait* », décrypte Alma. Et, comme ils jugent que, en matière de logement, d'alimentation, de transports, Emmanuel Macron patine, ils proposent un autre « en même temps » : consommer moins, produire moins, en garantissant un emploi à tous ceux qui en ont besoin. Cultiver aussi la solidarité avec les pays plus pauvres qui subissent un réchauffement planétaire auquel, comme le soulignait Nicolas Hulot à l'écomobilisation bordelaise Climax 2019, ils n'ont pas contribué. « *C'est inédit, s'enthousiasme Julliard, Si nous parvenons à nous écouter, nous avons un boulevard devant nous. Nous pourrions imposer un vrai rapport de force au gouvernement.* » ■ L.D.



IMMIGRATION DES PAROLES, ET APRÈS ?

De ce sujet-là, depuis peu, Emmanuel Macron veut bien parler. Il s'y attelle sans détours même. Mais il s'agit d'abord d'occuper le terrain électoral en prévision de 2022... **PAR LOUIS HAUSALTER**

La question est de savoir si nous voulons être un parti bourgeois ou pas. » Ainsi Emmanuel Macron a-t-il abordé le thème de l'immigration devant ses troupes, lundi 16 septembre, en appelant les parlementaires de La République en marche à « *regarder le sujet en face* ». « *Les bourgeois n'ont pas de problème avec cela : ils ne la croisent pas. Les classes populaires vivent avec* », a-t-il lancé. « *La gauche n'a pas voulu regarder ce problème pendant des décennies. Les classes populaires ont donc migré vers l'extrême droite.* »

Si quelques mines se sont renfrognées dans les rangs LREM, ces propos n'ont pas surpris les visiteurs du chef de l'Etat, habitués depuis plusieurs mois à entendre ce refrain. « *Le président est à fond sur l'immigration. Il considère qu'il faut s'emparer du sujet* », confirme un député de la majorité, interlocuteur régulier de l'exécutif. Un sujet que Macron a d'ailleurs inscrit à l'agenda de la rentrée, puisqu'un débat sur la politique migratoire doit se tenir à l'Assemblée nationale le 30 septembre, puis au Sénat le 2 octobre. Un exercice que le chef de l'Etat souhaite répéter chaque année.

Un débat, mais pour quoi faire ? Le Parlement ne sera même pas appelé à voter à l'issue de cette discussion... « *On a eu le 'grand débat', là on va avoir les petits débats !* »

a raillé Marine Le Pen dans son discours de rentrée. « *Je ne sais pas très bien sur quoi ça doit déboucher* », nous avoue un membre du gouvernement. De fait, si Macron veut occuper le terrain, il n'envisage pas de nouvelle loi. Pas question de replonger dans les affres de la loi Collomb sur l'asile, qui avait fait apparaître au grand jour les fractures de la majorité en 2018. Mais le chef de l'Etat table sur des mesures ciblées. Car ce qui l'obsède, ce sont les filières qui utiliseraient les voies de séjour en France à des fins peu scrupuleuses. « *Les flux d'entrées n'ont jamais été aussi bas en Europe et les demandes d'asile jamais aussi hautes en France*, s'est-il alarmé devant ses troupes. *Je crois dans notre droit d'asile, mais il est détourné de sa finalité par des réseaux.* » Dans son collimateur, les Albanais et les Géorgiens : 17 000 ressortissants de ces deux Etats ont demandé l'asile en 2018 alors que leurs pays sont considérés comme sûrs.

Anticiper les crises

Au total, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) a enregistré plus de 123 000 demandes d'asile l'an dernier, une hausse de 22% par rapport à 2017. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des fameux « dublinés », ces migrants qui ont été enregistrés dans un autre pays européen avant de venir en France. L'exécutif ne le



Ludovic Marin / Pool Via Reuters

formulera pas comme ça, mais l'objectif est bel et bien de décourager les ressortissants de pays qui ne sont pas en guerre de se rendre sur le territoire français. Une préoccupation partagée par Christophe Castaner, assure un député de la commission des Lois, qui se souvient d'une rencontre avec le ministre de l'Intérieur sur le sujet : « *Casta nous a dit que le problème de la France, c'est son attractivité pour les demandeurs d'asile. On peut s'interroger sur la rapidité du traitement des demandes, mais aussi sur les critères d'attribution des prestations.* »

Le gouvernement voudrait aussi redimensionner l'aide médicale de l'Etat (AME), qui permet aux étrangers en situation irrégulière de bénéficier de soins. Cette aide ne concerne pas les demandeurs d'asile en attente du traitement de leur dossier, éligibles à une autre couverture médicale, mais s'adresse aux clandestins – parmi lesquels les déboutés du droit d'asile, dont la plupart ne sont pas expulsés. Le gouvernement envisage une réduction du panier de soins compris dans l'AME.

A plus long terme, Macron veut absolument anticiper de

prochaines vagues migratoires, avec une attention toute particulière pour l'Afrique. Confiance d'une députée LREM au fait du dossier : « *Il est flippé par la situation de la Côte-d'Ivoire, qui est sous la pression du Mali et du Burkina Faso, où les groupes djihadistes sèment le chaos. Si l'élection présidentielle de 2020 se passe mal là-bas, la Côte-d'Ivoire pourrait basculer et de nombreux Ivoiriens émigreraient vers la France.* » L'Elysée surveille aussi de près la situation chaotique en Algérie.

Humanité et fermeté

Une façon de se préparer à de nouveaux épisodes de crise et de mettre le cap sur... 2022. Car, Macron en est persuadé, la prochaine présidentielle se jouera en grande partie sur les sujets régaliens. « *Je pense que le président veut éviter le syndrome Jospin de 2002, quand on avait laissé un sujet clivant prospérer en périphérie, glisse une secrétaire d'Etat. Si on n'investit pas ce champ, on va le payer.* » « *Le président n'y pense pas tous les matins en se rasant, nuance un conseiller de Macron. Il ne prépare pas un discours de Grenoble*

“LE PRÉSIDENT VEUT ÉVITER le syndrome Jospin de 2002, confie une secrétaire d'Etat, quand on avait laissé un sujet clivant prospérer en périphérie. Si on n'investit pas ce champ, on va le payer.” Ci-dessus, le chef de l'Etat, lors des ateliers sans frontières, à Bonneuil-sur-Marne, le 10 septembre.

bis. *Mais ce qui l'agace, c'est que certaines bonnes âmes de la majorité détournent le regard quand il s'agit d'assumer toute la politique menée, c'est-à-dire l'humanité mais aussi la fermeté.* »

De fait, Macron est assez seul dans son camp à vouloir mettre le sujet sur la table. Quelques ministres partagent l'inquiétude présidentielle : l'ami Christophe Castaner, bien sûr, mais aussi la ministre MoDem de la Cohésion des territoires, Jacqueline Gourault, ou encore le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin, très attentif aux tentations communautaristes. Cependant, dans la majorité, d'autres soupirent en estimant que le chef de l'Etat récite le discours en vogue Place Beauvau sur l'« *attractivité* » de la France pour les migrants. Pour eux, le débat parlementaire doit surtout servir à dépassionner et objectiver la situation. « *Le débat sur l'immigration est là pour rappeler aux Français la réalité des choses, pas pour dire qu'il y a trop d'étrangers* », prévient un élu proche de Macron issu du PS. De l'art de tourner en rond. ■



Ce que Marianne en pense

AMEN

L'EUROPE ANTILAÏCITÉ

Si Victor Hugo voulait « *l'Eglise chez elle et l'Etat chez lui* », l'Union européenne a une conception bien différente. Federica Mogherini, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, a annoncé une future « *plate-forme mondiale d'échanges de l'UE sur la religion et l'inclusion sociale* ». Cet « *Erasmus pour les acteurs de la société civile qui travaillent sur la foi* », qui disposera de fonds européens, devrait être opérationnel début 2020.

L'UE a fondé et financé une ONG britannique, la Fondation Lokahi, chargée d'organiser des échanges à petite échelle qui serviront de modèle. Cette dernière a publié deux rapports, que *Marianne* a consultés. Le contenu de ces documents ne rassurera pas ceux qui tiennent à la séparation des religions et des affaires publiques. Le premier rapport ne fait que louer « *le rôle vital et important* » que jouent les religions dans le monde, fantasmant même la définition d'un « *nouveau paradigme d'engagement avec la religion* » au sein de l'UE. Il attribue explicitement aux religions le soin de collaborer avec les pouvoirs publics pour « *trouver des solutions pratiques aux problèmes majeurs, globaux et d'intérêt commun* ». Cet éloge sans

nuances du rôle des religions frise même le prosélytisme, lorsque la Fondation Lokahi envisage la plate-forme de l'UE comme un moyen... d'« *améliorer la capacité des jeunes citoyens européens à s'approprier et à être attirés par les idées religieuses inclusives* » !

Le second rapport s'intéresse de plus près à l'islam. A aucun moment il n'est question de l'éventuelle possibilité pour les croyants de s'adapter à certaines exigences de la vie commune en Europe. Au contraire, la conclusion laisse pantois : afin de parvenir à une société « *durable, inclusive, diverse religieusement* », les gouvernements devraient avant tout « *faire de l'Europe un endroit dans lequel les musulmans peuvent vivre sans conflits excessifs avec leur pratique religieuse et leur identité* », en faisant sauter des « *barrières à la participation égale à la société* ». Ces « *barrières* » à faire tomber sont clairement nommées : la prétendue impossibilité pour les femmes voilées de trouver du travail, et la réticence des employeurs à accorder des pauses à leurs employés pour leur permettre de prier cinq fois par jour. Avec une telle approche, le futur Erasmus des religions est prometteur. ■

HADRIEN MATHOUX

À VOS DEVOIRS

Nouveaux esclaves

Gâce à la mondialisation effrénée, les étudiants anglophones sont enfin délestés de ce rituel inique qui consistait à rédiger des devoirs à la maison. Il suffit désormais d'envoyer son sujet dans une entreprise ukrainienne, indienne ou kenyane, et de braves étudiants diplômés et en recherche d'emploi se chargent de faire la dissertation. C'est pas beau, le progrès ? Certes, les prix sont encore un peu élevés (autour de 15 dollars la copie pour un délai de deux semaines, et jusqu'à 40 dollars pour un devoir de dernière minute), mais nul doute qu'avec « *la concurrence libre et non faussée* » les tarifs vont vite baisser. Interviewée par le *New York Times*, une jeune Kenyane raconte avoir rédigé des compositions sur des sujets aussi divers que l'euthanasie ou la colonisation de l'espace. Malgré cette chance inouïe de pouvoir augmenter leur culture à l'infini, certains de ces privilégiés se plaignent de ne pas trouver d'autre travail et vont même jusqu'à regretter de ne pas étudier eux-mêmes sur un campus américain, anglais ou australien. Jusqu'où va l'ingratitude... ■ SAMUEL PIQUET

JUGE HORS SOL

QUAND DES "DÉCROCHEURS" SONT BLANCHIS

Deux « décrocheurs » d'un portrait d'Emmanuel Macron, poursuivis pour « vol en réunion », ont été relaxés par un juge du tribunal correctionnel de Lyon. Selon ce dernier, l'urgence climatique légitime d'« *autres formes de participation* » des citoyens et d'interpellation du président de la République « *dans le cadre d'un devoir de vigilance critique* ». Décision étonnante qui revient à mettre le doigt dans un engrenage pernicieux. Si l'on

sait où commence une telle approche, nul ne peut dire où elle finit. On s'étonne donc que Jean-Luc Mélenchon (pour LFI) et Julien Bayou (pour EELV) aient cru bon de saluer ce que le premier a appelé une « *décision historique* » et le second « *une victoire symbolique* ». L'idéologie et les méthodes des black blocks sont le pire piège pour le mouvement social. Autant on comprend les fermentations de la colère et de la révolte sur nombre de sujets (dont le climat),

autant on ne saurait encourager des méthodes qui reviennent à jouer avec les symboles de l'Etat et les règles civiques qui s'imposent à tous. Franchir cette ligne jaune, c'est blanchir par avance des débordements qui finissent par se retourner contre ceux qui leur trouvent des circonstances atténuantes. Que les « décrocheurs » ne soient pas traités comme des ennemis de la République, c'est une chose ; les flatter, c'en est une autre, parfaitement intolérable. ■ J.D.



Reuters

ALERTE

SOLIDARITÉ AVEC EDWARD SNOWDEN

A l'occasion de la sortie de son livre, intitulé *Mémoires vives* (Seuil), Edward Snowden a demandé l'asile politique à Emmanuel Macron. Vu le combat engagé par le lanceur d'alerte et l'image de la France dans le monde, la requête est légitime. Il y aurait quelque logique à ce que la patrie des droits de l'homme accueille sur son territoire un Robin des bois ayant osé s'attaquer au Big Brother américain de l'espionnage. Encore faut-il oser déplaire à Donald Trump. En d'autres temps, le défi aurait pu être relevé. Aujourd'hui, c'est moins sûr.

Certes, la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a donné son accord de principe à la demande d'Edward Snowden, imitée par l'eurodéputée LREM Nathalie Loiseau. Mais cette dernière s'est empressée de renvoyer le bébé à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), comme si le président de la République avait les mains ligotées par des règles administratives. Ce n'est pas le genre du personnage.

Jusqu'ici, la France s'est toujours montrée frileuse vis-à-vis des lanceurs d'alerte. On chante leurs louanges, on salue leur courage, mais, au moment de passer à l'acte, on tourne la tête. En 2013, sous le règne de François Hollande, le Premier ministre Manuel Valls avait refusé une première demande d'asile formulée par Edward Snowden, déjà réfugié à Moscou. François Hollande était même allé jusqu'à refuser à l'avion du président bolivien d'alors, Evo Morales, de survoler l'espace aérien français au prétexte que l'ancien employé de la NSA aurait pu être à son bord.

La France avait finalement dû présenter ses excuses. Depuis, elle n'a jamais manifesté le moindre signe de solidarité avec Edward Snowden ou avec Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, emprisonné à Londres et menacé lui aussi d'extradition vers les Etats-Unis. Cette situation ubuesque avait conduit Snowden à déclarer, de Moscou : « *Le plus triste de toute cette histoire, c'est que le seul endroit où un lanceur d'alerte américain a la possibilité de parler, ce n'est pas en Europe, mais ici* », en Russie, donc, là d'où partaient naguère les dissidents.

Victor Hugo, qui savait ce qu'était l'exil, a dit : « *La grande chose de la démocratie, c'est la solidarité*. » Parfois, la solidarité se noie dans l'océan atlantiste. ■ JACK DION

ELLE A OSÉ LE DIRE

“Je veux faire du kung-fu.”

BRUNE POIRSON, secrétaire d'Etat à la Transition écologique et solidaire, *le Parisien*, 13 septembre 2019.

IMMIGRATION

SOUVENT “LE MONDE” VARIE

Le Monde a publié un sondage relatif aux « fractures françaises », réalisé en coopération avec l'Ipsos. A propos de l'immigration, les personnes consultées ont dû choisir entre ces deux affirmations : « *Aujourd'hui, on ne se sent plus chez soi comme avant* » (64 %) ou « *On se sent autant chez soi aujourd'hui qu'avant* » (36 %). La problématique est osée. Il y a quelques années, cette simple formulation aurait mis *le Monde* en ébullition, tant elle reprend au mot près une approche fleurant bon le « grand remplacement » cher à l'extrême droite, à Eric Zemmour et à quelques autres. Désormais, la voilà validée par le quotidien de référence des élites. Dans le long article qui accompagne le sondage (d'ailleurs fort intéressant), il n'y a aucun commentaire sur le sujet. En revanche, on y apprend que « *les Français restent bien français* », révélation sans doute destinée à rassurer ceux qui craignaient qu'ils ne devinssent suisses, américains ou guatémaltèques. Mais rien sur les sous-entendus d'un propos qui vaut d'ordinaire admonestation morale. Reste à savoir si la question posée a vocation à traiter de xénophobes, de racistes et de fascistes vendus au RN tous ceux qui ont répondu par la positive, ou si *le Monde* s'appête à abandonner ses œillères sur un sujet – l'immigration – qui mérite d'être abordé sans caricature ni diabolisation, mais avec le sens des responsabilités. ■ FRANÇOIS DARRAS

FESTIVAL D'ÉTÉ

Sarko circus

Nicolas Sarkozy a profité d'un hommage au discours de feu le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas sur « *la nouvelle société* », en date du 16 septembre 1969, pour se rappeler au bon souvenir de quelques-uns. A l'en croire, le propos de Chaban était « *disruptif* » (déjà), ce qui permet de rendre indirectement hommage à Emmanuel Macron et à tous ceux qui savent prendre la mesure d'une fonction présidentielle qui ne peut être « *normale* » (cadeau pour Hollande). Et l'ex de poursuivre : « *Moi, je crois au principe de la verticalité, car le pouvoir s'exerce debout, pas couché* » (surtout devant la justice). Revenant ensuite à Chaban, Nicolas Sarkozy a lancé : « *L'histoire a besoin d'historiens, de peintres, de romanciers, de cinéastes, d'hommes d'Etat*. » Avec Sarko, elle a un excellent comédien. ■ THOMAS VALLIÈRES

AU SECOURS, L

Big One ». Cette paire de mots trotte désormais dans la tête des grands de ce monde. Boursiers de Wall Street, patrons des multinationales, économistes de haute réputation sentent, à travers des statistiques alarmistes et des chiffres hostiles, le spectre de la crise flotter tout à l'environnement. Mais en grand – en « big », comme disent les Anglo-Saxons : si une banque de grande taille venait à faire faillite, un indice boursier à piquer brutalement du nez, que pourraient faire les Etats pour enrayer la catastrophe ? Lestés de dettes depuis le renflouement des banques en 2008 et 2009, ils ne disposent guère de marges de manœuvre pour jouer les secouristes. Quant aux grands argentiers, les banquiers centraux, eux aussi endossèrent les habits de pompiers au faite de la crise et continuent de déverser encore des quantités inouïes de liquidités pour soutenir une économie mondiale dopée à l'artifice monétaire. Ironie suprême : sous l'effet de l'argent facile, le boursicotage de masse reprend comme au bon vieux temps – avant la crise des subprimes et la faillite de Lehman Brothers. La bulle spéculative représente en effet 6,5 fois la richesse mondiale produite pendant un an. Cette bulle contient de vraies bombes à retardement. Où se situe le détonateur ? Aux Etats-Unis, où la croissance s'essouffle ? En Allemagne, entrée en récession ? En Chine, tentée par une guerre des monnaies ? En Arabie saoudite touchée en son centre névralgique (voir p. 30) ? Difficile à dire. Sans attendre la déflagration, *Marianne* propose des idées pour les désamorcer. ■ F.D.

L'année dernière encore, les économistes parlaient de reprise. Aujourd'hui, changement de décor : l'Allemagne dévisse, les Etats-Unis s'essouffent, des grandes banques flageolent et la spéculation reprend de plus belle. Bref, ça "peut péter" ... sauf si les Etats parviennent enfin à discipliner la finance.

PAR BAPTISTE BABLÉE, FRANCK DEDIEU ET BENJAMIN MASSE-STAMBERGER

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE BIENTÔT EN PANNE ?



RISQUE D'EXPLOSION

Très forte », « très solide » : si l'on en croit les tweets estivaux de Donald Trump, l'économie américaine est plus florissante que jamais : le chômage est au plus bas (3,7 %), et la croissance vogue à un rythme à faire pâlir d'envie Macron et Merkel. Après une progression de 3,1 % en 2018, l'Amérique devrait encore connaître une expansion de plus de 2,5 % cette année. Le ralentissement, cependant, est avéré, confirmé par une série d'indicateurs décevants : les profits des entreprises, l'investissement ou encore la production industrielle ont commencé à nettement freiner. L'inversion de la courbe des taux cet été – qui signifie que l'Etat fédéral paye plus cher, en termes de taux d'intérêt, pour emprunter à court terme qu'à long

terme – est le signe que les investisseurs anticipent un ralentissement de l'activité dans les mois à venir. « En réalité, la croissance n'est désormais plus guère tirée que par le seul consommateur », estime Véronique Riches-Flores, économiste chez RF Research. Si ce dernier venait à flancher – le taux d'endettement privé atteint des niveaux inquiétants –, un cycle de retournement pourrait s'enclencher. Toute la question est en fait de savoir quand viendra la récession, et quelle sera son importance. Les optimistes espèrent qu'il s'agira d'un banal retournement « cyclique », les autres – de plus en plus nombreux – pensent que ce pourrait être le signal de départ d'une nouvelle tempête financière de grande ampleur.

QUE FAIRE ? UN NEW DEAL VERT



Le réflexe protectionniste de Trump pouvait se comprendre. Il fallait faire revenir les emplois à la maison. Et mettre la pression sur une Chine qui, au cours des trente dernières années, a profité des règles – ou de l'absence de règles – de la mondialisation pour aspirer l'essentiel des emplois industriels. Mais l'application désordonnée des tarifs douaniers a fait tanguer la stratégie de la Maison-Blanche. De fait, le président américain compte – sans le dire – sur les fondamentaux de la politique économique *made in USA* :

dérégulation financière et baisses massives d'impôt, en particulier pour les entreprises. Autant dire la même ordonnance de dopage qui avait abouti à la crise de 2008. Une solution pour l'économie américaine pourrait être un « New Deal vert » : un plan de relance centré sur les énergies renouvelables. Couplé à des tarifs douaniers ciblés sur ce secteur, il permettrait au pays de recréer des emplois productifs. Et de réconcilier les élites avec des classes moyennes « trumpisées » à force de déclassement et de mépris. ■

A CRISE REVIENT !



L'ALLEMAGNE EN RÉCESSION ?

Longtemps conquérante, l'économie allemande a commencé à cahoter l'an passé – avec une croissance de « seulement » 1,5 % –, avant de littéralement s'arrêter au printemps dernier : l'activité a reculé de 0,1 % au deuxième trimestre, et les exportations de 0,8 %, du jamais-vu depuis six ans. Humiliation suprême : l'Allemagne a fait moins bien que la France (+ 0,2 %) et même... que l'Italie (0 %), deux pays longtemps perçus par Berlin comme des cigales fainéantes et inefficaces.



Tout indique par ailleurs que l'économie devrait encore ralentir au troisième trimestre, ce qui signifierait une entrée en récession. Autant dire que rien ne va plus au royaume de Goethe.

« Leur modèle est mort, il n'est plus adapté à l'évolution de l'économie mondiale », tranche Véronique Riches-Flores. Un modèle reposant sur l'innovation industrielle, la compression des coûts salariaux et la délocalisation d'une partie du processus de production dans les pays de l'Europe de l'Est, là où la

main-d'œuvre est moins chère. Ce paradigme se heurte désormais à deux écueils : d'abord, le recul du commerce mondial, qui affecte particulièrement un pays où la moitié du PIB dépend des exportations – contre seulement 30 % pour la France – ; ensuite, l'autonomie croissante des pays asiatiques émergents – principaux marchés pour l'Allemagne – dans des secteurs où le *made in Germany* fait merveille, comme les machines-outils, les engins de transport et les robots.

QUE FAIRE ? LA RELANCE DES INVESTISSEMENTS

Le modèle allemand s'est entièrement construit dans une logique d'adaptation à la « mondialisation heureuse ». L'entrée en crise de ce système en 2008 devait tôt ou tard aboutir à une remise en cause fondamentale du *made in Germany* – même si Berlin a longtemps reporté l'ajustement sur les pays de l'Europe du

Sud, soumis à une austérité violente en guise d'« adaptation ». Dès lors, quelles solutions ? Une première réponse réside dans une politique de relance, qui permettrait au moins à court terme de mettre un peu d'huile dans les rouages. Berlin en a largement les moyens, avec encore 45,3 milliards d'excédents



budgétaires accumulés au premier semestre de 2019, et une dette sous la barre des 60 % du PIB. De nombreuses voix exhortent l'Allemagne à relâcher les cordons de la bourse. « Il y a peu de chances que l'Allemagne change d'avis sur ce sujet, avertit Henri Sterdyniak, économiste à l'Observatoire français >

➤ des conjonctures économiques (OFCE). *Pour les Allemands, le problème vient d'une spécialisation industrielle qui n'est plus adaptée, mais la solution passe par les entreprises, et non par davantage d'investissements d'Etat.* »

Longtemps tabou, le débat sur la relance commence cependant à

émerger outre-Rhin, d'autant que Berlin bénéficie de taux d'intérêt négatifs, ce qui signifie que l'Etat allemand est littéralement payé pour emprunter. Beaucoup – y compris désormais au sein du patronat germanique – poussent désormais pour une relance via l'Etat fédéral, centrée sur des

infrastructures souvent délabrées. Les besoins en termes de logement ou d'éducation sont également criants. Investir dans ces domaines aurait aussi pour avantage d'encourager la consommation de ménages traditionnellement frileux. Ou comment faire d'une pierre deux coups. ■

LA GUERRE DES MONNAIES DÉCLARÉE?



RISQUE D'EXPLOSION

En économie, la devise tient lieu d'arme atomique. Pour doper leur économie, les Etats jouent volontiers avec leurs droits de douanes, comparent en permanence leurs régimes fiscaux, pèsent au trébuchet leurs conditions sociales, mais quand ils « manipulent » leur monnaie, l'affaire prend une tout autre tournure. Fin mai, le ministère américain du Commerce reprochait aux Chinois de « sous-évaluer leur monnaie par rapport au dollar ». Facile à comprendre : avec une monnaie dépréciée, un pays peut

vendre plus facilement ses produits sur les marchés mondiaux et tailler des croupières aux voisins. Un yuan sous-coté par rapport au dollar rend mécaniquement la Chine plus compétitive, au grand dam de ses concurrents américains. De bonne guerre commerciale. A un détail près : si la Chine et les Etats-Unis dévalorisent à tour de rôle leur monnaie pour se neutraliser, une zone commerciale risque, d'un coup d'un seul, d'apparaître très chère. Laquelle ? La zone euro, bien sûr. Pour l'heure, rien de tel, au vu des parités très sages entre le dollar et l'euro. Mais, demain, si Trump – si enclin à faire pression sur la Banque centrale américaine, la Fed – en décide autrement ?

**QUE FAIRE ?
CONVOQUER
UN NOUVEAU
BRETTON WOODS**

RÉALISTE

UTOPIQUE

PAR CHRISTIAN STOFFAËS,
président du Conseil d'analyse
économique franco-allemand

« Des mots nouveaux qu'on n'avait pas entendus depuis longtemps ont fait leur apparition dans le vocabulaire économique. Le protectionnisme, jusqu'alors dissimulé, honteux, a fait place au protectionnisme agressivement affiché ; la dévaluation compétitive s'impose comme un instrument légitime de politique économique.



Tout un chacun fait sien, en l'adaptant, le slogan « *America First* ». La nouveauté, c'est que le mauvais exemple, jusqu'alors apanage des Etats cancre et des Etats voyous, est ici donné par la puissance dominante, garante de l'ordre international. Quand le chef transgresse ses propres règles, il y a lieu de s'inquiéter. La tentation s'impose évidemment de "resigner" les accords de Bretton Woods, approuvés en 1944. Un système monétaire international stable s'était alors institué avec le dollar comme monnaie de référence. Plus que la lettre, c'est l'esprit de Bretton Woods qu'il faut invoquer : c'est-à-dire un accord sur des règles et sur des instances pour les faire appliquer. Il existe déjà une collection de textes mais disparates, comme éparpillés. Ainsi des normes prudentielles pour empêcher la spéculation sans couverture ; ainsi de la levée du

secret bancaire avec la répression des territoires non coopératifs ; ainsi de la taxation des géants du numérique, peut-être la base d'une loi antitrust à l'échelle mondiale pour réprimer les abus de position dominante. Cette série de mesures n'a certes pas la même beauté conceptuelle que les parités fixes mais ajustables du système institué en 1944. Toutefois, on ne rétablira pas les changes fixes. La finance privée était alors balbutiante, la coopération visait les banques centrales. Aujourd'hui, les marchés financiers sont incommensurablement plus puissants, et la prééminence des Etats-Unis a fait place à la multipolarité. Mais on pourrait simplifier le corpus et confier la surveillance de leur application à un organisme déjà existant ayant fait ses preuves, telle qu'une OCDE élargie à des pays émergents. » ■

CE N'EST CERTES PAS LA FIN DE LA MONDIALISATION, MAIS LE SENS DE LA MARÉE A BEL ET BIEN COMMENCÉ À S'INVERSER.



LE COMMERCE MONDIAL À L'ARRÊT ?



RISQUE D'EXPLOSION

Pour nos bons apôtres de la globalisation, il y a de quoi broyer du noir. Alors que les échanges mondiaux progressaient encore de 4,7 % en 2017, ce n'était plus que 3,3 % en 2018, et, pour 2019, le chiffre devrait être limité à seulement 2,7 %. L'explication la plus fréquemment citée par les commentateurs *mainstream* est bien sûr celle du conflit com-

mercial entre la Chine et les Etats-Unis. Sans être fausse, elle a surtout l'avantage de préserver le « *système de la mondialisation* », en faisant porter le chapeau des dysfonctionnements à l'imprévisibilité de Donald Trump. En réalité, les cahots du commerce mondial sont liés à des phénomènes plus profonds. D'abord, un freinage chinois lié à des causes largement internes. « *La preuve, c'est que les exportations chinoises continuent à progresser, y compris vers les Etats-*

Unis, alors que leurs importations reculent à un rythme de 8 % », constate l'économiste Jean-Luc Gréau. Et puis, une « *régionalisation* » des échanges est en cours à bas bruit, qui conduit, lentement mais sûrement, à rapprocher les zones de production et de consommation. En cause, notamment : des frais de transport qui ont augmenté dans un contexte de contrainte climatique, et des coûts de production en hausse dans les pays émergents. Ce n'est certes pas la fin de la mondialisation, mais le sens de la marée a bel et bien commencé à s'inverser.

QUE FAIRE ? RAPPROCHER LE LIEU DE PRODUCTION DU CONSOMMATEUR

PAR JEAN-LUC GRÉAU, économiste et ancien expert du Medef

« Rapprocher la production de la demande est un objectif prioritaire. Il s'agit en tout premier lieu des marchandises de provenance lointaine telles que les produits électroniques et informatiques et les batteries automobiles. Quel sens y a-t-il d'importer des produits de 10 000 ou 12 000 km tandis que nous disposons des sites de production et des personnels aptes à les réaliser ? Et quelle est cette

politique de gribouille qui, d'un côté, s'efforce de délocaliser les productions conçues chez soi, pour déférer aux exigences des grands actionnaires, et, de l'autre, cherche à réduire les dépenses collectives pour faire face à l'affaiblissement des recettes fiscales et sociales issues de la production ? Il existe une mesure forte, prête de longue date, mais laissée en jachère, consistant



à taxer le transport des marchandises sur de longues distances, en fonction du poids, du mode de transport et du kilométrage. Le ralliement des politiques à cette mesure « révolutionnaire » serait le plus fort indice du changement politique dont nous avons besoin. Car l'obstacle principal est là, la « *volonté d'impuissance* » de nos chefs politiques. » ■ ➤



LA MENACE DE FAILLITES BANCAIRES ? RISQUE D'EXPLOSION

Plus de dix ans après la chute de Lehman Brothers, l'épée de Damoclès au-dessus du système financier tient toujours. Sans oublier le risque récurrent d'écroulement d'une grande banque européenne, au premier rang desquelles Deutsche Bank. A force de rachats en multiples milliards et d'acrobaties financières, la

célèbre banque allemande est de tous les scandales spéculatifs (subprimes, manipulation des changes, Panama Papers...) et paie milliard sur milliard au département américain de la Justice. Avec un bilan toujours miné par des produits toxiques, son cours de Bourse s'est écroulé de 94 % depuis 2007. Au point qu'elle a annoncé en juillet

le plus grand plan social de son histoire, avec la suppression de 18 000 emplois. Malheureusement, en Europe, la régulation, via le Fonds de résolution unique (FRU), paraît inefficace. Pour preuve, la faillite en 2016 de la troisième banque italienne, la Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS), qui a in fine été sauvée... par le contribuable italien.

QUE FAIRE ? CASSER LES BANQUES EN DEUX



Dès lors, comment éviter la catastrophe ? Spécialiste de ces questions, l'économiste Laurence Scialom rappelle régulièrement que la mère des réformes demeure la séparation des activités bancaires les plus spéculatives (banque de marché) de celles les plus saines de la finance que sont les dépôts et les crédits à l'économie réelle (banque de détail). Aujourd'hui, la plupart des grandes banques mondiales – françaises y compris – cumulent ces activités. Or la séparation bancaire a fait ses preuves : entre son instauration en 1933 par le président américain Franklin Roosevelt sous le nom de Glass-Steagall Act pour ne plus

revivre la crise de 1929 et son démantèlement à partir des années 80, aucune grande crise financière n'est survenue. Et il n'aura fallu que quelques années après sa suppression pour qu'un nouvel effondrement se produise, en 2008. Séparer les activités bancaires, c'est limiter drastiquement les risques de transmission d'une crise financière à l'économie mondiale. La trentaine de grandes banques dites systémiques – dont les françaises BNP Paribas, Société générale, BPCE et Crédit agricole – sont en effet pieds et poings liés via leurs activités de marché. Et si l'une d'entre elles venait à faire

faillite, ce serait tout le château de cartes qui risquerait de s'écrouler, à la manière de ce qui s'est passé en 2008. Chaque Etat en était alors allé de son plan de sauvetage pour ses propres banques. A l'époque, la France avait mis 360 milliards d'euros sur la table, principalement sous forme de garanties. Pourrait-elle se permettre de débloquer de tels montants si une bulle financière explosait à nouveau ? Sans doute pas. Pour s'épargner ce casse-tête, l'idée de restaurer un système où on laisserait mourir la banque de marché qui aurait mal spéculé, et où l'on sauvegarderait la banque de dépôt et de crédit à l'économie, s'impose. Une manière de sortir d'un modèle pervers où les pertes sont socialisées et les gains, privatisés. ■

LA DEUTSCHE BANK A ANNONCÉ EN JUILLET LE PLUS GRAND PLAN SOCIAL DE SON HISTOIRE, AVEC LA SUPPRESSION DE QUELQUE 18 000 EMPLOIS.





BIENTÔT LE KRACH BOURSIER ?



A la machine à café, les boursiers de Wall Street s'en amusent, mais, face à leur écran plat et aux courbes absconnes, cette idée-là les tenaille ferme. Et pour cause, les plus

grands krachs de l'histoire « tombent »... au mois d'octobre. Le 24 octobre 1929, fameux « jeudi noir », puis le 19 octobre 1987, qualifié de « lundi noir », et le 6 octobre 2008, jour où la crise

américaine des subprimes s'étend à l'Europe (- 9 % pour le CAC 40 en une seule séance). En fait, leur trouille ne tient pas à de la simple superstition. Sur dix ans, le Dow Jones, l'indice des grandes sociétés américaines, a progressé de 181 %. Certes, les profits augmentent, mais une bonne part de cette envolée boursière provient de la spéculation. Les investisseurs se damnent pour les fameux Gafam et consentent à déboursier beaucoup pour les acheter. Pour se donner une idée de cette folle cote d'amour : la valorisation d'Amazon représente 78 fois ses profits attendus cette année, celle de Carrefour seulement 14 fois. Autrement dit, le site américain se paie presque cinq fois et demie plus cher (78/14) que le grand distributeur français. Pas besoin de faire un dessin pour comprendre : si l'une de ces valeurs stars de la cote comme Apple ou Facebook venait à décevoir, la spéculation retomberait comme un soufflé, les titres s'effondreraient pour recouvrer un niveau « normal », mais ils emporteraient avec eux toutes les Bourses de la planète au rythme des fuseaux horaires.

QUE FAIRE ? INTERDIRE LE TRADING À HAUTE FRÉQUENCE



« Le *trading* à haute fréquence (HFT en anglais) consiste à faire réaliser des opérations d'ordre d'achat ou de vente de titres financiers sur les marchés par des ordinateurs. Aujourd'hui, plus de la moitié des transactions financières en Europe et près des deux tiers aux États-Unis sont effectuées au moyen d'algorithmes, inondant les marchés de plusieurs millions d'ordres chaque seconde. Le HFT permet en fait à certains acteurs financiers – ceux qui ont les moyens d'acheter les ordinateurs les plus puissants à proximité des terminaux où sont centralisés les ordres de marché et de recruter les mathématiciens capables de concevoir des

GAËL GIRAUD, directeur de recherche au CNRS, professeur à l'École des ponts Paris Tech.

algorithmes efficaces — de pratiquer légalement des délits d'initiés : ils « jouent » en effet à la micro- ou nanoseconde dans un film où la plupart de leurs concurrents ne jouent qu'à la milliseconde. Ce qui leur permet d'adresser aux marchés des millions d'ordres qui, aussitôt annulés, révèlent, l'espace d'un instant, la réaction potentielle de leurs adversaires ou leurs flux d'ordres en attente, puis d'agir en conséquence. Plus de 90 % des ordres présentés à la Bourse de New York par du HFT sont annulés. Ces gigantesques flux d'information n'ont rien à voir avec une stratégie raisonnée de prise de risque destinée à financer l'avenir incertain de nos économies. Par ailleurs, ils font

courir à la planète un risque systémique colossal : le mini-krach du 6 mai 2010 témoigne que des boucles de rétroaction entre algorithmes concurrents peuvent se mettre en place à l'insu des humains. Le Dow Jones avait alors perdu 400 points en trois minutes. Or, aujourd'hui, le règlement européen Emir (European Market And Infrastructure Regulation) a contribué à faire porter une grande partie du risque financier systémique par ces *clearing houses* qui centralisent les transactions internationales. Une réédition de grande ampleur du 6 mai 2010 pourrait induire un typhon financier d'une amplitude supérieure à celle de 2008 dans un contexte macroéconomique nettement dégradé. » ■

POURQUOI ISRAËL N'ARRIVE PAS À CHANGER D'ÈRE

Avec les deux grands partis au coude à coude, pour la seconde fois en cinq mois, Benjamin Netanyahu, qui joue sa survie politique et judiciaire, ne sort pas plus vainqueur des élections que son adversaire Benny Gantz. Le furieux combat pour les coalitions recommence, symptôme d'un pays fracturé qui ne parvient pas à se dessiner un horizon politique.

**PAR MARTINE GOZLAN,
NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE**



Herdi Levine / Sipa

C'était la plus efficace de ses affiches de campagne : elle montrait Netanyahu aux côtés de Trump et Poutine. Mais cet argument choc – « *Je suis le seul capable de protéger Israël!* » – n'aura pas suffi à lui assurer une victoire claire. Match nul, pour la seconde fois après le scrutin du 9 avril, entre le Premier ministre depuis treize ans, chef du Likoud, et le général Benny Gantz, leader de Bleu-Blanc, ce parti tout neuf, fait de bric et de broc, du centre, de la droite et un peu de la gauche, cet « *En marche à l'israélienne* », comme l'appelle le politologue Denis Charbit. Chaque

formation obtient en effet 32 sièges, ce qui ne permet ni à l'une ni à l'autre de constituer une coalition. Israël n'arrive pas à changer d'ère. A départager les tenants d'une « *société réparée, plus juste et plus laïque, débarrassée de la corruption... et de Netanyahu* », comme le jure Benny Gantz, et les partisans de « Bibi », accros à ses thématiques musclées mais aussi à ses alliés, les « *craignant-Dieu* », selon l'expression biblique : les deux grands partis religieux, Shas côté séfaraïte, et Parti unifié de la Torah côté ashkénaze.

C'était la fête au Shas, la nuit des élections, car il avait gagné encore un siège. Fête non mixte, bien sûr, une marée d'hommes acclamant

BENNY GANTZ, leader du parti Bleu-Blanc, n'a pas réussi à mener les tenants d'une « *société réparée, plus juste et plus laïque, débarrassée de la corruption et de Netanyahu* » à la victoire.

leur chef Aryeh Deri, ministre de l'Intérieur. Les ultrareligieux montent en puissance et en démographie. Ils bénissent Netanyahu, qui ne pourrait pas gouverner sans eux. A Jérusalem, leurs quartiers, de plus en plus nombreux, sont couverts de banderoles à l'effigie du défunt grand rabbin Ovadia Yossef guidant d'outre-tombe les dévots vers les urnes. Les cheveux cachés par le haut foulard en forme de tiare, dernier *must* du chic bigot, Yocheved Attias, qui vit à Bait Vagan, vote selon les consignes de son « Rav » préféré. Son cœur balance entre celui du Shas, parce qu'elle est séfaraïte, et le rabbin Kanievsky, 91 ans, du parti ashkénaze, un saint homme

BENYAMIN NETANYAHOU
 Son argument choc, "Je suis le seul capable de protéger Israël" n'aura pas suffi à lui assurer une victoire claire.



Ronen Zvulun / Reuters

“BIBI’ REND ISRAËL ‘HAZAK’, FORT, IL FAUT QUE LE PRÉSIDENT REUVEN RIVLIN LUI DONNE LE MANDAT POUR LA COALITION !” UNE HABITANTE DE JÉRUSALEM

qui prône, comme condition du retour à Dieu, l'étude pour les garçons, et la pudeur – *tsniout* – pour les filles. Et pour tous, naturellement, la foi en Netanyahu, pour qui on prie dans les synagogues, on distribue des tracts au Mur des lamentations. Le public ultraorthodoxe est majoritairement pauvre et sous-éduqué. Il représente plus de 10 % de la population et pourrait, selon les projections, constituer un tiers des Israéliens en 2050. Sauf si la jeunesse brise ses chaînes et fuit cet univers asphyxié, ce qui commence à se produire pour plusieurs milliers de jeunes. Mais Yocheved balaie l'hypothèse : « *Au contraire, nous influençons les laïques, notre*

lumière les gagne petit à petit, c'est pour ça que nos rabbins se battent pour le respect du shabbat, contre les transports et les commerces qui le profanent, contre l'envoi de nos jeunes étudiants à l'armée. Avec l'aide de Dieu, Netanyahu, qui nous aime, va continuer à diriger... »

C'est ce que redoute la famille Goldberg, attablée dans un restaurant de la Tahana, l'ancienne gare de Jérusalem. Manèges, concerts, familles arabes et juives qui se côtoient : la Tahana reste l'un des ultimes îlots de convivialité ouverts le samedi dans la ville. Renée, arrivée de Strasbourg en 1980, espère de toutes ses forces que Benny Gantz sauvera le pays des bigots. Marc, son

mari, respire : le Parti travailliste, celui qui a fondé le pays, n'a pas été éliminé de la Knesset, le Parlement. C'est par fidélité historique qu'il a voté pour cette gauche en déroute. Et les extrémistes de Force juive, le parti antiarabe que les sondages créditaient de 4 sièges, sont éliminés. Dieu – mais lequel ? – soit loué.

Ambiance mitigée

Dans les rues fleuries d'Emek Refaim, la « vallée des Géants », l'un des quartiers préférés des immigrants français sans problèmes financiers (les autres s'installent dans le Sud, à Ashkelon ou Ashdod), l'ambiance est mitigée. Ce ravissant dédale qui embaume le seringa était naguère le fief des intellos de gauche. Il est de plus en plus avalé par la droite religieuse. Les tiaras et les jupes longues font concurrence aux minijupes. On trouve même des burkinis juifs au « Salon Mary ». Ruth Ackerman, la lingère, qui a décoré sa devanture avec des caricatures de candidats oscillant entre les strings et les maillots couvrants, rigole : « *Je vends de tout, mais j'ai quand même voté pour Gantz...* » Dans les cafés, on s'inquiète : « *"Bibi" rend Israël hazak, fort, il faut que le président lui donne le mandat pour la coalition !* »

Mais l'homme clé des coalitions, autant que le président Reuven Rivlin, dont on sait l'aversion pour Netanyahu, c'est Avigdor Lieberman, le leader du parti Israël Beitenou (« Israël notre maison »), qui prône un « *gouvernement d'union libérale* » sans les religieux. Lieberman a doublé son score d'avril et tout le pays va répétant qu'une fois encore, c'est lui le faiseur de rois, ce Russe costaud, très à droite mais contre l'annexion de la Cisjordanie. Lieberman, avec les 9 sièges de son parti, incarne le cauchemar de Netanyahu : il refuse de soutenir un gouvernement soumis aux dévots hostiles au service militaire des jeunes religieux. Au quartier général du parti, c'est la fête... comme chez les ennemis jurés du Shas. Olivier Rafowicz, colonel de réserve, martèle : « *Pour nous, pas d'orthodoxes ni de messianiques !* » ➤

➤ *Et pas question d'annexer les Territoires et d'intégrer deux millions de Palestiniens, une folie pour l'Etat juif. Seules les implantations doivent être sous souveraineté israélienne.* » Car Netanyahu, dans les derniers jours de la campagne, a fait de la surenchère : le cabinet a voté l'annexion de la vallée du Jourdain. Beaucoup de bruit pour rien, et une bévée diplomatique : la vallée est un quasi-désert avec très peu d'Israéliens et de Palestiniens, et Tsahal contrôle depuis toujours ce site stratégique face à la Jordanie. Avigdor Lieberman, avec son aura de fermeté vis-à-vis de Gaza, mais avec une réputation de pragmatique, aurait toutes les chances d'entrer dans un gouvernement d'union nationale. Mais il ne veut pas plus des Arabes que des religieux. Or la Liste arabe unie, menée par Ayman Odeh, un homme qui, malgré les réticences de sa communauté, tend la main à Benny Gantz pour un accord de coalition, a obtenu 12 sièges et redevient la troisième force politique d'Israël. Contrairement, là encore, aux prévisions, les citoyens arabes, conscients de l'enjeu, n'ont pas suivi les consignes de boycott.

Choix identitaires

Ce pays divisé – religieux, laïques, arabes – est donc allé partout vaillamment aux urnes : plus de 69,4 % de participation, encore davantage qu'en avril, malgré l'exaspération de l'opinion. Chacun a voté, comme d'habitude, en se raccrochant à sa tribu et au leader qu'elle soutient. Le choix identitaire, aggravé par le système proportionnel intégral, constitue la seule sécurité palpable et intime dans un Israël en guerre(s) : sur le front nord libano-syrien, avec l'Iran, par Hezbollah interposé ; sur le front sud avec Gaza. Avec, au loin, la menace de l'axe chiite amplifiée ces derniers jours avec l'attaque dévastatrice des houthistes soutenus par Téhéran contre les champs de pétrole saoudiens (lire ci-contre).

C'est sur la toile de fond de ces frontières dangereuses que tanguent jusqu'à l'absurde l'unité politique de l'Etat hébreu. ■ M.G.

“TRUMP FAIT FACE À UN IRAN QUI NE SE DÉGONFLE PAS”

La paix armée entre les Etats-Unis et l'Iran tient encore, malgré l'attaque de drones contre des installations pétrolières majeures en Arabie saoudite – attaque inédite dont Trump rend responsable Téhéran. Jusqu'à quand ? Entretien avec Pierre Conesa, spécialiste des relations internationales et stratégiques.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN LÉAUTHIER

Marianne : Est-on sûr que ce sont bien les rebelles yéménites houthistes qui ont organisé matériellement l'attaque des drones ? Et comment expliquez-vous les failles de la défense saoudienne ?

Pierre Conesa : Il n'y a pas de certitude, on ne peut écarter le rôle possible du Hezbollah, ils ont du savoir-faire en la matière... Par ailleurs, la région concernée est surtout habitée par des chiites et, vu la précision des tirs, on ne peut exclure une aide locale pour diriger les missiles. Ce ne sont que des suppositions. Le propre de ce genre d'attentat, c'est qu'il est non signé. Ce qui compte, c'est l'objet politique qu'il représente.

Concernant la fragilité du système de protection, on n'est pas vraiment surpris. Malgré les tonnes d'armements qu'elle achète régulièrement, l'armée saoudienne n'existe pas en réalité. Au Yémen, elle a choisi l'option la plus facile et la plus accessible au regard de ses capacités : les bombardements massifs. Mais, à la différence de l'armée iranienne, qui a l'expérience de huit années de guerre avec l'Irak, elle ne peut pas agir beaucoup plus sur le plan opérationnel. Il lui faut absolument la garantie de sécurité de son protecteur américain.

En l'occurrence, cette garantie...

... n'a pas fonctionné, effectivement, puisque les missiles Patriot n'ont pas été en mesure d'intercepter les drones.

Justement, s'agit-il là d'un basculement décisif dans la guerre par procuration que se livrent l'Iran et l'Arabie saoudite ?

Pas plus décisif que bien d'autres épisodes précédents. Il faut le remettre dans la perspective d'un conflit de longue durée dans lequel chacun (l'Iran, l'Arabie saoudite ou les houthistes) a ses intérêts

“NOUS NE SAVONS PAS VRAIMENT CE QUE TRUMP PEUT DÉCIDER. IL RESTE TRÈS IMPRÉVISIBLE. IL AGIT SELON DES CRITÈRES QUI, POUR PARTIE, NOUS ÉCHAPPENT. TOUT EST POSSIBLE.”



Hamad I. Mohammed / Reuters

propres, sa logique, son agenda. Il faut surtout se rappeler que Donald Trump porte une lourde responsabilité dans l'accumulation des tensions. Il est celui qui décide unilatéralement de sortir de l'accord sur le nucléaire avec Téhéran, tout comme il se dégage de l'accord de Paris sur le climat. A défaut d'être pensée en profondeur, il s'agit bien d'une stratégie d'ensemble dont on mesure chaque jour un peu plus les dangers. C'est Trump, par sa politique agressive à l'égard de l'Iran, qui déclenche la confrontation ou du moins une dynamique qui peut aller jusqu'à la confrontation. C'est une possibilité qui est sur la table aujourd'hui.

Pour l'instant, Trump semble vouloir écarter cette option ?

Pour l'instant, il apparaît surtout assez démuné. Il a joué l'épreuve de force avec l'Iran, comme il le fait dans de nombreux domaines, mais ça ne marche pas. Il se retrouve face à des gens qui ne se sont pas dégonflés. « *Vous voulez la guerre ? chiche !* » C'est un peu le message des autorités de Téhéran. Et la réaction de Trump est tout de même

LE SITE PÉTROLIER d'Abqaiq, en Arabie saoudite, a subi de lourds dégâts, après une attaque, le 14 septembre. Cinq pour cent de la production mondiale de brut seraient partis en fumée ce jour-là.

assez étonnante. Après les avoir menacés du pire, façon « *Je suis le cow-boy du monde libre et il vous en cuira* », le voilà qui tempore derrière Macron et se dit prêt à rencontrer Mohammad Javad Zarif, le ministre iranien des Affaires étrangères, ou Rohani lui-même. Allez comprendre ce qui lui passe par la tête. On le pensait en osmose totale avec John Bolton, son conseiller à la sécurité nationale qui poussait au clash avec l'Iran, et voilà Bolton qui est débarqué.

Parce que Trump ne veut peut-être pas de cette guerre, à un an de la présidentielle...

On peut le supposer, oui, mais le tableau est compliqué. L'opinion publique américaine est versatile. Elle a aussi tendance à s'unir derrière le président quand il se fait chef de guerre. Le départ de Bolton peut laisser penser que les néoconservateurs sont en recul dans l'entourage de Trump, mais les néoévangéliques, eux, sont bien là. Ils ont une forte influence, car ils représentent une partie de l'électorat très fidèle de Trump. Et, parmi eux, on compte beaucoup de

va-t-en-guerre. En vérité, nous ne savons pas vraiment ce que Trump peut décider. Il reste très imprévisible. Il n'est pas le genre d'homme capable de se dire : « *Je suis en difficulté dans ce dossier, ma stratégie est un échec, il faut temporiser, relancer les négociations avec les Iraniens.* » Il agit selon des critères qui, pour partie, nous échappent. Tout est possible.

En tout cas, la situation actuelle met en relief la fragilité du modèle saoudien, même vaguement lustré par Mohammed ben Salmene, prince héritier saoudien...

Bien sûr, pendant des années on a fait mine de ne rien voir. On se contentait d'enregistrer les contrats, tout en se rassurant sur la solidité de l'édifice. Les diplomates produisaient leur quota d'arguments pour légitimer ces choix d'alliance – c'est leur job désormais – et il n'y avait aucune vision à long terme. L'assassinat de Khashoggi a tout même un peu changé la donne, même s'il est encore trop tôt pour anticiper des ruptures d'alliance radicales. ■

MEDIATOR, LE PROCÈS DE TOUS LES RECORDS

Ce lundi 23 septembre, 4 000 plaignants viennent demander des comptes aux laboratoires Servier. L'audience est prévue pour durer six mois. **PAR LAURENT VALDIGUÏÉ**

Un procès hors normes. A compter du lundi 23 septembre s'ouvre pour six mois le premier procès du Mediator, ce coupe-faim mortel du groupe Servier. La grande salle du nouveau Palais de justice de Paris, plus deux salles en visioconférence, attendent 4 000 parties civiles et leurs 400 avocats. Face au tribunal présidé par Sylvie Daunis, 14 prévenus et 11 personnes morales, dont les laboratoires Servier et l'Agence nationale de sécurité du médicament et des pro-

qui s'est souvent fait piéger par des déclarations malheureuses», confie M^e François de Castro, un des avocats du laboratoire.

Sur le papier, le procès semble plié d'avance. Les 677 pages de l'ordonnance de renvoi signées Emmanuelle Robinson et Claire Thépaut, les deux juges d'instruction qui ont mené l'enquête, se lit comme un polar dans les coulisses de l'industrie pharmaceutique. L'histoire commence en 1920, avec la découverte des amphétamines et de leurs dérivés, les anorexigènes. A partir des années 50, « l'obésité devenant un problème

rexigènes de la famille des fenfluramines seront retirés du marché, pour cause de décès et de graves problèmes cardiaques, le Mediator passera inexplicablement entre les gouttes. Autre soupçon, le « *mésusage* » du médicament, c'est-à-dire son utilisation massive hors diabète, comme simple coupe-faim en cas de surcharge pondérale. Selon les juges, Servier aurait discrètement poussé dans ce sens, tout en affirmant le contraire, avec le but de continuer à être remboursé par la Sécurité sociale. Y compris après 2006, après les premiers soupçons.

Liens incestueux entre labos et médecins

Résultat, entre 1976 et 2010, année de l'interdiction, le labo écoulera 145 millions de boîtes. Cinq millions de personnes en ont consommé. A l'arrivée, le bilan est lourd : plus de 9 000 victimes recensées. Certaines sont mortes (plus de 500, selon une expertise), d'autres souffrent de graves séquelles, notamment cardiaques... A ce jour, 2 997 ont déjà été dédommagées, mais des centaines d'autres procédures d'indemnisation, devant les tribunaux civils et administratifs, restent en cours, tout comme une autre enquête pénale pour « homicide involontaire ». Servier a déjà déboursé 140 millions d'euros pour l'indemnisation, mais les caisses d'assurance maladie s'apprentent à réclamer au laboratoire la restitution de tous les remboursements de la Sécu, soit plus de 300 millions d'euros supplémentaires. Un fiasco financier en perspective.

LE BILAN EST LOURD : PLUS DE 9 000 VICTIMES RECENSÉES. CERTAINES SONT MORTES, D'AUTRES SOUFFRENT DE GRAVES SÉQUELLES. 2 997 ONT DÉJÀ ÉTÉ DÉDOMMAGÉES.

duits de santé (ANSM), seront jugés pour tromperie, prise illégale d'intérêts et trafic d'influence. Parmi eux, des cadres du laboratoire, mais aussi d'anciennes sommités médicales de l'Agence du médicament, et Marie-Thérèse Hermange, ancienne sénatrice RPR, seule politique rattrapée par la patrouille judiciaire. Un absent, Jacques Servier, décédé à 92 ans, en 2014, alors qu'il était mis en examen. Servier, l'ancien patron réputé pour son autoritarisme et surtout ses phrases à l'emporte-pièce... « *C'est vrai, avant tout, nous avons perdu la guerre de la com, avec un Jacques Servier dépassé, incapable de faire face à une crise pareille et*

de santé publique », la course des labos commence pour mettre au point une molécule ayant les propriétés coupe-faim de l'amphétamine sans en avoir les effets secondaires dangereux. « *Servier testera 280 molécules* », notent les juges. En 1971, le laboratoire met au point le benfluorex, de la famille des fenfluramines, en principe à destination des seuls diabétiques sensibles à la prise de poids. Mais, selon les enquêteurs, d'entrée de jeu, la maison Servier va s'employer à masquer le caractère anorexigène de sa nouvelle molécule. Dès 1976, la mise sur le marché du Mediator serait donc « *trompeuse* ». Résultat, quand, à partir de 1997, les ano-



Martin Bureau / AFP

Et une question en filigrane. Comment, à lire une enquête judiciaire aussi accablante, le labo a-t-il pu tromper les autorités sanitaires et les politiques en charge de la santé pendant trente-trois ans ? Pour leur part, les juges avancent une explication. Ils décortiquent « une influence organisée et un accès privilégié auprès des décideurs politiques ». Dans l'organigramme du groupe est apparu un service dit « des hautes relations », longtemps « dirigé » par Henri Nallet, l'ancien ministre socialiste... de la Justice. « Toutes les tendances politiques étaient représentées », notent les enquêteurs, mais sans toutefois établir de lien avec le dossier du Mediator. Un seul responsable politique a été épinglé, Marie-Thérèse Hermange, rapporteur au Sénat de la mission d'enquête sur le coupe-faim. Elle aurait eu des rencontres « clandestines » avec un ami médecin, lui-même en lien étroit avec Servier. Autre piste pour expliquer que le Mediator ait pu être commercialisé et remboursé si longtemps, les relations incestueuses entre les labos et certaines sommités médicales de l'Agence du médicament, prises en flagrant délit de « pantouflage ». A

DÉCÉDÉ EN 2014, JACQUES SERVIER (ici, au TGI de Nanterre en 2013) sera le grand absent sur le banc des accusés. Ils seront 14 prévenus – parmi lesquels des cadres du laboratoire, d'anciennes sommités médicales de l'Agence du médicament, et Marie-Thérèse Hermange, ancienne sénatrice RPR – et 11 personnes morales, dont les laboratoires Servier et l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

l'un des missions d'études, à l'autre des expertises... De drôles de pratiques d'un univers consanguin où la fortune des uns dépend de l'autorisation des autres.

Le scénario de la défense Servier

Comment Servier compte-t-il remonter la pente durant ces six mois d'audience ? M^e François de Castro prend un papier et un crayon et griffonne schémas et courbes. L'avocat du groupe, avec Nathalie Carrère et Hervé Temime, connaît le dossier sur le bout des doigts. Il déroule une tout autre histoire. Selon lui, Servier « n'a jamais rien caché aux autorités sanitaires ». Et il serait « faux de croire que l'appât du gain ait été un moteur. Le Mediator, c'est à peine 1 % du chiffre d'affaires du labo », plaide M^e de Castro. L'avocat assure même que, « chez Servier, on a sincèrement craint que le médicament soit utilisé comme un simple coupe-faim ». Selon lui, les cas de « mésusage sont de 10 à 15 % avec le Mediator, pour 20 % en moyenne tous médicaments confondus ». Quant à un éventuel retrait dès 1997, avec les autres fenfluramines, il lève les yeux au ciel : « Avant 1998, il n'y avait strictement

aucune alerte ! Interdire le Mediator à ce moment-là, cela aurait été faire preuve d'un principe de paranoïa. » Selon lui, « un signal de risque identifié » n'est apparu qu'en 2009, « suite notamment à une étude lancée par Servier en 2005 »... Les avocats de Servier entendent dérouler à l'audience cet autre scénario. Soixante-quatorze témoins sont cités par le laboratoire. Parmi eux, deux principaux, les deux « bêtes noires » de la défense Servier : Xavier Bertrand, l'ancien ministre de la Santé, et Aquilino Morelle, le conseiller de François Hollande, auteur en 2011 du rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) qui a mis le feu aux poudres. « Ce rapport, commandé par Xavier Bertrand et rédigé en quelques semaines, va charpenter toute la thèse de l'accusation », soupire M^e de Castro. « C'est ce rapport qui vient prétendre d'entrée que Servier aurait menti dès les années 70 à une administration forcément coupable », estime-t-il. Selon lui, l'Igas se serait « prêtée à une scénarisation diabolique de la culpabilité de Servier, dans le but de protéger les politiques, quitte au passage à enfoncer des fonctionnaires ». Rien de moins. Voilà qui promet de solides empoignades au tribunal. ■

COMMENT LES VILLES ONT TUÉ LE RUGBY DES VILLAGES

Loin du Japon, où s'ouvre la 9^e Coupe du monde de rugby, les clubs français poursuivent leur chemin. Mais dans certains territoires pointe le regret d'avoir vu disparaître les affrontements de clochers entre petits clubs, effacés par l'émergence des clubs des métropoles. **PAR ANTHONY CORTES. PHOTOS : ALAIN TENDERO / DIVERGENCE POUR "MARIANNE"**

Ils n'ont rien en commun, disent-ils. Qu'importe qu'ils soient de la même terre, l'Occitanie, et qu'ils partagent une même religion, l'ovale. Biterrois et Narbonnais se craignent et s'exècrent. Et pourtant, aujourd'hui, ils se manquent, terriblement. « *Béziers, c'est notre ennemi de toujours*, avoue Michel Saisset, président de l'Amicale des supporters du Racing Club Narbonne Méditerranée. *Ce genre de rivalité, de rencontres bouillantes, nous n'en connaissons plus à présent.* » Aujourd'hui, les orange et noir de Narbonne gisent en fédérale 1, la troisième division. Béziers, lui, stagne un étage plus haut, en Pro D2. Tous deux ont perdu de leur lustre d'antan. « *74, 1974 ! s'exclame Régis Mounié, le vice-président, comme atteint d'un spasme. Cette année-là, on aurait dû être champion de France* », poursuit-il. Portés par les internationaux Jo Maso et Walter Spanghero, les Audois se voyaient repartir avec le bouclier de Brennus, graal suprême de tout rugbyman français. Au moins jusqu'à ce drop d'Henri Cabrol, à la dernière minute, sous la tunique rouge de ces diables de Biterrois. « *Je l'ai encore là* », reprend Michel Saisset, pointant sa gorge. De cette joute, il ne leur

“CE SPORT N'APPARTIENT PLUS AU TERROIR mais aux mécènes”, analyse Pierre Albaladejo, demi d'ouverture de légende de l'US Dax de 1952 à 1966 et ancien international français. Ci-dessous sous la bannière “Aqui es Besièrs” liée au projet de musée de l'Histoire du club, la rencontre Béziers ASBH-Provence Rugby, le 13 septembre.

reste que des souvenirs, quelques ressentiments, deux-trois reliques et, surtout, beaucoup de nostalgie. Car ce temps est révolu.

“Rugby business”

Le rugby a bien changé. Depuis la nuit du 26 au 27 août 1995, ce sport a rompu avec l'amateurisme, qui faisait tout son sel, pour basculer dans le professionnalisme, sur décision de l'International Rugby Board (IRB), l'instance du rugby mondial. « *Une faute très grave* », juge Pierre Albaladejo, demi d'ouverture de légende de l'US Dax de 1952 à 1966

et ancien international français. Concrètement, depuis cette date-là, les joueurs de l'élite peuvent faire de la pratique de ce sport leur profession. Charge aux clubs de les rémunérer, parfois grassement, voire de les « acheter » à leurs rivaux. « *C'est le début du “rugby business”, de la “footballisation” du rugby*, indique Pierre Lagrue, historien du sport. *Avant 1995, le rugby français reposait sur un système d’amateurisme marron : les joueurs n'étaient pas payés par leur club mais avaient droit à des avantages. Ils étaient par exemple recrutés comme employés*





municipaux ou gérants de café. » Une rupture qui a fait quelques victimes, à trouver du côté des clubs historiques, basés dans des villes petites et moyennes.

Dax est de ceux-là. Pourtant cinq fois vice-champion de France entre 1956 et 1973, pouponnière de futures figures du XV de France comme Raphaël Ibanez ou Richard Dourthe, le club évolue désormais dans la sphère amateur, en fédérale 1. Même s'il ressent ce déclin comme une meurtrissure, Albaladejo accepte le sort réservé à son fief, où il vit toujours : « *Nous n'espérons pas monter de division, tout simplement parce que nous n'en avons pas les moyens. Notre terre est trop pauvre, économiquement parlant, pour avoir de puissants partenaires et lutter avec Montpellier, Clermont ou Lyon. Le passé est le passé, heureux ceux qui l'ont vécu. Je continue d'aller au stade, mais ce sport n'appartient plus au terroir mais aux mécènes...* » « *Couvert de regret* », celui qui a également été la voix du rugby aux côtés de Roger Couderc sur Antenne 2 dans les années 70-80 s'arrête net : « *Si j'étais*

EN 1984, 40 % des clubs de l'élite appartenaient à des villes de 20 000 à 50 000 habitants, 20 % représentaient des communes sous la barre des 20 000 administrés. Aujourd'hui, le Top 14 ne compte que 25 % de clubs de la première catégorie et aucun de la seconde. Ci-dessus, dans le local des supporters de l'équipe de rugby de Narbonne.

gamin aujourd'hui, je ne pratiquerais pas ce sport. »

En 1984, 40 % des clubs de l'élite appartenaient à des villes de 20 000 à 50 000 habitants, 20 % représentaient des communes sous la barre des 20 000 administrés. Aujourd'hui, le Top 14 ne compte que 25 % de clubs de la première catégorie et aucun de la seconde. Le Club athlétique de Bègles, commune de moins de 30 000 âmes, a été avalé par Bordeaux à l'occasion d'une union qui a eu la peau de leur mythique maillot à damier bleu et blanc. Tarbes, champion de France pour la dernière fois en 1973, a également disparu des radars, désormais dans le troisième groupe de fédérale 1, aux côtés d'autres anciennes gloires comme Albi ou Bagnères-de-Bigorre, détenteur du fameux bouclier en 1979 et 1981.

“Une culture qui s'effrite”

Dans cette même division aux allures de cimetière des éléphants, un autre géant ploie sous le faix. Fondé en 1906, le CS Bourgoin-Jallieu (CSBJ) n'a jamais remporté le Brennus. Mais le club isérois a

fait figure de formidable outsider, notamment entre 1994 et 2009, où il accède à plusieurs reprises aux phases finales et aux compétitions européennes, avant de connaître une descente aux enfers. Relégation sportive en deuxième division en 2011, rétrogradation financière en 2012, puis liquidation financière en 2017... « *Sans Pierre Martinet, on ne pouvait que décliner* », estime aujourd'hui, avec le recul, Stéphane Glas, ancienne gloire du club et désormais entraîneur du FC Grenoble Rugby. Président et propriétaire du club pendant treize ans, de 1996 à 2009, l'industriel portait le club par la force de son compte en banque. Découragé par l'échec de son projet de construction d'un nouveau stade et mis en difficulté par l'inflation des budgets, celui-ci se résout à céder 84 % de ses parts. « *On a raté le virage du professionnalisme, se désole l'ancien centre. Dès 1997, on parlait d'agrandir notre stade pour changer de dimension, de mettre des loges pour attirer d'éventuels actionnaires. Ça ne s'est pas fait, la mairie n'a pas pu ou* »

➤ *pas voulu soutenir le projet. Seul, Pierre n'avait pas les épaules et le château de cartes s'est écroulé.* »

A 50 km de là, le voisin du LOU (Lyon olympique universitaire rugby), pourtant en sommeil depuis les années 50, a grandi à vitesse grand V, sous l'impulsion du groupe mondial GL Events, et s'est imposé comme le club de l'ancienne région Rhône-Alpes, en lieu et place du CSBJ. Le haut niveau quitte donc la commune de 27 000 habitants pour la métropole lyonnaise... « *On aurait pu rester le club de la région, regrette encore Stéphane Glas. Même en plein hiver, le stade était plein et les bars aussi. Quand on se promenait dans les rues de la ville, ça sortait de partout, pour nous encourager ou nous proposer de boire un verre. C'était vivant!* » Une atmosphère qui n'est plus, selon son ex-coéquipier David Janin, aujourd'hui professeur d'EPS dans un lycée de la ville. « *Il y a évidemment moins d'engouement, moins de gens au stade, observe-t-il. Ça va vous paraître insignifiant mais, aujourd'hui, on ne me reconnaît presque plus dans le centre-ville. A contrario, on me reconnaît dans des villes comme Perpignan alors que je n'y ai joué qu'une année. Chez nous, la culture rugby s'effrite petit à petit...* »

Partir à la reconquête

D'autres bastions tentent malgré tout de résister. A Béziers, on ne désespère pas de retrouver l'élite. « *C'est notre côté méditerranéen, on ne courbe pas l'échine et on reste combatif* », plaisante un client du bar La Coupole, repaire des supporters de l'ASBH à quelques encablures du stade de la Méditerranée. Accoudé près de la tireuse à bière, Eric Montagné, le propriétaire des lieux, est un fervent supporter des rouge et bleu. C'est d'ailleurs pour maintenir le souffle si précieux des temps passés qu'il a racheté ce bistrot il y a douze ans. « *J'ai connu le grand Béziers, j'avais 10 ans en 1984 pour notre dernier titre, se souvient-il. Il faut se servir de ces temps glorieux,*



“LE BRASIER NE DEMANDE qu'à être ravivé, assure Jean-Pierre Ferrié (ci-contre, au c.), entouré de Michel Saisset (à d.), et Régis Mounié (à g.), responsables de l'Amicale des supporters du Racing Club Narbonne Méditerranée. Il faudra éviter les vautours qui voudront nous arracher nos jeunes. On a besoin d'eux pour résister face aux géants des métropoles.” En h., avant le match du 13 septembre, à Béziers.



de notre identité, pour se reconstruire. L'argent ne fait pas tout. »

Alors, avec des amis, il s'est lancé le défi de participer, à sa mesure, à cette reconquête. Pour sa part, une fois par semaine, il invite les joueurs dans son établissement pour « *partager un moment de convivialité trop rare dans le rugby moderne* » et ainsi leur inculquer les valeurs et l'histoire du club. « *Même aux étrangers, ça leur parle!* » promet-il. En complément, ses amis du Comité pour l'Occitanie sans frontières (Cosf) se chargent de faire vivre cet héritage dans le stade, cette fois sous l'angle culturel. Reprise de l'hymne occitan *Se canto* avant le coup d'envoi (chanté à gorge déployée par Floréal Vaquerin, fils d'Elie et neveu d'Armand, illustres joueurs du cru), mise en avant du

slogan « *Aqui es Besièrs* », projet de musée de l'Histoire du club... « *Recréer l'ambiance de l'époque peut être un préalable à une renaissance, parie le cafetier. Le reste est entre les mains des dirigeants.* »

Mais ces derniers freinent des quatre fers. Bien que le club figure actuellement dans la voiture de tête du championnat de Pro D2, Pierre-Olivier Valaize, coprésident de l'ASBH, se montre plus mesuré : « *Pour l'instant, on ne peut pas se permettre d'avoir l'objectif de monter en Top 14. Sportivement, nous pourrions peut-être y accéder. Mais pour nous y maintenir, il nous faudrait de nouveaux partenaires, des mécènes, de gros moyens financiers. Ce que nous n'avons pas pour le moment.* » La quête de liquidités a pourtant commencé. Cette année, le nom du principal



sponsor du club, le groupe immobilier Angelotti, a été intégré au logo du club contre rémunération. Une opération de *namings* qui doit rapporter 1 million d'euros sur six ans à l'ASBH. Une goutte d'eau dans son budget (estimé à près de 7 millions d'euros annuels), mais nécessaire à la survie d'un club de ce type. « *Une insulte à notre identité* », pestent des supporters croisés sur le parvis du stade à quelques minutes du coup d'envoi du match qui doit les voir affronter le tout jeune club d'Aix-Marseille. « *J'espère que l'on ne prend pas le modèle de Montpellier*, souffle Maurice, en référence au Montpellier Hérault rugby, détenu par Mohamed Altrad. *Un club sans âme, fabriqué de toutes pièces et gonflé à l'argent, ce n'est pas Béziers !* »

Valaize s'en défend, bien sûr, soulignant l'effort fait sur le développement de la formation « *en synergie avec les villages alentour* ». Sur le modèle de l'Usap (Union sportive Arlequins de Perpignan), champion de France en 2009 avec des joueurs issus d'écoles de rugby

“RECRÉER L'AMBIANCE de l'époque peut être un préalable à une renaissance, explique Eric Montagné, propriétaire du bar La Coupole, repaire des supporters de l'ASBH, à Béziers. Le reste est entre les mains des dirigeants.” Ci-dessus, à La Coupole, Floréal Vaquerin, fils et neveu d'illustres joueurs et lui-même ancien joueur et interprète de l'hymne *Se canto*.

des quatre coins des Pyrénées-Orientales. « *Ça a toujours fait partie de notre identité*, témoigne Alphonse Noguera, ex-talonneur puis troisième ligne de l'Usap de 1977 à 1986. *Des années 20 aux années 40, 90 % des joueurs étaient des agriculteurs des villages. Et ça s'est ensuite prolongé jusqu'aux années 90 avant que quelques étrangers ne nous rejoignent à partir des années 2000. Ce travail de formation nous a apporté des résultats, mais aujourd'hui, dans le rugby moderne, s'appuyer sur des joueurs locaux ne suffit plus.* » Pour preuve, après cent trois ans de présence dans l'élite rugbystique, Perpignan a été relégué en Pro D2 en 2014. Malgré un retour au sommet en 2018, les Catalans ont depuis à nouveau basculé à l'échelon inférieur, incapables de lutter avec le gotha de l'Ovalie.

“Révolte ?”

Avec le professionnalisme, quantité de joueurs étrangers, pour certains parmi les meilleurs du monde, ont posé leurs valises en France, attirés par de généreux chèques. La saison dernière, ils étaient 216 à évoluer parmi les 14 équipes de l'élite. En majorité des Sud-Africains (48), des Néo-Zélandais (41) et des Fidjiens (26). De quoi barrer la route aux jeunes joueurs français, bien sûr, et tant pis pour le niveau du XV de France, mais surtout aux clubs aux faibles moyens financiers. « *Pendant quinze ans, le seul projet était d'additionner les meilleurs joueurs pour devenir la meilleure équipe*, observe Daniel Herrero, ex-joueur et entraîneur du RC Toulon et auteur du *Dictionnaire amoureux de l'Ovalie* (Plon). *On a donc vu germer la métastase la plus dangereuse qui est ce changement de logique : celui qui achète influence le terrain, et non plus celui qui forme.* »

Le perdant ? Les territoires et leurs cultures de jeu. « *Les*

entraîneurs se sont mis au service d'une idéologie capitaliste, analyse-t-il. *Cette idéologie veut que toute considération passe uniquement par la performance physique, par la victoire finale. Et non pas par vos valeurs ou votre style de jeu. Mécaniquement, le jeu s'est appauvri, la percussion est devenue la loi.* » Pour autant, selon lui, rien n'est perdu. Après près de quinze ans de « *normalisation régressive, perverse, crétine et douloureuse* », « *l'esprit du jeu semble se mettre peu à peu en respectabilité avec les lieux, les cultures et les territoires*, juge-t-il. *A Toulon, Clermont ou Toulouse, depuis deux ou trois ans, certains traits identitaires réapparaissent dans le jeu, on revient aux bases. L'argent ne dicte plus tout.* » De bon augure pour les clubs historiques ?

C'est justement sur ce retour aux bases que misent les Narbonnais pour retrouver Béziers à l'échelon supérieur, voire, pourquoi pas, le Top 14 d'ici à quelques années. Autour de ses cinq nouveaux présidents, dont Marc Delpoux et Gilles Belzons, ex-joueurs emblématiques du club, le RCNM entend miser sur son vivier de jeunes pour gravir les échelons et ainsi parvenir à la résurrection. Mais aussi sur une identité de jeu unique qui devra traverser toutes les catégories d'âge. « *Le brasier ne demande qu'à être ravivé*, assure Jean-Pierre Ferrié, trésorier de l'amicale des supporters. *Il faudra éviter les vautours qui voudront nous arracher nos jeunes. On a besoin d'eux pour résister face aux géants des métropoles.* » L'attente est grande : bien que l'équipe soit en fédérale 1, plus de 2 000 Narbonnais sont venus l'encourager face à Céret, peut-être séduits par la campagne de promotion récemment lancée par le club. Elle se contente d'un simple mot affiché dans les rues de la ville : « *Révolte !* » Les clochers veulent leur revanche. ■ A.C.

LE 5/7 MATHILDE MUNOS

À SUIVRE SUR TWITTER #LES7INTER

Retrouvez le lundi à 6h44 Histoires Politiques

avec Soazig Quémener, Rédactrice en chef politique de

Marianne

france
inter
INTERVENEZ

Mieux vaut en rire !

NOUVEAU JEU CACHE-CASH

Cri de joie publié dans les Echos : « Les entreprises européennes amassent toujours plus de cash. » Super. Dans ces conditions, on ne comprend pas bien pourquoi, dès qu'il est question d'augmenter les salaires, les multinationales jouent à cache-cash. ■

JUNCKER D'ARTICHAUT

Dans une interview au journal belge *l'Echo*, Jean-Claude Juncker a confié : « *Je suis triste de ne pas avoir réussi à faire aimer l'Europe aux Européens.* » C'est vraiment injuste, il a pourtant fait tout ce qu'il fallait ! ■

LA DÉCENCE RESTE À QUAI

Lors de la journée de grève de la RATP, Sabeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement, a indiqué : « *Comme tous les jours, je prendrai ma voiture de fonction, mais je serai de tout cœur avec les Parisiens qui galéreront dans les transports.* » Un message plein d'empathie qui aura sans doute ému les concernés. ■

L'autre voie **CLIMAT- TICS**

A en croire Carlos Bolsonaro, fils du président brésilien, surnommé le « *pitbull de son père* », une transformation rapide du pays est impossible « *par la voie démocratique* ». Ça tombe bien : le Brésil a emprunté une autre voie. ■

Du *JDD*, ce titre : « Batho, Villani et Orphelin préparent une loi pour généraliser l'enseignement des enjeux climatiques. » On ne peut que saluer cette initiative. Notre époque manque cruellement de beaux discours sur l'écologie. ■

RETOUR À L'ÉCURIE

Interrogé sur la floraison de candidats dissidents pour les municipales au sein des macronistes, Gilles Le Gendre, patron des députés LREM, a déclaré qu'il refusait les « *écuries* » et que son groupe n'était pas « *un champ de courses* ». Encore faut-il trouver le bon cheval pour chaque ville sans craindre le retour au box. ■

SARKO FIDÈLE

Après l'incarcération de Patrick Balkany, Nicolas Sarkozy a confié avoir « *de la peine* » pour l'ex-maire de Levallois-Perret, ajoutant qu'il espérait que ce dernier pourrait « *tenir le coup* ». Il est des milieux où l'on reconnaît ses amis dans les mauvais coups. ■

ET SI ON REVOTAIT ?

Dominique Nora, directrice de *l'Obs*, a signé un éditorial en forme de cri du cœur, titré : « *Brexit : un nouveau référendum, vite !* » Le précédent date de juin 2016, et il n'a pas encore été mis en application, mais, comme son résultat ne convient pas à Tony Blair, l'homme de référence de *l'Obs*, la conclusion est vite trouvée. La prochaine fois, avant de prendre une décision importante concernant l'avenir du Royaume-Uni, il suffira de demander directement son avis éclairé à l'ex-Premier ministre. Cela permettra de gagner du temps. ■

LES TWEETS DE LAGARDE

Lu dans les *Echos* : « *La BCE fait feu de tout bois pour relancer l'économie européenne.* » Pour régler la marche économique sur le Vieux Continent, on peut donc se passer des chefs d'Etat de l'UE, des gouvernements, des Parlements nationaux, du Parlement européen et même de la Commission européenne. Désormais, la Banque centrale européenne tranche. Christine Lagarde, patronne de la vénérable institution, devrait imiter Donald Trump et faire connaître ses décisions aux peuples concernés par des tweets rédigés en anglais. ■

NOTE SALÉE

La revue *Regards*, proche de la mouvance communiste, a établi la constellation « *Le Pen-compatible* ». A cette occasion, Marianne a été classé dans la catégorie des « *idiots utiles* » de l'extrême droite. Michel Audiard disait : « *Les conneries, c'est comme les impôts, on finit toujours par les payer.* » Pour *Regards*, aussi pauvre en idées qu'en lecteurs, la note sera salée. ■

ANNE NE VOIT RIEN VENIR

Selon un sondage Ifop-Fiducial, Anne Hidalgo serait en tête des intentions de vote pour les municipales dans la capitale. Avec Griveaux, Villani et Dati, la concurrence est pourtant terrible. ■

PAUVRES RICHES

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a reconnu avoir « *oublié de mentionner* » trois biens immobiliers dans sa déclaration de patrimoine en 2017, ensuite rectifiée.

Il s'agissait d'une maison dans l'Aveyron et de deux appartements à Paris, dont il est facile d'oublier l'existence quand on est dans le feu de l'action. Les pauvres ne savent pas ce qu'ils gagnent à ne pas avoir ce genre de souci. ■

DONALD DANS SES ŒUVRES

Donald Trump a critiqué les ampoules basse consommation en expliquant qu'elles lui donnaient un teint orange. Le président américain n'est jamais aussi brillant que lorsqu'il est privé du son et de l'image. ■

EDWARD SNOWDEN DEMANDE
L'ASILE À EMMANUEL MACRON

POTiiiiiiiiin... Juste au
MOMENT où TRUMP ME
LÂCHE UN
Peu LA
GRAPPE!



JEANNE CALMENT ÉTAIT
BIEN JEANNE CALMENT.



500 JEUNES AU SOMMET SUR LE CLIMAT



+7°C EN 2100.



MONDE DE BRUT

L'attaque de drones sur les installations pétrolières d'Arabie saoudite affole les places financières. La guerre du Yémen devient inquiétante quand elle touche le pétrole. Depuis cinq ans, ce conflit impliquant l'Iran et l'Arabie saoudite avait seulement plongé 27 millions de Yéménites dans la misère et provoqué de 70 000 à 80 000 morts directes, selon la terminologie officielle. Tant qu'on ne touchait pas au cours de l'or noir, ça n'avait aucune importance. ■

Principe variable

Au lendemain d'un échange historique de prisonniers entre l'Ukraine et la Russie, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a mis en garde contre toute levée de sanctions contre Moscou. Réponse du porte-parole du Kremlin : ces sanctions « sont inutiles, voire contre-productives, et contreviennent au droit international ». Faut-il en conclure que l'annexion d'un territoire étranger et le soutien aux séparatistes du pays voisin sont, eux, parfaitement conformes ? ■

ROKHAYA SE SURPASSE

Pour prouver que les Blancs n'ont jamais été victimes en tant que tels, Rokhaya Diallo affirme que la Shoah ne visait pas les juifs en tant que race définie par sa couleur de peau. Juste un effet du sectarisme des nazis, qui excluaient les juifs de la race blanche. Plus rigoureuse, Rokhaya Diallo se réclame de la race visible et professe sans complexes une idéologie raciale ! ■

AUBERT ET AUBERT

La fédération du Morbihan des Républicains a annoncé la venue pour un meeting à Rennes de Jean-Louis Aubert au lieu du député Julien Aubert. Reste à savoir si l'intéressé a chanté qu'il rêvait d'un autre monde. ■

L'ENFER DU QATAR

Selon un expert de l'ONU, le Qatar demeure un enfer pour les domestiques étrangers, souvent recrutés aux Philippines. Ces derniers n'ont pas le droit de quitter librement le pays, sont privés de congés et ne peuvent changer d'emploi. On va même parfois jusqu'à leur retirer leur téléphone, ce qui les prive du bonheur de voir les matchs du PSG, propriété d'un émir qatari qui sait parfois payer rubis sur l'ongle. ■

BONNET D'ÂNE

CONVERGENCE DES LUTTES

Après la mise en examen de Richard Ferrand, Jean-Luc Mélenchon se demande si le président de l'Assemblée nationale n'a pas été victime d'un traquenard. Poursuivi, en même temps que l'ex-FN, pour l'utilisation des frais de mission du Parlement européen, il a adopté une même ligne de défense... A quand une manif pour la libération de Patrick Balkany ? ■

LE CULTE DE LA CULTURE

Dans un livre intitulé *Dans la bibliothèque de nos présidents*, à paraître en janvier, Emmanuel Macron affirme : « Il n'y a rien que j'aime plus que la littérature. » Dixit l'homme qui a nommé Franck Riester au ministère de la Culture. ■

ACCORD IMPOSSIBLE

Boris Johnson, Premier ministre britannique, négocie à Bruxelles pour tenter de trouver un accord sur le Brexit. La marge est étroite, mais moins qu'à Londres, où il lui est impossible d'obtenir un accord avec le Parlement. ■

Mégaboulette

A Tarbes, un homme ivre a volé la voiture des policiers avant de les insulter avec leur mégaphone. Après ça, nul ne pourra dire que le mégaphone des policiers ne sert à rien. ■

RETOUR À L'INQUISITION

L'Obs a publié une longue enquête sur « le cas Allen », résumée par cette formule : « Coupable ou innocent ? Deux camps s'affrontent. » Notant que la justice américaine a innocenté le cinéaste, l'Obs écrit : « Les accusateurs de Woody élargissent le réquisitoire au champ moral. » Cette pratique était déjà courante du temps de l'Inquisition, mais elle n'a pas laissé que de bons souvenirs. ■

UNE TAUPE À L'AFP

Les services secrets américains ont exfiltré de Russie une taupe qui aurait eu ses entrées au Kremlin. L'AFP a donné l'info sous le titre : « Ingérence russe aux Etats-Unis : la CIA a exfiltré une "taupe" qu'elle avait au Kremlin ». En somme, quand un espion américain est à l'œuvre au Kremlin, cela relève de l'« ingérence russe aux Etats-Unis ». Et si un espion russe est démasqué à Washington, classera-t-on l'affaire dans la rubrique : « Ingérence américaine en Russie » ? ■

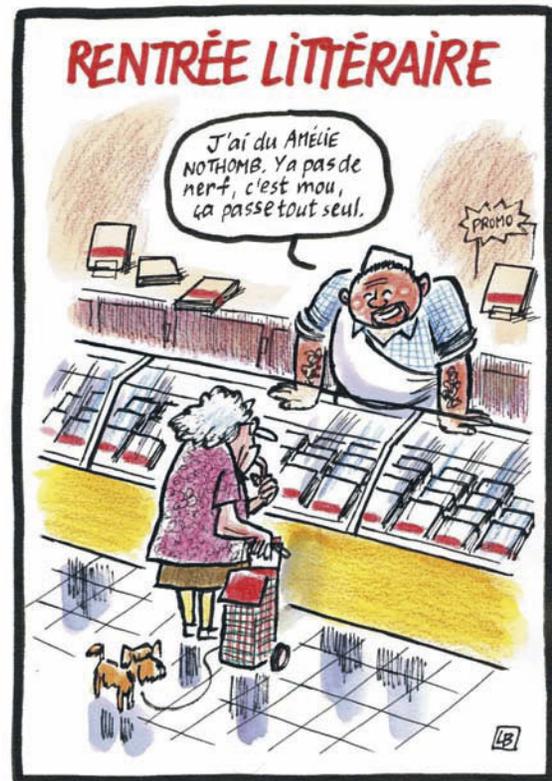
L'ESPOIR TUNISIEN

En Tunisie, Nabil Karoui, l'un des deux candidats arrivés en tête à l'élection présidentielle, se trouve en prison. De quoi faire rêver Patrick Balkany. ■

Big Brother

Emmanuel Macron dispose désormais d'une application qui lui permet de surveiller le travail de ses ministres sur son téléphone portable. Et dire qu'il y a eu un scandale d'Etat, sous Mitterrand, quand une cellule de l'Elysée a été pincée en flagrant délit d'écoutes téléphoniques ! ■

MACRON RELANCE LE DÉBAT SUR L'IMMIGRATION



PATRICK BALKANY EN PRISON



ÉLIANE

CHRISTOPHE
MATHIAS

Vieux et homo, doublement seuls

Pour les seniors LGBT, la vieillesse est une épreuve difficile. Aux marques sur la peau et au sentiment de vulnérabilité s'ajoute une douloureuse solitude. Rompre l'isolement des vieux jours, c'est le nouveau combat de cette génération qui est parvenue à se rendre visible et refuse aujourd'hui de retomber dans l'anonymat. Rencontres. **PAR CÉLIA CUORDIFEDE**



LUC
ANBERRÉE

Reportage

Tous les derniers samedis de chaque mois, c'est le même rituel. Et avec la même excitation, la même exaltation qui envahit Luc Anberrée. A 74 ans, l'ancien professeur d'anglais nantais fait escale chez sa fille cadette dans les nouveaux quartiers du XIX^e arrondissement de Paris, où le tramway longe des immeubles contemporains aux formes cubiques colorées. « *Ce quartier, ce n'est pas vraiment ma tasse de thé. C'est trop moderne, trop commerçant* », souffle celui qui milite depuis plus de vingt ans pour la décroissance. « *Mais j'ai hâte d'habiter Paris* », reprend-il. Il voit Paris comme une ville accueillante pour les lesbiennes, les gays, les bisexuels ou les transgenres (LGBT).

Quand la mémoire vacille

Et si Luc est si pressé, c'est parce qu'il est l'un des futurs locataires d'une colocation réservée aux seniors LGBT, dans un appartement haussmannien du IX^e arrondissement. Quarante-quatre ans après son coming out, le retraité aux cheveux grisonnants en brosse, le visage à peine vallonné par quelques rides d'expression, est célibataire... Mais toujours officiellement marié. Sa femme demeure depuis peu dans un Ehpad du sud de la France. « *J'ai longtemps refoulé mes désirs homosexuels, alors, en venant à Paris, cela me rassure de voir d'autres gays et lesbiennes dans la même démarche que moi*. » Père de trois enfants qui le soutiennent dans ses démarches, et aussi grand-père, Luc est bien entouré. Il a du mal à exprimer sa solitude, pourtant il la ressent chaque jour un peu plus. « *Dans ma vie de gay, je n'ai pas eu envie de refonder une famille. J'aime beaucoup celle que j'ai, mais, vous*

ÉLIANE : « LA SOLITUDE, c'est aussi de ne pas avoir de sexualité. On a moins le choix que les hétéros, surtout à cet âge. »

voyez, c'est un peu compliqué, je me sens coupable, et de fait un peu seul », lâche-t-il, avant de laisser place à quelques secondes de silence.

En France, les vieux homos (50 ans et plus) seraient 1,3 million, dont plus de la moitié vivraient totalement isolés, selon le rapport 2018 de SOS Homophobie, qui, pour la première fois, livrait une analyse sur le vieillir LGBT. Parmi eux, seulement 10 % ont des enfants. Une absence qui accentue la solitude lorsque le corps se flétrit, l'audition s'amointrit et la mémoire vacille.

«Le manque d'affection est bien là»

« *En fait, la solitude, ça vient du fait que l'on n'a pas d'enfants* », admet Eliane. Avec ses cheveux orange, son rouge à lèvres rose et son chemisier jasmin, la septuagénaire, du haut de son mètre quatre-vingts, en impose. « *La solitude, c'est aussi de ne pas avoir de sexualité. C'est sûr, on a moins le choix que les hétéros, surtout à cet âge-là*, constate-t-elle. *Même si c'est chaleureux avec certaines copines, le manque de tendresse, de caresse, d'affection est bien là*. » Gênée, elle détourne le regard. Derrière sa carapace de dure à cuire, on lui devine un passé douloureux. « *J'ai essayé de vivre avec les cartes qui m'étaient fournies... esquisse Eliane. J'avais des parents cathos, rigides, moralistes, auprès de qui je n'ai jamais fait mon coming out. Aujourd'hui, ils sont morts et je n'ai plus aucun contact avec mes quatre sœurs, dont ma jumelle*. » Derrière ses lunettes de vue, ses yeux se sont embués.

«Quand tu as perdu tous tes potes»

Ceux de Christophe Mathias pétillent. Quinqua au style décontracté, oreille droite percée et bouc poivre et sel, il ne pensait même pas vieillir. Et pour cause : en 1990, il a 26 ans lorsqu'il découvre qu'il est séropositif. A l'époque, sans traitement viable, les médecins lui donnent trois ans à vivre. « *Dans ces années là, le sida tuait. J'ai été dépisté trois ans après le décès de mon premier amour. Autour de moi, il n'y avait plus grand-monde. Mon carnet d'adresses s'est vidé brutalement*. »

Vingt-neuf ans plus tard, Christophe Mathias vit avec une charge virale indétectable. Une perspective inimaginable, devenue une réalité grâce à l'arrivée des trithérapies, en 1996. « *On n'apprend pas vraiment que l'on va vieillir, c'est un fait qui s'établit. Le hic, c'est qu'on n'a rien prévu, notamment sur le plan financier. Et puis le VIH, ça conditionne la solitude quand tu as perdu tous tes potes* », raconte-t-il impassible.

Aujourd'hui, grâce à l'efficacité des médicaments antirétroviraux, le virus est en sommeil, mais frappe les comorbidités, ces maladies qui viennent s'ajouter à la première, notamment à cause des



Bruno Levy / Divergence pour Marianne



Stéphanie Mathé pour Marianne

“Il y a une sorte de déni de vieillesse au sein même de la communauté. La division entre vieux gays et jeunes gays est très forte.” Luc Anberrée, 74 ans

traitements. Christophe les voit fleurir dans son corps. Depuis plusieurs années, il doit supporter un opiniâtre mal de dos conjugué à une fragilité osseuse.

Vieux à 40 ans

Qu'ils soient gays sur le tard comme Luc, en rupture familiale comme Eliane ou malades du VIH comme Christophe, les seniors LGBT font face à une étourdissante solitude, humainement mais aussi administrativement. Pour preuve, le seul rapport des pouvoirs publics sur le sujet remonte à 2013. C'est Michèle Delaunay, alors ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie, dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, qui avait sollicité les associations Aides et SOS Homophobie pour un rapport sur le vieillir LGBT.

« Le rapport a permis de mettre le doigt sur des thématiques plutôt méconnues avant 2013, notamment le fait que beaucoup d'homosexuels n'ont pas fondé de famille quand d'autres sont en rupture familiale. Il y a aussi ceux atteints du VIH qui ont eu des carrières à trous et, de fait, se retrouvent avec des moyens financiers modestes », explique l'ancienne ministre et désormais conseillère municipale de la mairie de Bordeaux. Et si les difficultés n'ont pas émergé

auparavant, c'est, selon Michèle Delaunay, parce que ça ne pouvait être que « cette génération qui pouvait mettre au grand jour le fait de vieillir LGBT ».

« Il y a une sorte de déni de vieillesse au sein même de la communauté. La division entre vieux gays et jeunes gays est très forte », avoue Luc, le Nantais. Il avait bien tenté il y a quelques années de monter une association de soutien aux seniors LGBT, dans le même style que Grey Pride. Elle s'appelait : Les Panthères grises. « A peine gay aux yeux de tous, je me sentais déjà vieux. En fait, dans le monde gay, à 40 ans, on est vieux », regrette-t-il.

Une “sérophobie certaine”

Même ressenti du côté de Christophe, de vingt ans son cadet. « Moi, depuis 1990, je n'ai pas eu une seule relation sérieuse. Rien, personne, regrette le militant. Je vais au sauna une fois tous les deux mois, mais c'est juste pour baiser, point barre. » Une « sérophobie certaine » et un rejet des vieux, selon lui.

Une analyse également partagée par Francis Carrier, de l'association Grey Pride. « Aujourd'hui, Grindr et Tinder [applications de rencontres] sont les premiers objets d'exclusion pour les LGBT “mûrs”, observe le retraité militant. Quand on vous répond : “Je ne suis ➤

Reportage

➤ *pas gérontophile*” alors que vous avez 40 ans, vous vous faites une représentation très rapide de l’exclusion. »

Une exclusion qui conduit Luc, Eliane et Christophe à refuser de finir leur vie dans un établissement d’hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Un reflet de la société où ils ne se voient ni vivre, ni attendre leur dernier souffle. « *Pour moi la dépendance ce n’est pas une option*, prévient Christophe. *Ces établissements, ce sont des mouirois !* »

“Obligé de redevenir invisible”

Luc a, lui, rendu visite, douze ans durant, à sa mère dans un Ehpad. Il en garde le souvenir d’un endroit hostile aux homos. « *Si après avoir gagné la possibilité d’être visible, si après avoir mené des luttes, si après avoir fait mon coming out, je devais me sentir obligé de redevenir invisible pour ne pas être montré du doigt... Ce serait un drame pour moi* », frémit-il.

Si Luc l’a ressentie, Stéphane Sauvé, directeur d’Ehpad en région parisienne pendant dix ans, a vécu « la

violence de l’homophobie en fin de vie ». Luc et les seniors homosexuels actuellement résidents d’établissements médicalisés font partie d’une génération marquée par le stigmate de la clandestinité. Car, si par l’abolition du crime de sodomie l’homosexualité n’est plus passible de peine de mort en France depuis 1791, ce n’est qu’en 1981 que la France arrête de considérer l’homosexualité comme maladie mentale. L’Organisation mondiale de la santé (OMS) attendra neuf ans de plus pour s’aligner.

« *Les personnes âgées ont une énorme capacité d’adaptation, mais les valeurs, c’est compliqué* », assure l’ancien cadre de santé. Les Ehpad d’aujourd’hui sont marqués par les mentalités de cette époque. Le quadragénaire a la forte carrure et le sourire doux. Il garde de rudes souvenirs de son passage en Ehpad. Il se souvient, amer, de Dolores, une lesbienne octogénaire, aujourd’hui décédée : « *Elle n’a jamais pu danser lors des soirées que l’on organisait. Elle était moquée voire crainte par les autres résidentes à cause de son orientation sexuelle.* »

“On n’apprend pas vraiment que l’on va vieillir, c’est un fait qui s’établit. Le hic, c’est qu’on n’a rien prévu, notamment sur le plan financier. Et puis le VIH, ça conditionne la solitude.” Christophe Mathias



Bruno Levy / Divergence pour Marianne

Enfin, elle était seule, isolée... Et quand elle avait de la visite, des moments d'intimité, elle était montrée du doigt parce qu'elle recevait des copines. »

Stéphane relate également une certaine maladresse de la part des soignants. Une maladresse parfois inconsciente qui peut « conduire les seniors LGBT à se refermer ». « Un jour, une infirmière m'a confié mettre deux paires de gants lorsqu'elle allait faire les soins d'un patient gay atteint du VIH. Je suis resté vraiment bête, raconte l'homme toujours aussi stupéfait. Après discussion elle était plus à l'aise, mais elle n'avait absolument aucune connaissance du sujet. »

Un défaut de formation et/ou d'information certain que la Ville de Paris semble considérer. Il y a tout juste un an, Galla Bridier, adjointe à la maire de Paris en charge des personnes âgées, a annoncé la création, en collaboration avec le collectif Grey Pride, d'un label pour les Ehpad intitulé « Grey Pride Bienvenue ». Le concept ? Faire signer une charte aux 16 établissements médicalisés publics de Paris pour un meilleur accueil en leur sein des seniors LGBT. « Il n'y a rien de spécifique en soi dans la prise en charge du public des seniors LGBT, sauf pour les personnes transgenres où il y a eu un changement de sexe et les personnes atteintes du VIH », explique Galla Bridier. D'après la Mairie et l'association Grey Pride, le label devrait servir de support pour former ou plutôt sensibiliser les soignants de la filière gérontologique à l'accueil les seniors LGBT. « On doit expliquer ce qu'est la sexualité des personnes âgées, mais aussi l'orientation sexuelle et l'identité de genre... Pour balayer les fausses idées », souligne pour sa part Francis Carrier.

La maison de retraite de demain

Excédé par ces discriminations tenaces en fin de vie, Stéphane Sauvé a donc démissionné il y a trois ans. Il tente aujourd'hui de venir en aide aux seniors LGBT. Avec deux autres militants, il a pour projet de créer la première maison de retraite participative pour seniors lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels autonomes en France : la Maison de la diversité. Un lieu « *hetero friendly* », souligne le porteur du projet. C'est-à-dire 30 % de retraités hétérosexuels et 70 % de LGBT, avec quelques chambres réservées à des jeunes ou des étudiants virés de chez eux à cause de leur orientation sexuelle ou identité de genre. « L'idée est de créer un lieu de vie sécurisant et solidaire pour des seniors qui toute leur vie ont vécu la discrimination et l'exclusion », explique-t-il, toujours en quête de financements pour son projet qu'il espère voir éclore en 2022. Pour l'heure, le quadra ne sait pas encore quelle ville accueillera l'établissement. Sept métropoles sont en concurrence.

Le concept existe déjà en Allemagne, en Suisse ou encore en Espagne. Aux Etats-Unis, il faut patienter quelques mois, voire quelques années, sur liste d'attente avant de s'installer. Cette demande appa-



Julien Muguet / Hanslucas

rait clairement communautariste, mais s'en tenir au statu quo ne condamne-t-il pas les homos seniors à un vrai malaise en vieillissant ? « Nous portons un projet ouvert sur le quartier, accueillant pour les habitants des alentours et les associations. On se positionne vraiment comme des acteurs du bien vieillir pour tous, insiste-t-il. Avec cette maison, l'objectif est de s'ouvrir pour déconstruire les préjugés et surtout pour ne pas se replier sur soi. »

En attendant, tous les mois, il fédère une centaine de retraités, homos ou non, qui réfléchissent autour de la construction de la future maison de retraite. A travers son association Les Audacieuses & les Audacieux, Stéphane Sauvé organise des apéros-débats et des ateliers participatifs pour que les futurs locataires de la maison de retraite « se choisissent » et commencent à tisser des liens. Eliane en est une adhérente de la première heure. Elle ne rate pas un seul rendez-vous. « Je me reconnais dans ce projet », s'enthousiasme la retraitée. « N'ayant plus de famille, je crois que j'en cherche une à nouveau », admet-elle en s'interrogeant.

C'est également ce qu'espère Luc à travers sa colocation réservée aux homosexuels retraités. C'est la municipalité qui met à disposition un appartement. « On ne peut pas nier que, quand on est senior LGBT, on fait face à des discriminations supplémentaires, souligne Ian Brossat, adjoint à la maire de Paris en charge du logement. La colocation est un bon dispositif pour lutter contre l'isolement. » C'est en tout cas une « question de survie » pour Luc. « Plus qu'une protection, c'est de la solidarité et une nouvelle famille que je cherche. » On choisit ses amis, pourquoi pas sa famille ? ■ C.C.

LE COLLECTIF GREY PRIDE pendant la Marche des fiertés 2016, à Paris.

VICTOR HUGO, FIGURE DU “GÉNIE FRANÇAIS” ?

Si, depuis le XIX^e siècle, l'Allemagne semble être le pays de la philosophie et le Royaume-Uni, celui de l'économie, la France est celui de la littérature. Nombre d'auteurs pourraient prétendre au statut d'écrivain national : Balzac, Hugo, Flaubert, Chateaubriand, Zola, Stendhal, voire Molière. Si la Société des gens de lettres a désigné Stendhal, pour **Régis Debray** ce titre ne peut revenir qu'à Hugo (“Du génie français”, Gallimard). Nous avons souhaité le confronter à **Anne-Marie Thiesse**, directrice de recherche au CNRS et spécialiste d'histoire culturelle, qui s'est penchée sur “la Fabrique de l'écrivain national” (Gallimard).

**PROPOS RECUEILLIS PAR KÉVIN BOUCAUD-VICTOIRE
PHOTOS : JACQUES GRAG / DIVERGENCE POUR “MARIANNE”**



Marianne : Quels sont les critères qui permettent de définir un « écrivain national » ?

Anne-Marie Thiesse : Ce n'est pas une appellation d'origine contrôlée. C'est une catégorie à multiples tiroirs. Nous pouvons y mettre des choses assez différentes : beaucoup d'écrivains illustres et décédés, tous ceux que nous retrouvons dans les histoires littéraires et les programmes scolaires et, enfin, l'écrivain dans lequel une nation se retrouve à un moment donné.

Régis Debray : Le grand mérite d'Anne-Marie, c'est d'avoir mondialisé la question nationale, puisqu'elle a pour champ d'étude le monde entier. Elle montre que, là où il y a une nation, il y a néces-

sairement une incarnation. Son idée, qui me semble capitale, c'est que c'est une contradiction.

A.-M.T. : La nation, au sens contemporain, est conçue comme une communauté politiquement souveraine, mais aussi comme une communauté de culture. Il s'agit d'individus unis par un patrimoine collectif, qui leur a été transmis, et la volonté de faire valoir cet héritage. C'est un peu la définition d'Ernest Renan. C'est ce qui donne une grande importance à la notion d'« écrivain national », puisque la nation est une communauté d'individus. Nous sommes à l'âge de l'individu et dans une époque sécularisée. Comment faire tenir ensemble des individus *a priori* contradictoires ? Qu'est-ce qui va les lier ?

L'écrivain national a-t-il forcément une écriture collective ? Dans son livre, Régis Debray disqualifie Stendhal au motif qu'il « se raconte », que c'est « Monsieur Myself », l'écrivain du « moi je »...

A.-M.T. : L'écrivain national est à la fois célébré comme un génie exceptionnel, doté d'une grande originalité, et comme le représentant d'une communauté. Il me semble que Régis Debray estime que Victor Hugo réunit les deux aspects, mais que Stendhal possède un déficit de représentation.



Du génie français, de Régis Debray, Gallimard, 128 p., 14 €.



TOUT À LA FOIS
Victor Hugo était romancier, poète, auteur de théâtre, critique, orateur et homme politique. Ici croqué par Honoré Daumier (1849).

“L'ÉCRIVAIN NATIONAL EST À LA FOIS CÉLÉBRÉ COMME UN GÉNIE EXCEPTIONNEL, DOTÉ D'UNE GRANDE ORIGINALITÉ, ET COMME LE REPRÉSENTANT D'UNE COMMUNAUTÉ.” ANNE-MARIE THIESSE

également un poète, un auteur de théâtre, un lyrique, un épique, un critique, c'est un orateur. Ajoutons qu'aucun écrivain français n'a son clavier linguistique. Il y a donc cette omnipotence créatrice dans tous les domaines. Hugo a un arc de talents qui, à mon sens, lui permettent d'exprimer la totalité de la condition humaine. Stendhal prend les choses par la psychologie, Hugo va jusqu'à la cosmologie, au Moyen Âge et traverse les époques. Je ne peux pas les mettre en concurrence : le gabarit n'est pas le même. Il y a une spécialisation individualiste et psychologique chez Stendhal, alors que Hugo a un aspect totalisant et panoptique. Mais ce qui me semble essentiel, c'est qu'une nation a besoin de se vivre comme un roman. Les deux concepts se développent dans le temps. Est-ce qu'un poète tout seul peut-être un écrivain national ? Je ne parle pas d'Homère, mais d'écrivains contemporains. Si Hugo n'avait été que poète, il n'aurait pas fait palpiter les cœurs. En le lisant, on ne se serait pas demandé : est-ce que Gavroche va se sauver ? Il y a du suspense dans l'histoire d'une nation, il y a du suspense dans l'histoire d'un roman. Lamartine, par exemple, ne fait pas le poids.

A.-M.T. : Dès le XIX^e siècle, il apparaît chez les spécialistes de l'histoire littéraire française que la France s'incarne mieux dans ses prosateurs, et donc ses romanciers, alors que la poésie, c'est pour les amours. Cette opposition s'est construite très tôt.

R.D. : Peut-être parce que la poésie est liée à un certain primitivisme. Ni Rimbaud ni Verlaine ne peuvent faire office d'écrivain national.

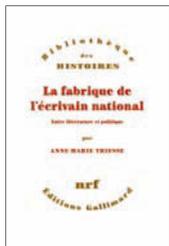
Est-ce que l'écrivain national doit avoir une dimension héroïque en tant qu'individu ?

A.-M.T. : Un certain nombre d'entre eux sont des martyrs de la nation. C'est le cas, en Hongrie, de Sandor Ferenczi, mort au combat pour la liberté nationale. C'est le cas, aux Philippines, de José Rizal, victime du pouvoir colonial espagnol.

N'existe-t-il pas de concurrents sérieux à Hugo ? Balzac, qui a décrit la réalité des rapports sociaux de son époque comme personne dans la Comédie humaine, ou Zola n'en sont-ils pas ? Ils peuvent tous les deux jouer le rôle de représentants nationaux, même s'ils sont moins populaires.

R.D. : Non, parce qu'ils n'ont pas le même pouvoir transfigurateur. Hugo invente des mythes à travers des personnages. Balzac invente des caractères et Zola, des fonctions sociales. Il y a chez Hugo l'art d'universaliser les figures individuelles. Javert, c'est la police. Gavroche, c'est le jeune rebelle. Zola et Balzac sont trop naturalistes, trop proches du réel, pour s'élever au niveau du mythe universel. A mon sens, il y a un pouvoir fantasmagorique, c'est-à-dire d'halluciner et d'aller au-delà du réel, chez Hugo. Son génie, c'est de mettre des majuscules à des minuscules. Ce n'est pas pour rien qu'il voyage à travers le monde, alors que Zola et Balzac beaucoup moins. Ce qui me frappe chez Hugo, c'est qu'il a rapidement pu être « mondialisable ». Il n'enregistre pas, il transfigure.

A.-M.T. : Il y a des cotes montantes et descendantes dans ➤



La Fabrique de l'écrivain national, d'Anne-Marie Thiesse, Gallimard, 448 p., 26 €.

R.D. : Au fond, selon vous, Anne-Marie, le concept n'apparaît qu'au XIX^e siècle, le siècle du roman. Une histoire nationale est un roman. Elle se développe dans le temps. Elle a ses personnages, son intrigue, ses événements et sa dramaturgie. L'écrivain national doit être un romancier. Ce qui est extraordinaire, avec Hugo, c'est qu'il est tout à la fois. Stendhal est un excellent romancier, il aurait donc pu postuler au statut d'écrivain national, bien qu'il ne l'eût sûrement pas souhaité. Mais Hugo, c'est

AKG-images

➤ l'évaluation des écrivains. Balzac a eu une cote très élevée quand il était associé à une interprétation marxiste de la société. De même pour Zola. Balzaciens et zoliens étaient plutôt de gauche. Il y a un reflux très net, qui correspond probablement à une montée stendhalienne.

R.D. : C'est la question clé. La montée de l'individualisme contemporain fait monter Stendhal, alors qu'en 1950, lorsqu'il y avait une classe ouvrière et qu'on enseignait Marx, Engels et Lukacs à l'université, Balzac était très présent. Nous avons besoin d'exalter les aventures individuelles, tandis que chez Balzac le collectif est tout le temps présent. Les individus sont insérés dans un tissu social et chez Zola dans un tissu héréditaire. Stendhal est parfait pour nous qui cherchons des individus hors sol et en apesanteur.

A.-M.T. : Je pense qu'actuellement l'audience mondiale de Hugo et de Balzac est plus importante que celle de Stendhal. Ils sont plus universalisables. Souvenez-vous de *Balzac et la petite tailleuse chinoise* [roman de Dai Sijie]. Pendant la Révolution culturelle chinoise, Balzac était important.

R.D. : La chute du mur de Berlin n'a pas rendu service à Balzac...

A.-M.T. : Ni à Zola !

R.D. : Mais elle a rendu service à Stendhal.

La popularité de Victor Hugo ne tient pas qu'à son œuvre littéraire, mais aussi à son opposition à Napoléon III « le petit » et à son exil.

Emile Zola prend une autre dimension avec « J'accuse ». Le XX^e siècle est en grande partie celui d'Aragon, Sartre et Camus. Est-ce que l'écrivain national est en France un écrivain engagé ?

A.-M.T. : Pas seulement en France. Dans quantité de régimes politiques, la littérature est le seul moyen d'expression possible pour le débat. Le culte rendu à l'écrivain est souvent une manifestation

politique. L'écrivain national est un écrivain engagé jusqu'à une date récente. C'est certain qu'il y a eu un reflux dans les vingt ou trente dernières années. Si nous revenons au cas français, cette figure de l'écrivain engagé a été passablement codifiée par Jean-Paul Sartre.

Avec Qu'est-ce que la littérature ? en 1948...

A.-M.T. : Oui. Et, d'une certaine

manière, il s'est approprié cette figure pour la France. Sartre construit une généalogie très franco-française de l'écrivain engagé et s'y met au sommet. Cette figure de l'écrivain français comme écrivain engagé s'est imposée dans le monde : ni prosoviétique, ni proaméricain, équilibré, respectueux des droits de l'homme et de la libération des peuples. Depuis les années 90, cette figure est entrée en crise. Avec la fin de la guerre froide, il y a eu une forme de recomposition de la valeur politique et sociale de l'écrivain.

R.D. : Plutôt vers une dévaluation...

A.-M.T. : Oui, ou une reconstruction...

R.D. : En tant que figure de solitude.

A.-M.T. : En tant que figure de pensée politique. L'écrivain Michel Houellebecq ne cesse de dire que l'écrivain engagé est une posture irresponsable.

En tout cas, l'écrivain du Parti est mort. Le Parti ayant lui-même disparu...

R.D. : Oui, bien sûr. Ce qui est mort, c'est la carte d'adhésion à quoi que ce soit.

A.-M.T. : La figure d'Aragon comme adhérent au Parti communiste français est très complexe.

R.D. : Le masochisme aragonien consistait à prendre sa carte, à la garder envers et contre tout. Cela n'a pas pu durer jusqu'à la fin. Il a retrouvé le plaisir d'être seul avec ses petits copains.

Cervantès en Espagne, Shakespeare en Angleterre, Goethe en Allemagne, Neruda au Chili, malgré les débats récents. Pour beaucoup de pays, l'identité de l'écrivain national coule de source. Pas en France, où de nombreux auteurs peuvent revendiquer le titre. Le fait qu'on s'écharpe autant est-il révélateur de la place particulière que tient la littérature dans l'Hexagone ?

R.D. : D'abord, on ne s'écharpe pas. Il y a embarras de candidatures.



“C’EST DE GAULLE QUI INCARNE LE MIEUX LA NATION FRANÇAISE. IL ÉTAIT ÉCRIVAIN ET HOMME D’ÉTAT. LE DÉNIVELÉ JOUE EN SA FAVEUR. À CÔTÉ DE LUI, RENÉ COTY OU GUY MOLLET NE FONT PAS LE POIDS.” RÉGIS DEBRAY

Il n'y a évidemment pas le dénivelé qu'il y a en Espagne avec Cervantès ou en Italie avec Dante. Ensuite, je crois que la nation a besoin d'incarnation, sinon c'est une entité abstraite. Chez nous, ce sont plutôt des politiques, des militaires, ou les deux. C'est de Gaulle qui incarne le mieux la nation française. Il était écrivain et homme d'Etat. Le dénivelé joue en sa faveur. A côté de lui, René Coty ou Guy Mollet ne font pas le poids.

Ne pensez-vous pas que la littérature a un statut particulier ? Malraux au ministère de la Culture sous de Gaulle ou la bibliothèque de Mitterrand en sont des signes.

R.D. : C'est une marque déposée que nous avons de plus en plus de mal à honorer. Mais c'est vrai que cela fait partie de la mythologie nationale. Cela vient du XVIII^e siècle et de Voltaire et Rousseau. La figure particulière de l'homme de lettres est un héritage des Lumières et de la Révolution française. Aujourd'hui, à part le livre d'Anne-Marie Thiesse et le mien, personne ne s'intéresse à la figure de l'écrivain national.

A.-M.T. : J'espère que nous allons susciter beaucoup d'intérêt sur ce sujet. Petite remarque : l'écrivain national est un écrivain national. Il y a très peu de femmes...

R.D. : Mais comme nous vivons dans une société féminisée...

A.-M.T. : Peut-être que va être introduite une réflexion sur la féminisation de cette figure.

R.D. : Il y a eu des funérailles nationales pour Colette. Mais le mythe n'a pas pris.

A.-M.T. : Au Chili, il y a eu le projet de rebaptiser « Pablo Neruda » l'aéroport de Santiago. Cela va avec l'idée de normaliser le pays et d'intégrer la scène internationale. Comme il y a Roissy - Charles-de-Gaulle, il doit y avoir Santiago-Pablo-Neruda. La question de donner le nom d'une femme a été soulevée. Il y a un prix Nobel de littérature féminin, le premier [Gabriela Mistral]. Mais cela n'a pas abouti.



“L'AUDIENCE MONDIALE DE HUGO ET DE BALZAC EST PLUS FORTE QUE CELLE DE STENDHAL. ILS SONT PLUS UNIVERSALISABLES. PENDANT LA RÉVOLUTION CULTURELLE CHINOISE, BALZAC ÉTAIT IMPORTANT.”
ANNE-MARIE THIESSE

R.D. : Un écrivain national, pour le devenir, doit être un peu castré ou émasculé politiquement. Pablo Neruda était candidat communiste à l'élection présidentielle chilienne. Il a été caricaturé en homme de Moscou. L'écrivain national doit avoir une stature telle qu'on oublie son appartenance conjoncturelle. Mais tout cela est fini, car nous avons changé

de médiasphère, nous sommes passés de la graphosphère à la vidéosphère. Aujourd'hui, ce sont Charles Aznavour, Yves Montand ou Edith Piaf qui, pour l'homme de la rue, représentent la France à l'étranger.

Ou Johnny Hallyday...

R.D. : Oui, il est même symptomatique. La foule considérable, peut-être 1 million de personnes, qui a entouré le cercueil de Victor Hugo se regroupe aujourd'hui autour de Johnny.

A.-M.T. : Mais aujourd'hui, Victor Hugo est infiniment plus connu à l'étranger que Johnny Hallyday.

R.D. : C'est vrai, si américain qu'il voulût être, Johnny Hallyday reste terriblement français. C'est même symptomatique que l'identification émotionnelle se fasse autour d'un chanteur plutôt que d'un écrivain. Autour de Sartre, on n'était pas plus de 20 000. Il n'a pas attiré les faubourgs et les banlieues au cimetière de Montparnasse.

Justement, le XIX^e siècle a connu Hugo, Chateaubriand, Flaubert, Stendhal, Balzac, Baudelaire ou Zola ; le XX^e siècle Malraux, Céline, Bernanos, Camus, Sartre ou Romain Gary. En comparaison, ce début de XXI^e siècle fait pour le moment pâle copie. Le génie français littéraire s'est-il évanoui ?

R.D. : Nous sommes trop dans la conjoncture et nous manquons de recul. Un écrivain national, c'est d'abord une légende, donc une mémoire. Toute époque s'estime inférieure à la précédente. Dans son manuel *Histoire de la littérature française* [paru en 1936], Albert Thibaudet décrit les années 30 comme de grandes années de vide. Il faut être un peu prudent.

A.-M.T. : Les Français sont particulièrement prudents. Ici, il est extrêmement rare qu'un écrivain entre de son vivant dans les programmes scolaires, voire universitaires. C'est bien plus fréquent à l'étranger. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR K. B.-V.

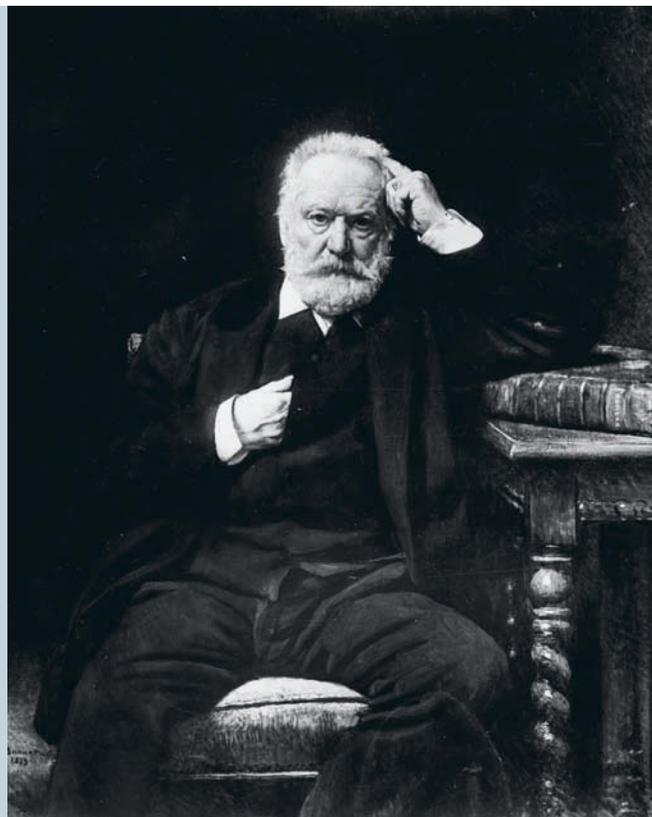
CETTE FAÇON BIEN À NOUS D'ÊTRE AU MONDE

PAR NATACHA POLONY

Victor Hugo, ses visions de poète mystique, ses putains sanctifiées, ce peuple de Paris qu'il a porté au sublime et qui l'a accompagné au Panthéon dans une immense bacchanale... Victor Hugo, Régis Debray l'écrit avec son verbe mordant, porte en lui la capacité française à s'élever à l'universel. Il est l'écrivain qui recompose par l'épopée la devise républicaine, cette fraternité des humbles, cet appétit de liberté, cette volonté d'opposer l'égalité aux privilèges et aux injustices. Il est celui que seuls pouvaient faire naître la Révolution, Valmy, les soldats de l'an II. Il est celui qui définit dans une trilogie, *Notre-Dame de Paris*, *les Misérables* et *les Travailleurs de la mer*, les trois déterminismes qui enferment l'homme : les religions, l'injustice sociale et la nature dans toute sa rudesse.

Mais si Victor Hugo peut apparaître, plus que Racine, plus que Molière, plus que Balzac ou Flaubert, comme l'incarnation littéraire du souffle national, c'est bien parce qu'il existe une spécificité, un esprit des peuples, que la globalisation consumériste et le divertissement généralisé n'ont pas éteint. La France, plus que toute autre, est une nation littéraire. Ce sont des œuvres qui la définissent, et non quelque texte de loi. Et sans doute est-ce pour cette raison qu'elle est particulièrement rétive aux uniformisations utilitaristes.

Aussi, comment définir, par-delà la figure de l'écrivain national, le « génie français », ce caractère irréductible que le pays devrait défendre face aux assauts de l'indifférenciation et peut-être même proposer au monde comme un contre-modèle face au marché universel ? La France, pays d'ingénieurs et d'agronomes, pays de frondeurs et de jouisseurs, pays où l'on cultive cet art de trancher autour d'une table les conflits et les débats. Il y a sans doute en premier lieu une géographie française. Nulle part sur Terre ne se retrouve ce qui se passe à cet endroit, sur le 35° parallèle, une telle concentration de climats et de paysages divers, une tempérance des éléments qui porte vers le bonheur.



VICTOR HUGO, incarnation littéraire du souffle national. Portrait de Léon Bonnat (1879).

La notion de terroir est difficilement traductible, mais elle est pourtant la plus belle arme contre cette expression du marché dévorant qu'est la marque. Un produit de terroir nous raconte une géographie et une histoire qu'il doit restituer avec authenticité, un produit de marque nous vend une étiquette pour nous faire oublier ce qui se cache derrière.

Pas davantage traductible, notre conception de la laïcité, c'est-à-dire d'un espace public neutre dans lequel tous les citoyens participent à la définition du bien commun, un espace qui garantit à chacun de ne pas être prisonnier de ses déterminismes, de pouvoir, dans ce monde d'exaltation de la « différence », être différent de sa différence. Et derrière, l'idée d'école républicaine, c'est-à-dire d'une émancipation par les savoirs universels, que la puissance publique garantit au peuple. Mais également cette conception si particulière de la bioéthique qui fait de la France le premier pays à s'être doté d'un comité pour en débattre. Une conception fondée sur l'idéal des Lumières : user de notre humanité toujours comme d'une fin, jamais comme d'un moyen.

Depuis quelques décennies, les gouvernants français, les élites françaises en général, ont pris l'habitude de s'excuser de n'être pas allemandes ou anglo-saxonnes. Nous pourrions pourtant proposer au monde, dans nombre de domaines, une alternative au modèle global de réduction de l'homme à un rouage de la machine économique. ■

“UNE AFFAIRE DE PANACHE”

Qu'est-ce que le génie français ? Pour Régis Debray, il s'incarne dans la littérature et la figure de Victor Hugo. Mais peut-il vraiment se circonscrire à ce domaine ? Nous avons interrogé des Français sur la question. **PAR BRUNO RIETH ET ALEXANDRA SAVIANA**

Avouons-le, il y a des questions plus simples que les autres. Surtout lorsqu'on n'est pas très familier avec les concepts, que l'on n'a pas été dressé à rebondir sur n'importe quel sujet ou à ergoter des heures entières à partir de l'insignifiant. Ainsi, définir ce qu'est le « génie » peut paraître un sommet vertigineux, s'aventurer à la recherche du sens profond de ce qu'est être « français », un abîme sans fond. Alors, répondre à la question « qu'est-ce que le génie français ? » n'a rien d'une sinécure. « *Le génie français... Là, vous n'êtes pas tendre avec moi. Laissez-moi deux minutes de réflexion* », temporise

Dominique Yvon, 73 ans, ancien conseiller technique de sport de montagne en Corse, aujourd'hui référent d'Anticor (association de lutte contre la corruption, pour l'éthique en politique) sur l'île de Beauté. Ce combattant infatigable de la probité publique débusque finalement son idée : « *C'est d'abord un esprit. Cette capacité à remettre en cause l'ordre établi, de communier dans une forme de conscience collective lorsque le moment l'exige.* »

Un esprit qui s'incarne tout à la fois par la voix des grands hommes comme dans celle des gens de peu. « *Me vient bien évidemment à l'esprit l'appel du 18 Juin du général de Gaulle, poursuivit-il, rappelant à ses contemporains cet esprit de résistance, si français, qu'ils avaient oublié. Mais aussi Gavroche, ce personnage de Victor Hugo, petit gamin des rues de Paris, défiant en chantant les gardes nationaux réprimant l'insurrection parisienne.* » Ce refus de l'ordre établi peut également prendre une forme collective. Selon



Grayscale

Dominique Yvon, le référendum français sur le traité de constitution pour l'Europe, en 2005, en est le parfait exemple. « *En janvier, à écouter les sondages, les Français n'avaient même plus besoin d'aller voter puisque le oui avoisinait les 60 %, se souvient-il. Et puis quelque chose s'est mis en marche. Les gens se sont emparés du sujet.* »

Remise en cause

Benoît, 27 ans, étudiant en sciences politiques en région parisienne, va encore plus loin. C'est avant tout une affaire de « *génie révolutionnaire* ». « *Cette capacité que le pays a pu avoir de s'emparer du pouvoir, pour ensuite le redistribuer, explique-t-il. Cette effervescence intellectuelle perpétuelle, notamment pendant tout le cours du XIX^e siècle et le début du XX^e, est incroyable. Elle s'est peut-être un peu épuisée par la suite, mais...* » Il laisse échapper un rire, puis reprend : « *Depuis le début de la Révolution française, le pays a toujours su se remettre en question, >*



Charles Plattau / Reuters



AFP

CETTE CAPACITÉ À REMETTRE EN CAUSE L'ORDRE ÉTABLI, Louise Michel pendant la Commune de Paris, Coluche avec les Restos du cœur et de Gaulle avec son appel à la résistance l'ont chacun incarnée à un moment de l'histoire de France.



Georges Gobet / AFP

► *pour le pire comme pour le meilleur.* » Benoît s'enflamme, réfléchit à haute voix, et puis, soudain, une nouvelle idée affleure. « *Si je devais incarner le génie français en une personne, ce serait Louise Michel, dit-il d'un ton réjoui, invoquant la figure de la Commune de Paris. Mais, si je devais vous parler d'un événement, j'évoquerais la Résistance, lors de la Seconde Guerre mondiale. La Commune et la Résistance. Pas mal comme programme, non ?* »

Imité, jamais égalé

Effectivement. Sauf si, comme Vanessa, Parisienne de 30 ans et supportrice du PSG, on refuse de réduire cette question aux seuls grands événements historiques ou « *aux qualités intellectuelles* » de tel ou tel personnage : « *Pour moi, Zinedine Zidane, c'est aussi ça, le génie français. Par sa technique de jeu, son tempérament. Il suffit d'aller à l'étranger pour se rendre compte de l'aura qu'il conserve encore aujourd'hui. Et puis, dans le génie français, il y a aussi une affaire de panache. Et ça, il n'y a pas photo, c'est Gérard Depardieu !* » Ce qui aurait pu lancer un sérieux débat avec Thomas, 32 ans, Marseillais d'adoption depuis quelques années. Il nous avait prévenus par message vouloir évoquer la figure de Coluche, mais, au téléphone, cet ancien artisan boulanger s'est finalement ravisé.

« *C'est dans la gastronomie que se trouve le véritable génie français. On est les seuls au monde à savoir véritablement faire du pain ou des croissants au beurre* », s'enorgueillit-il. Et sa réflexion va plus loin : « *Du plaisir de la table et de la convivialité, on a fait un art. Un art pour tous. Quels que soient nos interdits alimentaires, on peut toujours trouver un très bon plat et pour toutes les bourses. De la cuisine gastronomique à 300 € l'addition, à celle de grand-mère à 10 € le plat. Même les snacks sont de bonne qualité.* » Surtout, ce qui le fascine toujours autant, c'est la diversité de cette « *culture gastronomique* ». « *J'ai fait le tour de France ; dans chaque région, on trouve des cuisines différentes qui allient à la fois le terroir tout en y associant des influences extérieures, constate-t-il. Soit étrangères, soit d'autres régions. C'est peut-être là notre génie, conserver cet esprit de la recette de grand-mère sans pour autant rester dans une culture figée. C'est une cuisine ouverte, qui s'enrichit des autres cultures sans s'oublier.* » Un art qu'il pratique au quotidien : il a trouvé une place de chef dans un restaurant de quartier.

On s'interroge. Le génie français aurait-il une forme de croissant ou de pain au chocolat ? Comme Thomas, Sarah, 24 ans, pâtissière à Narbonne, place les viennoiseries au-dessus de tout. « *Vous avez déjà*

DES TALENTS AU SERVICE DE TOUS

Le footballeur Zinedine Zidane a largement contribué à la victoire de l'équipe de France, lors du Mondial 1998. L'astrophysicien Aurélien Barrau alerte sur les dangers du réchauffement climatique. Et le croissant participe de la convivialité des plaisirs de la table.



Louis Teran / Madame Figaro



Avel Coeurret / Hemis

essayé de manger une chocolatine ailleurs qu'en France ? s'écrie-t-elle. C'est une folie ! » Mais sa déformation professionnelle reprend vite le dessus. « *Je devrais peut-être dire les macarons, dit-elle, s'excusant presque. C'est une pièce unique, et culte. Demandez à n'importe quel étranger de vous citer une pâtisserie française, et je suis prête à parier que la réponse sera invariablement le macaron. C'est génial, ça !* » A travers le combiné, on l'entend discuter avec ses collègues quelques secondes : « *En cuisine, on me fait remarquer que la pâtisserie française est copiée partout dans le monde. Nous sommes le pays qui est parvenu à créer de vrais procédés, des formules, un art. Que sont les puddings, les cheesecakes et les cupcakes à côté de notre travail du sucre et du chocolat ?* »

Loin de la cuisine et de l'art de vivre à la française, Didier, 59 ans, habitant l'Hérault, préfère évoquer le 7^e art. « *Le génie français, ça se résume en un dialoguiste, et un seul : Michel Audiard, indique-t-il d'un*



“LIBERTÉ,
ÉGALITÉ,
FRATERNITÉ’,
AVOIR CET
OBJECTIF DANS
LE VISEUR,
ÇA RESTE
MAGNIFIQUE.”

AZAD, 47 ANS

33 ans, professeur d’histoire à Montauban, laisse planer un long silence avant de s’étrangler : « *L’expression revêt une dimension assez passéiste, vous ne trouvez pas ?* » Mal à l’aise avec la notion, il hésite, revient sur ses mots, puis finit par mettre le doigt sur ce qui l’agace : « *Pourquoi vouloir avoir un génie spécifiquement français, alors que tous les peuples communiquent entre eux ? Les géants de notre littérature ont été très inspirés de leurs lectures et de leurs expériences à l’étranger. Je refuse de parler de génie français. Je préfère parler de génie humain.* »

Joël Saget / AFP

ton définitif. *Toujours imité, jamais égalé. Personne ne pourra jamais le surpasser.* » Fan absolu des *Tontons flingueurs*, Didier semble prêt à parler des heures de son héros : « *Audiard, c’est le franc-parler, la spontanéité, la finesse, mais, surtout, c’est la connaissance de la vie. Il savait comment parlaient et à quoi ressemblaient les vraies gens. Quand je regarde un de ses films, j’ai l’impression de me voir. Pourtant, je ne suis pas un génie... Mais lui, il l’était.* » Avec plaisir, il égrène les noms des acteurs qui ont marqué son film culte : « *Lino Ventura, Bernard Blier, Claude Rich... Ils étaient fabuleux. Ils n’ont peut-être jamais été aussi bons que dans ce film. C’est normal : quand on travaille avec un génie comme Audiard, je pense qu’on devient un peu génie soi-même.* »

Si Azad, 47 ans, connaît lui aussi son Audiard sur le bout des doigts, selon lui le génie français se résume avant tout par ce triptyque : « *Liberté, Égalité, Fraternité* ». *Avoir ces trois mots en devise, c’est quand même autre chose que l’“Ordre et progrès” brésilien, ou “L’aide de Dieu, l’amour du peuple, la force*



Gérard Landaou / INA / AFP

du Danemark” danois. » Pour ce Français d’origine kurde, arrivé en France à 2 ans et naturalisé à 21 ans, « *avoir cet objectif dans le viseur, même si le chemin pour y arriver est encore long, ça reste magnifique. Cette devise a une portée universaliste et émancipatrice. Le génie français, c’est ça, c’est définir notre nation comme une entité politique, sans référence à des bondieuseries ou à des origines ethniques. Pour un Français comme moi, immigré de la première génération, c’est très fort et ça rend fier.* »

Pour certains, la question reste néanmoins incongrue. Yann,

“QUAND ON TRAVAILLE avec un génie comme Michel Audiard, on devient un peu génie soi-même”, estime Didier, 59 ans. Ci-dessus, le dialoguiste en 1961.

Effet miroir

Le génie français agit souvent comme un miroir sur les personnes interrogées. Quiconque s’y trouve confronté finit presque invariablement par citer en exemple une valeur qui lui est chère. En témoigne Xaviéra Frisch, habitante de Frescaty, près de Metz, passionnée par la question écologique. « *Pour moi, le génie français est encore à inventer, explique la jeune femme. Il s’exprimera quand il saura trouver les solutions pour résoudre le changement climatique. C’est le plus grand défi auquel nous avons été confrontés à ce jour. Il faudra redoubler d’inventivité pour nous sortir de ce mauvais pas.* » Xaviéra n’aime pas regarder en arrière, mais accorde tout de même des bons points à ses contemporains : « *Je trouve que l’astrophysicien Aurélien Barrau a du génie. Il tente de vulgariser et de mettre des mots sur la catastrophe vers laquelle nous nous précipitons. C’est assez unique.* » ■ B.R. ET A.S.



L'IDÉE RÉPUBLICAINE DE LA SEMAINE

LE SENS DE LA RÉPARTITION

Emmanuel Faber, PDG de Danone, a affirmé à propos de ses revenus et de ceux d'autres PDG, que « *les Américains rigolent quand ils voient [leurs] salaires* ». M. Faber gagne annuellement 1 million d'euros fixes, plus 1 million d'euros de bonus. Et notre grand patron si méritant s'est lancé dans une explication selon laquelle il était « *très compliqué de baisser les salaires des patrons* ». Notons tout d'abord que, pour un salarié, si celui-ci perçoit un treizième mois ou une prime de fin d'année, elle ne représente, comme son nom l'indique, que l'équivalent d'un mois de salaire. Même chose en cas de prime de résultat ou de participation aux bénéfiques, celles-là restent bien en deçà d'un mois de salaire. Dans le cas de notre PDG, nous arrivons à 100 % de ses émoluments annuels ! Il nous explique la complexité de baisser les salaires des patrons. Or, à l'autre bout de la chaîne, on nous assène qu'il serait catastrophique d'augmenter les revenus des salariés, que le coût du travail constitue un gouffre, et que même le Smic est une hérésie... Si on ne peut ni augmenter les bas salaires, ni baisser les plus importants, comment va évoluer le pouvoir d'achat de la majorité des citoyens ? C'est là qu'une idée des plus simples m'est venue : laissons notre cher patron percevoir son million d'euros de salaire annuel. Versons-lui l'équivalent d'un treizième mois, environ 10 % du salaire pour faire simple, soit 100 000 €, bonus somme toute substantiel. Et que les 900 000 € restants soient redistribués aux salariés du groupe. Ni baisse pour les uns, ni hausse pour les autres, une simple répartition qui générerait une relance de la consommation... ■ **STEPHAN CHATRON, REIMS**

LES PROFS AU SMIC HORAIRE

Jean-Michel Blanquer ment quand il parle « *des heures supplémentaires plus nombreuses et leur défiscalisation* » comme mesures ciblées à venir ! Les heures sup n'existent pas pour les professeurs des écoles (bac + 5, faut-il le rappeler) ! Il y a le temps passé devant les élèves, mais tout le travail pour préparer les cours, corriger les copies, recevoir les parents d'élèves, les réunions, etc., n'est pas pris en compte, ce qui fait que leur salaire ramené aux heures travaillées équivaut à peine au Smic ! ■ **ÉVELYNE G.**

Courrier

LES PRINCIPES ET LA RÉALITÉ

Article 1^{er} de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.* » La devise de la République pose, quant à elle, les principes de liberté, d'égalité et de fraternité. A l'évidence,

la réalité demeure tout autre. C'est le cas, par exemple, pour l'accès encore très inégalitaire à l'information et à la culture. Tout le monde n'a pas les mêmes chances. Ce décalage souligne à quel point l'aboutissement de ces projets fondateurs de notre histoire reste éloigné. ■ **RENÉ ROBERT, AIGUILHE**

LE RESPECT EST UNE VERTU CARDINALE

Pour poursuivre le débat entamé dans Marianne, entre ceux qui sont favorables à la censure des propos homophobes dans les tribunes des stades de foot et ceux qui n'y voient là que l'expression d'un folklore viril, permettez-moi d'apporter mon grain de sel. Je croyais naïvement que, dans la pratique du sport (quelque discipline que ce soit), la vertu cardinale était le respect de l'adversaire. Or il me semble que les injures à caractère homophobe ou raciste ne sauraient traduire cet « esprit viril

mais respectueux » prôné par les instances sportives. En Angleterre, où le sport est considéré comme une discipline nécessaire à l'accomplissement de la personne, les tribunes dans les stades sont occupées par deux sortes de « supporteurs » : les abrutis gavés de mauvaise bière qui vocifèrent des slogans abjects et qui ont le coup de poing aussi facile que le coup de gueule, et ceux qui entonnent des chants (parfois virils) pour encourager les joueurs de leur équipe. ■

RENAUD PÂRIS, LYON

Vous écrivez ?

Les éditions **amalthée**

recherchent de **nouveaux auteurs**



Envoyez vos manuscrits :

Éditions Amalthée – 2 rue Crucy, 44005 Nantes cedex 1
Tél. **02 40 75 60 78** / www.editions-amalthee.com

QUEL MODE DE VIE EUROPÉEN ?

PAR GUY KONOPNICKI

Puisque la Commission en a décidé ainsi, nous avons non seulement une identité européenne, mais aussi un mode de vie qu'il convient de protéger. Par Aphrodite et Dionysos, nous serions enclins à nous réjouir de voir un Grec chargé de la défense d'une manière de vivre confondue avec l'identité de l'Europe. Nous aurions enfin une Europe enchantée, après tant d'années passées à mesurer les quotas laitiers et à fixer les taux de déficit tolérés. Jusqu'à présent, en dehors d'un minimum juridique énoncé dans la Convention européenne des droits de l'homme, l'Union européenne ne s'est guère préoccupée de ce qui pourrait constituer une culture commune. Moins encore un mode de vie. L'histoire nous apprend, certes, que bien des choses prennent forme au moment où il devient impérieux de les défendre. Il en fut ainsi de la nation française, dont la scène primitive fut une fameuse charge de volontaires aux pieds nus, hurlant son nom pour la première fois sous le moulin de Valmy. Du mode de vie européen, nous ne savons pas grand-chose, sinon que ces termes flous permettent de faire accepter celui, plus contesté, d'« identité ».

Ce mot appelle toujours les protestations indignées de tous ceux qui crient au viol d'identité pour peu que l'on invite un groupe religieux à respecter les règles communes. Les Européens, ensemble ou pour chacune des nations, ne sauraient revendiquer une identité sans éveiller le soupçon. Dans les faits, ils ne se sont pas rassemblés sur la base d'une culture commune, mais en fonction d'intérêts matériels qu'il convenait d'harmoniser pour éviter de repartir comme en 14 et en 39. Or, cette construction marchande de l'Europe a commencé alors même que deux guerres mondiales venaient de ruiner l'Europe de la culture. Celle dont Stefan Zweig se souvenait dans son exil. Cette Europe où, depuis la Renaissance, les idées, les courants littéraires et artistiques trouvaient des correspondances d'un pays à l'autre. La circulation des œuvres relève désormais du commerce international. Il n'y a pas de mouvement culturel spécifique aux Européens. Depuis chaque pays, les écrivains et les artistes n'ont aucune raison de se tourner vers une autre partie du Vieux Continent, de préférence à

n'importe quel pays du monde. Dans cette Europe fondée sur le fameux couple franco-allemand, les Français ont pratiquement abandonné l'apprentissage de l'allemand.

Le mode de vie commun aux Européens n'a pas grand-chose de particulièrement européen. Les périphéries des villes tendent à se ressembler, par l'architecture des cités, cet héritage tristement universel de la seconde partie du XX^e siècle. Les objets de consommation de masse, matérielle et culturelle, ne sont pas plus caractéristiques de l'Europe que les circuits immatériels qui les diffusent de par le monde. Aux vieilles pierres près, les centres des villes eux-mêmes se ressemblent, avec les rues piétonnes aux faux pavés anciens et leurs enseignes de marques mondialisées.

La mondialisation uniformise jusqu'aux vêtements, la nourriture résiste à peine, en France et dans le sud du Vieux Continent. Cependant, nous avons désormais un commissaire européen chargé de défendre notre mode de vie... En vérité, il s'agit de la politique d'immigration et des problèmes de cohabitation qui en résultent. Malheureusement, les pays constitutifs de l'Union européenne ne partagent pas une même conception de ce qu'ils entendent défendre. Le principe des libertés individuelles semble assez bien partagé, proclamé par tous, mais il n'a pas le même sens dans chaque pays. Ainsi, en France, l'exercice de ces libertés se conçoit dans la laïcité de l'espace commun. Notre mode de vie ne peut s'accommoder des exigences religieuses.

Celui d'une grande partie de l'Europe se fonde sur des définitions religieuses, si bien que l'on accepte ou l'on refuse une autre religion.

Le commissaire à la défense du mode de vie européen, Margaritis Schinas, vient d'un pays, la Grèce, où l'Eglise orthodoxe jouit de privilèges et il est issu d'un parti, la Nouvelle Démocratie, qui défend cette tradition. Est-ce bien notre mode de vie commun ? En vérité, ce qui unifie l'Europe, dans les mœurs, la culture et les échanges marchands, ne lui appartient pas en propre. Ce qui la divise, ou, si l'on préfère, ce qui maintient sa diversité, relève du mode de vie à défendre. En France, cela s'appelle la laïcité. ■



UN SYNDIC DE COPROPRIÉTAIRES GOUVERNE LA FRANCE

PAR JACK DION

Sur 30 membres du gouvernement, ils sont une douzaine à n'avoir qu'une idée en tête : être ou ne pas être candidat aux élections municipales de mars prochain, et si oui à quelle place. Si c'est à la première, ils devront abandonner leur maroquin. Si c'est une autre, ils pourront conserver leurs deux casquettes, ce qui leur permettra de prévenir d'éventuels retournements de situation en envisageant une nouvelle aventure. On ne sait jamais. Autant ne pas courir de risque quand bien même on reproche au simple pékin de ne pas en prendre.

A priori, on devrait attendre des ministres un dévouement total et entier à leur mission, l'une des plus prestigieuses qui soient. Quoi qu'on pense de leur action et de leur bilan, nul ne devrait pouvoir les soupçonner de calculs de boutiquiers, d'interrogations sur leur déroulement de carrière ou de spéculations sur un futur aléatoire. Mais, entre les principes et la réalité, il y a un monde.

En lieu et place du gouvernement, on a un syndic de copropriétaires qui veillent plus attentivement sur leur patrimoine politique que Nicole Belloubet, ministre de la Justice, sur son patrimoine immobilier. Cette dernière a en effet confirmé avoir « oublié », en 2017, de déclarer une maison dans l'Aveyron et deux appartements parisiens, ce qu'elle a corrigé depuis. Dès lors qu'il est question de leur avenir, ses collègues du gouvernement n'oublient rien, eux.

A tout seigneur, tout honneur : Edouard Philippe ne sait toujours pas s'il débarquera dans le port du Havre pour retrouver son poste, actuellement occupé par Luc Lemonnier. En ce qui concerne Paris, le Premier ministre a jeté l'éponge. En revanche, nul ne sait s'il va jeter l'ancre dans la ville qui lui tient tant à cœur, au grand dam de Luc Lemonnier, qui se verrait bien rester en place. Ce dernier ne se fait aucune illusion. Si tel est le bon plaisir de l'hôte de Matignon, il devra passer de l'équipe première à la réserve. La tension est palpable. *Le Parisien* titre : « Edouard Philippe prépare déjà la suite. » On devine qu'il ne s'agit aucunement de la formation d'un nouveau gouvernement. De son côté, *Libération* se lance dans l'anthropologie politique via une enquête au Havre « sur les traces des "tripes" d'Edouard Philippe ». On se croirait dans un road trip.

Sans que l'on sache s'il pensait à son propre cas, Edouard Philippe a fait savoir que les ministres pourraient être candidats aux élections municipales tout en restant au gouvernement, mais à condition de choisir entre les deux fonctions au cas où ils seraient élus maires. Ils seront donc ministres à temps partiel quand ils battront la campagne (électorale) afin d'avoir le droit de postuler à deux postes à l'arrivée. Elle est pas belle, la vie ?

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, est demeuré premier adjoint au maire de Tourcoing, preuve que le cumul a encore de beaux restes. Et demain ? L'homme qui vénère deux dieux (Sarkozy et Macron) fera connaître sa décision le 14 février. Le choix de la date idoine a été éclairé par

ce propos : « Je déclarerai mon amour à Tourcoing le jour de la Saint-Valentin. » A son âge (36 ans), on peut se permettre un retour sur ses terres en vue d'un avenir qui pourrait être hypothéqué par une fin de quinquennat agitée. En attendant, il faut faire le sale boulot sans laisser (trop) percevoir qu'on a l'esprit ailleurs. On a le sens de l'Etat ou on ne l'a pas.

Nombre d'autres, qui ne s'imaginent pas un destin national, se contenteraient bien d'un festin municipal. Sébastien Lecornu (Collectivités locales), Didier Guillaume (Agriculture), Geneviève Darrieussecq (Anciens Combattants), Marlène Schiappa (Egalité femmes-hommes), Agnès Pannier-Runacher (Economie), Emmanuelle Wargon (Transition écologique) et quelques autres étoiles de moindre éclat ont mis deux fers au feu, comme si leur préoccupation première était déjà loin du siège de leur ministère.

A force d'entendre Emmanuel Macron vanter la « start-up nation » inspirée du capitalisme californien en guise d'horizon, ils ont fait de leur responsabilité nationale une simple étape dans leur vie professionnelle.

Pourtant, la plupart des susnommés n'auront aucun problème de recyclage en cas de besoin. Vu qu'ils sont tous (ou presque) issus de l'élite, ils sont assurés de ne pas connaître le sort peu enviable des ouvriers virés de leur boîte du jour au lendemain et qui savent que la seule porte qui s'ouvre à eux est celle de Pôle emploi. Tant mieux pour eux. Mais au moins pourraient-ils se sentir investis de la mission qui leur vaut d'être là où ils sont. ■



CHERS DÉPUTÉS DE LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ

Je ne suis pas un spécialiste de la question, mais je me demande pourquoi vos permanences sont souvent saccagées. Ces hommes et femmes du terroir viennent briser, construire un mur ou vider une remorque de fumier avec les risques judiciaires que cela comporte alors qu'à la ferme il y a tant de travail, dimanches et jours fériés compris. Pourquoi sont-ils tant aux abois pour prendre de tels risques et perdre leur temps si

précieux ? Vous êtes-vous posé la question d'un tel comportement ? Je vous écoute parler de rentabilité, d'échanges productifs.

Eux parlent de santé primordiale, de qualité, de saveur, du déclin du monde paysan, à l'encontre de cette concurrence déloyale qui étouffe nos éleveurs, incapables de s'aligner sur les prix bas de ces exploitations gigantesques. Résultat : la campagne française se désertifie, le chômage

augmente, les suicides du monde rural aussi. Ces immenses fermes où on transforme les animaux herbivores en omnivores à force d'être nourris avec des farines animales, avec l'usage forcené d'antibiotiques pour parer les contaminations dues à la promiscuité. Bientôt une nouvelle vache folle résoudra peut-être le problème. Les sirènes de Bruxelles vous hypnotisent-elles à ce point que vous ne voyez plus votre douce France ? ■ **JEAN-LOUIS BONNIN**

CETTE MALADIE QUI RONGE LE FOOT

Faut-il interrompre des matchs de football en cas de cris ou de banderoles jugés homophobes ?

Le premier risque, bien sûr, c'est de voir des groupuscules se livrer à une véritable compétition, en affichant comme un record à battre le nombre de matchs qu'ils ont fait arrêter. Pour autant, on ne peut pas accepter l'inacceptable, et c'est un problème sur lequel il faut se pencher, même si les attitudes sont plus pitoyables que condamnables, et plus proches de la sottise que de la haine. Au-delà de ce phénomène, ne faut-il pas se pencher sur le cas du football en général et se demander si lui-même n'est pas un grand malade ? Dans tous les grands stades, les spectateurs sont séparés du terrain par de très hautes grilles. Certains matchs sont encadrés par un service d'ordre important, pour ne pas dire impressionnant. Si tel n'était pas le cas, il est fort à parier que chaque semaine verrait son lot de violences, il y aurait probablement des morts. Le Tour de France est l'un des événements sportifs les plus populaires au monde. On peut sans doute estimer à plus de 20 millions le nombre de spectateurs chaque année au bord de la route. Les arrivées sont sécurisées,

des barrières sont placées au sommet des cols. Hormis quelques policiers dans la traversée des villes et des motards qui accompagnent les coureurs, la sécurité s'arrête là, rien d'autre entre les familles au bord de la route et les concurrents de cette épreuve de légende. Trois semaines de spectacle gratuit sur plus de 3 000 km de route sans incidents notoires. Des banderoles, il y en a pourtant au bord de la route ! Mais jamais de haine. Au contraire, on salue indistinctement Julian Alaphilippe, Thibaut Pinot, Marion Rousse et Franck Ferrand dans un enthousiasme pittoresque et bon enfant. Qu'ont donc raté les supporters des équipes de football pour que l'on soit obligé de les parquer et de les canaliser ainsi ? Là est la véritable question. Offrir comme modèle des hommes souvent dépourvus d'humilité dont le marqueur de la réussite se situe au niveau du prix et de la puissance de leur voiture de sport n'est peut-être pas la meilleure des idées. Alors, que faire ? Peut-être aligner plusieurs Didier Deschamps et beaucoup de Corinne Diacre et d'Amandine Henry comme personnages emblématiques...

■ **GILBERT DENIS, MONTBRON**

Marianne

MARIANNE, 28, rue Broca, 75005 Paris
TEL.: 01 53 72 29 00 FAX: 01 53 72 29 72

FONDATEURS : Jean-François Kahn, Maurice Szafran.

DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Richard Lenormand.

RÉDACTION

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION : Natacha Polony (2926).

DIRECTEURS ADJOINTS DE LA RÉDACTION :
Gérald Andrieu (29 15), Franck Dedieu (29 39),
Jack Dion (29 38).

ÉDITORIALISTE : Jacques Julliard (29 03).

DIRECTRICE DU NUMÉRIQUE : Delphine Legouté (29 29)

RÉDACTION EN CHEF : Maureen Aurioi (photo) (29 37),
Kévin Boucaud-Victoire (débat-ideas) (29 84), Lucas Bretonnier
(société) (29 54), Isabelle Chazot (savoir-vivre) (29 56),
Nedjma van Egmond (culture) (29 17), Martine Gozlan (29 25),
Alain Léauthier (monde) (29 44), Périco Légasse (savoir-vivre)
(29 65), Soazig Ouéméner (politique) (29 07),
Thomas Vampouille (marianne.net) (29 98)

CHRONIQUEUR : Guy Konopnicki (29 64).

FRANCE : Anthony Cortes (29 34), François Darras, Laurence
Dequay (grand reporter social) (29 24), Etienne Girard (29 67),
Louis Hausalter (29 05), Hadrien Mathoux (29 21), Bruno Rieth
(29 78), Alexandra Saviana (29 14).

INVESTIGATION : Laurent Valdiguié (grand reporter) (29 62),
Vladimir de Gmeline (grand reporter) (29 95),
Emmanuel Lévy (rédacteur en chef adjoint) (29 20).

MONDE : Anne Dastakian (grand reporter) (29 23) ;
correspondants : Diane Cambon (Espagne), Ariel F. Dumont
(Italie), Yona Heloua (Etats-Unis), Julien Lacroie (Israël),
Fabien Perrier (Grèce), Agnès Catherine Poirier
(Grande-Bretagne), Thomas Schnee (Allemagne).

CULTURE : Frédéric Briard (29 57), Myriam Perfetti (29 53).

ASSISTANTE : Elsa Bessot (29 26).

JEUX : Jean-Paul Cordier.

JOURNAL DES LECTEURS : lecteurs@journal-marianne.com.

ÉDITION : Myriam Perfetti (première SR) (29 53),
Stéphane Blondet (29 58), Jean-Emmanuel Dèbes (29 32),
Nathalie Marechal (29 60).

MAQUETTE : Thierry Feuillet (direction artistique) (29 27),
Laila Kettani Bezemer (29 80), Fabien Mallet (29 69).

PHOTO : Frédéric Briard (29 57), Gaëlle Gauducheau (29 28).

ADMINISTRATION

SERVICES GÉNÉRAUX : Marie Filipovic (29 90).

RESSOURCES HUMAINES : Myriam El Barch (29 99).

INFORMATIQUE : Philippe Briansoulet (29 77).

DIFFUSION

DIRECTRICE DE LA DIFFUSION : Catherine Cathala (29 35).

MARKETING ABONNEMENTS : Malika Laghzou (29 94),

Eric Vandeleene (29 91).

VENTES MESSAGERIES : VIP Diffusion Presse – Frédéric Vinot
n° Vert : 08 00 51 49 74.

FABRICATION

DIRECTRICE DE LA FABRICATION : Isabelle Michaux (29 33).

PHOTOGRAVURE : Keygraphic.

IMPRIMERIE : Newsprint Lieusaint (77). ISSN : 2425-4088 / No
CPPAP 1022 C 89227 Printed in France / Imprimé en France.

PUBLICITÉ : CMI Media, Valérie Masson
3/9 avenue André Malraux – 92300 Levallois-Perret
01 87 15 48 97.

 Origine du papier Allemagne
et France. Taux de fibres
recyclés 85 %. Certification
100 % PEFC. Ptot kg/0,004.



SERVICE ABONNEMENTS

Pour nous contacter : 01.55.56.70.93
abonnements@journal-marianne.com
MARIANNE - 4, rue de Mouchy - 60438 NOAILLES CEDEX
TARIFS ABONNEMENTS
France métropolitaine - Particuliers - 1 an (52 n°) 120 €
ABONNEMENT POUR LA SUISSE :
Dynamapresse SA, Avenue Vibert 38
- 1227 Carouge - Tél. : 022 308 08 08
- dynamapresse.ch - 1 an - 52 n° CHF 179.
ABONNEMENT POUR LA BELGIQUE :
Edigroup, Bastion Tower Etage 20
- Pl. du Champ-de-Mars 5 - 1050 Bruxelles
- Tél. : 070 233 304 - abonne@edigroup.be
- 1 an - 52 n° 149 €
AUTRES PAYS : nous consulter.

Réagissez à l'ensemble de ces prises de position en écrivant à *Marianne*, « Journal des lecteurs »,
28, rue Broca, 75005 Paris, ou sur lecteurs@journal-marianne.com

Ce numéro comporte un encart broché « abonnements » (ventes) et une lettre de bienvenue posée sur une sélection abonnés France.

LA MALÉDICTION DES ANTI-PMA

PAR CAROLINE FOUREST

C'est une pluie de sauterelles qui s'abat régulièrement sur nos vies. A chaque avancée, des esprits s'étourdissent et se cabrent. Ils en ont le droit. Et nous, celui d'être lassés. C'est fatigant de devoir constamment les rassurer, juste parce qu'ils ont peur de la foudre.

Comme au moment du mariage pour tous, une poignée de députés conservateurs – excités en amont par les Associations familiales catholiques et le Vatican – se prépare à un déluge d'amendements pour ralentir les débats.

Thibault Bazin est l'un d'eux. Au cours de sa jeune vie de député, il a déjà tenté plusieurs croisades ayant échoué à marquer l'histoire : interdire les chewing-gums à l'Assemblée nationale, stériliser les chats errants et autoriser la chasse aux loups. Pour la révision des lois bioéthiques, il a déposé plusieurs centaines d'amendements (parfois des copiés-collés). Il va mener l'obstruction pendant des semaines, tel un chewing-gum collé à chaque article. Et après ?

On le sait bien, ils le savent bien, tout le monde sait, ces déluges d'amendements ne servent à rien. Un seul argument sensé vaut mieux qu'une pluie de mauvaise foi. La loi passera. Mais ces députés ne sont pas là pour améliorer la loi, ni même pour la contrer. Ils sont là pour exister. Quand on est conservateur, il n'y a qu'au moment des sujets de société qu'on peut s'offrir un bain de foule et battre le pavé. On comprend leur excitation. Qu'ils prennent garde, toutefois, à la malédiction. Non pas celle que redoute François-Xavier Bellamy pour la France. Celle qui frappe les antilibertés. Car celle-là s'est maintes fois avérée.

Après avoir prédit la fin du monde, connu la gloire fugace et l'ivresse de l'obstruction, les chevaliers de l'apocalypse disparaissent de l'histoire. Balayés. Oubliés. Comme une poussée de fièvre honteuse. Les seuls qui ont survécu, comme M. Estrosi, ont fini par inaugurer des centres LGBT dans leur ville pour se faire pardonner. Les autres, comme M. Mariani, ont échoué à l'extrême droite. Mais qui se souvient de M. Door ou de M. Plagnol, qui rivalisaient de saillies homophobes pendant les débats précédant l'adoption du Pacs ?

Ils nous prédisaient le sort de Sodome et Gomorrhe, la fin du monde, des pluies de cendres et une ribambelle de mariages entre cousins ou avec des animaux. La loi votée, leurs prophéties les ont ridiculisés. Le mariage a survécu. Des milliers de couples ont trouvé leur bonheur grâce à ce contrat plus souple. La vie a continué. Un mariage entre cousins avait été célébré. Mais il datait et concernait Christine Boutin, meneuse de la fronde contre le brouillage des repères familiaux.

Au moment du mariage pour tous, Mme Boutin s'est bizarrement effacée. Pour laisser place à Frigide Barjot et à une nouvelle fournée de députés surexcités. On a ressorti les tee-shirts, roses et bleus. On s'est remis à crier à la fin du monde. Cette fois, la hantise du progrès a rencontré la folie contagieuse des réseaux sociaux et la haine des institutions, jusqu'à déborder de violence dans les rues. L'esprit de fronde régnait. Paris ressemblait à un champ de bataille. Et la France s'est crue en guerre civile. Tout ça pour quoi ?

Qui croit encore que le monde va mal à cause du mariage pour tous ? Devenu le leader d'une droite sectaire et groupusculaire, Laurent Wauquiez n'a jamais retrouvé sa stature nationale après avoir mené ces manifs en imperméable rouge. Pas même lorsqu'il a troqué l'imper contre un gilet jaune, qu'il ne se souvenait plus avoir porté

tellement il aime se déguiser.

Est-ce la malédiction qui attend François-Xavier Bellamy ? Il aurait tout intérêt à tester le trajet inverse. Venir de la droite traditionaliste et tenter le chemin surprenant d'une droite républicaine qui sache garder son calme à l'occasion de ces débats. Qui regarde un peu plus loin et s'élève.

Notre famille à tous s'est élargie. Tout comme notre horizon. Nos forêts prennent feu sous l'effet de la déforestation et du réchauffement climatique. La planète crève de surpopulation et de pollution. Des jeunes se lèvent pour nous demander d'arrêter de consommer leur avenir. Et les traditionalistes pensent sauver l'avenir en interdisant la PMA pour toutes ? S'ils le croient vraiment, c'est leur malédiction. Pas celle de ceux qui tentent de déjouer la fatalité. ■



Abonnez-vous !

à partir de **52 numéros** **119€** au lieu de ~~208€~~

soit 2,29€ par semaine au lieu ~~4€~~



Edition digitale incluse avec votre abonnement

Marianne 

Bulletin d'abonnement

À renvoyer sous enveloppe affranchie à : Marianne - Service Abonnements 28 rue Broca - 75005 Paris
Abonnez-vous aussi sur abo.marianne.net

PA19C5

Oui, je m'abonne à Marianne, je choisis mon OFFRE :

169€

78 numéros

soit 2,16€ par semaine au lieu 4€*

52 numéros

soit 2,29€ par semaine au lieu 4€*

119€

Mme M.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Je laisse mon numéro de téléphone pour le suivi de mon abonnement, et mon mail pour accéder à la version digitale.

N° Tél. : E-mail :

Je règle par :

Chèque à l'ordre de MARIANNE SA

 N°

Expire fin :

Date et signature obligatoires

J'accepte de recevoir les informations de MARIANNE

Oui Non

J'accepte que mes coordonnées soient transmises à des tiers

Oui Non

*Prix de vente au numéro. Offre réservée à la France métropolitaine. MARIANNE, en sa qualité de responsable du traitement, collecte vos données à caractère personnel à des fins de gestion de votre compte utilisateur. Ces données sont nécessaires pour pouvoir vous offrir un espace personnalisé. Conformément à la loi Informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de vos données. Vous pouvez également vous opposer, pour un motif légitime, à l'utilisation de vos données. Vous seul pouvez exercer ces droits sur vos propres données à l'adresse suivante : abonnements@journal-marianne.com ou en contactant : Marianne, service abonnements, 28 rue Broca - 75 005 Paris. Tél: 01 55 56 70 93. RCS Paris 97B04940

CONQUÊTE ET RÉFORME

QUAND LE ROYAUME
VOULAIT COLONISER

PAR PIERRE FEYDEL

Avant de devenir le chef du parti huguenot, Gaspard de Coligny fut chargé par le roi Henri II de constituer une colonie française au Brésil. Avec l'objectif de ne pas laisser les Amériques à l'Espagne et au Portugal.

Lorsque Nicolas Durand de Villegaignon appareille de Dieppe le 14 août 1555, mandaté par le roi Henri II, il a une mission précise : installer durablement une colonie de peuplement sur les côtes du Brésil. Ce n'est pas une mince affaire, mais ce marin accompli en a vu d'autres. Il est né à Provins quarante-quatre ans plus tôt. Son père est procureur du roi. Il étudie aux collèges de La Marche et de Montaigu, puis à l'université d'Orléans, où il croise le grand réformateur Jean Calvin. Son oncle, Philippe Villiers de l'Isle-Adam, grand maître de l'ordre de Malte, en fait un chevalier de cette prestigieuse confrérie qui combat les mahométans, et plus particulièrement les Turcs, depuis près d'un demi-siècle. A 31 ans, Villegaignon participe à l'expédition d'Alger menée par Charles Quint, au cours de laquelle il est blessé. L'affaire tourne d'ailleurs au désastre. Sept ans plus tard, le voilà chargé de ramener à la cour de France la fiancée du dauphin (le futur François II), Marie Stuart. Pour déjouer la surveillance de la marine anglaise, Villegaignon accomplit ce qui est, pour l'époque, un exploit : avec ses galères, il contourne l'Écosse par le nord, croise au large des Orcades, gagne la mer d'Irlande, embarque la royale promise à Dumbarton-sur-la-Clyde, puis file à Morlaix. Il continue de guerroyer sur terre et sur mer contre les Turcs. Enfin, en 1553, le roi le nomme vice-amiral de Bretagne.

C'est alors qu'il défend auprès de l'amiral Gaspard de Coligny un projet de colonisation du Brésil. Coligny n'est pas encore ce chef du parti protestant dont le



meurtre s'avérera le but principal des Guises lors du massacre de la Saint-Barthélemy. A l'époque, ce grand seigneur ne s'est d'ailleurs pas encore converti à la Réforme. L'idée de faire des colonies brésiliennes un refuge pour les huguenots persécutés ne viendra que beaucoup plus tard. Pour l'heure, il s'agit surtout de tailler des croupières aux puissances ibériques (espagnole et portugaise) qui se partagent l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Le roi Henri II est vite convaincu.

De Dieppe ou de Rouen, on part...

Villegaignon recrute. D'abord avec un succès mesuré, par crieurs publics dans les rues de Paris. Puis, avec l'autorisation du roi, dans les prisons de Rouen et de Paris. Une troupe de 600 hommes, plutôt composée d'individus de sac et de corde

SPECTACLES NAUTIQUES

organisés par la ville de Rouen à l'occasion de l'entrée royale de Henri II et Catherine de Médicis le 1^{er} octobre 1550. On y présentait des tableaux vivants où s'activaient 300 Indiens dans une forêt reconstituée, avec fruits, oiseaux et singes. Miniature de l'école française du XVI^e siècle, Rouen, bibliothèque municipale.

LES INVECTIVES DE BOLSONARO

Jair Bolsonaro, président du Brésil, a accusé Emmanuel Macron d'avoir une « *mentalité colonialiste* » parce qu'il déclarait fin août que la situation de l'Amazonie dévastée par les incendies serait discutée au G7. Pour le Brésilien, il s'agissait d'une incursion inadmissible dans les affaires de son pays. Plus grave, le président français annonçait qu'il ne signerait pas le traité de libre-échange prévu entre l'UE et le continent sud-américain, sous prétexte que le dirigeant brésilien avait menti sur ses engagements écologiques. A ces différends politiques s'ajoutaient des considérations très désobligeantes sur le physique de Brigitte Macron, ou encore des insultes à l'endroit de son mari, traité de « *crétin* » par un ministre brésilien. Jair Bolsonaro savait-il que la France, il y a quatre siècles et demi, a tenté de coloniser une partie du territoire brésilien ? Ce n'était que pour y couper un peu de bois dans une forêt aujourd'hui en grand danger. ■ P.F.

E DE FRANCE R LE BRÉSIL



© Photo Josses / Leemage

Il y a quelques années, dans *les Cahiers des Amériques latines*, un article intitulé « La présence française dans le Brésil colonial au XVI^e siècle », écrit par Laurent Vidal, historien, professeur à l'université de La Rochelle, chercheur à Paris-III et grand spécialiste du Brésil, nous apprenait en effet que, dès le début du XVI^e siècle, les Français des ports normands et bretons s'intéressent singulièrement à cette contrée d'au-delà les mers qu'ils appellent « Brésil ». Le nom lui-même désigne un bois rouge qui, réduit en poudre, permet de teinter les tissus. Ce bois, couleur de braise, est appelé « *pau brasil* ». En portugais, « braise » se dit *brasa*. En 1503, un certain Binot Paulmier de Gonneville part

de Honfleur sur *L'Espoir* avec quelques compagnons. Il emporte avec lui toiles, verroterie, peignes, qu'il destine au troc avec les indigènes. Il escompte rapporter en France quelques Indiens et une cargaison de peaux et des plumes. Mais, au large de Guernesey, des pirates lui volent sa cargaison. Son histoire sera plus tard contestée. Il n'empêche que les voyages vers le Brésil se multiplient : ceux des frères Verrazano, navigateurs florentins au service de François I^{er}, de Jean Ango, armateur dieppois, de capitaines de Honfleur... Ils obligent le roi du Portugal, alerté de ces incursions françaises, à envoyer des escadres pour couler les navires français.

Les marins normands ont mis au point une méthode pour commercer avec les Indiens. L'un d'entre eux vit au milieu des tribus et sert de « truchement », d'intermédiaire. Il convainc les indigènes de couper le bois que les Français rapportent chez eux avec des singes et des perroquets. Ces animaux sont fort à la mode dans les cours des riches et des puissants.

Mais c'est le bois qui intéresse le plus. Laurent Vidal note que, en 1550, un capitaine de navire portugais estime à environ 100 000 troncs les cargaisons qui attendent l'arrivée des caraques, caravelles et ➤

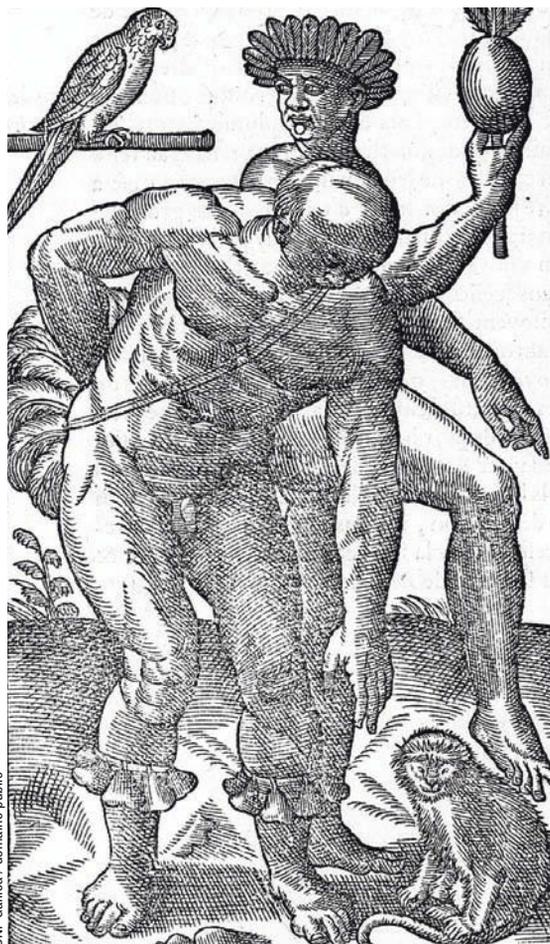
que de braves volontaires, est ainsi constituée. Le souverain offre 10 000 livres et deux beaux navires. Un bateau plus petit se charge des vivres et des munitions. Des armateurs séduits par les possibilités de commerce lucratif avec les indigènes apportent également leur contribution.

De là-bas, les Français rapportent le *pau brasil*, ce bois couleur de braise qui a donné son nom au Brésil (en portugais, "braise" se dit *brasa*).



NICOLAS DE VILLEGaignon recrute une troupe de 600 hommes, par crieurs publics, puis dans les prisons de Rouen et de Paris, pour gagner le Brésil, en août 1555, et y installer une colonie française.

The Picture Art Collection / Alamy Stock Photo



BNF Gallica / domaine public

“Quand tout y sera un peu établi, on s’y trouvera comme en un petit paradis terrestre où on aura toute sorte de contentement.”

Père Arsène, en 1613

Villegaignon s’installe sur une île de la baie qui en commande l’accès et le met à l’abri des dangers venus du rivage. Il y édifie le fort Coligny. Mais le chevalier de Malte traite comme des esclaves les Indiens tamoyos alliés des Français pour construire le port. Et il interdit à ses hommes tout commerce sexuel avec les femmes des tribus. Ce rigoriste veut même à tout prix marier l’un d’eux. Résultat : les intermédiaires retournent à terre avec les Indiens. Ce qui n’empêche pas le vice-amiral de multiplier les postes fortifiés le long de la côte. Rapidement, il a besoin de renforts. Henri II ne lui envoie que trois vaisseaux et 300 hommes. Calvin, auprès de qui il a fait miroiter l’idée de créer une terre de liberté religieuse, lui procure 14 Genevois, dont un lettré, Jean de Léry. Ce futur pasteur va se faire connaître, beaucoup plus tard, par un récit de son voyage chez les Tupinambas ou Topinamboux. Ces Indiens donnèrent leur nom au topinambour, légume canadien introduit en France au moment où quelques individus de cette ethnie étaient ramenés dans le royaume. Le jeune huguenot en étudie soigneusement les mœurs dans son *Histoire d’un voyage fait en la terre du Brésil*, qui lui vaudra quatre siècles plus tard l’éloge de Claude Lévi-Strauss, lequel verra dans son récit un « chef-d’œuvre de la littérature ethnographique ».

Les conflits religieux éclatent

Ces expéditions font certes progresser le savoir humain. Pour autant, ceux qui les accomplissent emmènent avec eux leur obscurantisme, leur absence d’ouverture d’esprit. Les fanatismes demeurent.

Entre Villegaignon, fervent catholique, et les nouveaux arrivants réformés, les conflits surgissent, notamment à propos de la transsubstantiation. Les catholiques considèrent que, lors de l’eucharistie (la communion), le pain et le vin deviennent le corps et le sang du Christ. Les protestants contestent cet élément de la doctrine romaine. La controverse s’envenime au point que les calvinistes refusent de participer aux corvées. Villegaignon les prive de nourriture. Ils quittent alors le fort et se réfugient sur le continent. L’un d’eux, Jean Cointat, va prêcher contre les jésuites portugais. Arrêté à Bahia, il est pendu. Cinq de ses compagnons finissent, en 1558, par se rendre au vice-amiral de Bretagne, qui les fait jeter aux fers, veut les forcer à abjurer leur foi et noie trois d’entre eux qui s’y refusent.

ILLUSTRATION EXTRAITE

d’*Histoire d’un voyage fait en la terre du Brésil, autrement dite Amérique*, du missionnaire Jean de Léry, en 1576. Il y est question des Indiens tupinambas ou topinamboux, qui donnèrent leur nom au topinambour.

➤ galions français dans la baie de Guanabara, l’autre nom de celle de Rio de Janeiro.

Les voyages, il est vrai, se sont multipliés. En 1540, neuf navires de Rouen, 15 de Dieppe ainsi que quelques nefes bretonnes gagnent le Brésil. En 1546, 28 navires quittent Le Havre pour la même destination. Portugais et Français ont bien tenté de régler leurs différends. Rien n’y fait. L’appât du gain est trop grand. En 1550, les bourgeois rouennais invitent Henri II et sa cour à une fête brésilienne dans le grand port normand. On y présente des tableaux vivants où s’activent 300 Indiens, dont 50 vrais natifs des côtes brésiennes, dans une forêt reconstituée, avec fruits, oiseaux et singes. Le spectacle de la coupe et du transport du bois fut vivement applaudi et dut être rejoué. Aujourd’hui, au musée des Antiquités de la capitale normande, on peut encore contempler quelques pièces du précieux bois rouge du Brésil.

Même si les préoccupations marchandes et celles qui président à l’exploitation de ressources naturelles ne disparaissent jamais, la mission de Villegaignon est surtout politique. Il s’agit d’établir les fondements d’une « France antarctique », de développer les bases territoriales d’un véritable espace colonial. Le 10 novembre 1555, le vice-amiral de Bretagne est en vue du Pain de Sucre, que ses matelots normands, fidèles aux spécialités de leur province, appellent le « Pot de Beurre ».



CARTE EXTRAITE DE L'ATLAS MILLER, composé d'une dizaine de cartes maritimes et datant du début du XVI^e siècle. Ici, l'océan Atlantique Sud-Ouest avec le Brésil.

La même année, Villegaignon confie le fort Coligny à son neveu Bois-le-Comte et va en France réclamer de l'aide. Mais, dans le royaume, les guerres de Religion menacent. Les préoccupations y sont fort éloignées du Brésil. Le fort Coligny est donc pris en 1560 par les Portugais, qui le rasent. Les tentatives françaises de colonisation ne sont pourtant pas interrompues, ne serait-ce que parce que les activités commerciales continuent.

Faute d'une flotte de guerre

En 1580, 500 huguenots, partis cette fois de La Rochelle, abordent les côtes de la Paraíba, province de la pointe est du Brésil. Les incursions françaises ne vont pas cesser, ni les représailles portugaises ou espagnoles. En 1595, *Le Valant*, commandé par un Saintongeais, Pois de Mil, est capturé avec 116 hommes d'équipage, encore des huguenots, qui ont eu la mauvaise idée d'attaquer des possessions portugaises en Afrique. Ils sont conduits à Bahia et tous pendus.

Les combats se déplacent le long des côtes vers le nord. Peu à peu, les Portugais refoulent les Français vers le Maranhao, dans le Nordeste. Les Français y commercent depuis le début du XVI^e siècle. Henri IV est séduit par les récits d'un gentilhomme revenu de

la région. Il nomme l'explorateur Daniel de La Touche de La Ravardière, toujours un protestant, lieutenant général « *ès contrées de l'Amérique depuis la rivière des Amazone jusqu'à l'île de la Trinité* ». Henri IV est certes intéressé par l'exploitation du bois, mais plus encore par la culture du sucre.

En 1610, Catherine de Médicis, qui relance les projets, demande à La Ravardière de s'adjoindre des catholiques, lui envoie l'amiral François de Razilly, des nobles, 500 hommes, soldats et artisans, ainsi que quatre capucins. Ils fondent la ville de Saint-Louis de Maranhao, cultivent le tabac, le coton et, bien évidemment, la canne à sucre. Le père Arsène, en 1613, écrit : « *Quand tout y sera un peu établi, on s'y trouvera comme en un petit paradis terrestre où on aura toute sorte de contentement.* » Hélas, face aux attaques des Portugais, La Ravardière doit capituler en 1615. L'aventure brésilienne s'achève. Il aura manqué au royaume une flotte de guerre pour s'assurer un empire colonial. Richelieu puis Colbert s'y emploieront. Trop tard pour le Brésil. ■ P.F.

GASPARD II DE COLIGNY, croqué au fusain et à la sanguine, vers 1560.



Bibliothèque nationale de France / domaine public.

En 1580, 500 huguenots parviennent dans la province de la pointe est du Brésil. Dès lors, les incursions françaises ne vont pas cesser, ni les représailles portugaises ou espagnoles.

Antidotes salutaires à tant de films anodins qui encombrant chaque semaine les écrans, deux premiers films, deux auteurs audacieux et deux façons d'observer avec minutie les dégâts engendrés par la logique néolibérale et le culte du rendement. Edouard Bergeon et Antoine Russbach, les réalisateurs d'"Au nom de la terre" et de "Ceux qui travaillent", partagent un même désir de pratiquer un cinéma ancré dans les réalités de notre époque.

PAR OLIVIER DE BRUYN



Aux champ l'horreur éc

"AU NOM DE LA TERRE" : LE SACRIFICE DES PAYSANS



Au nom de la terre, d'Edouard Bergeon, avec Guillaume Canet, Verrine Baetens, Rufus. Sortie le 25 septembre.

Edouard Bergeon, hélas, n'a pas eu besoin de réfléchir de longues années pour trouver la matière scénaristique de son premier film. Dans *Au nom de la terre*, le débutant en fiction, déjà auteur pour la télévision de documentaires remarquables sur l'agriculture, s'inspire de l'histoire tragique de son propre père : Christian Bergeon (rebaptisé Pierre Jarjeau dans le film), un paysan qui, face aux difficultés de toutes sortes rencontrées dans l'exercice de son métier, a fini par sombrer dans la dépression et se suicider. « *Je filme une réalité*

que je connais intimement, raconte Edouard Bergeon. *Mes parents étaient tous deux agriculteurs, comme l'étaient avant eux leurs parents. A l'origine, je ne pensais pas tourner une fiction autour de cette histoire si personnelle, mais ma rencontre avec le producteur Christophe Rossignon, lui-même fils d'agriculteur, a été déterminante. Il m'a convaincu de tourner ce film et il a convaincu les financiers de nous suivre. Pas évident avec une histoire aussi sombre.* »

Une histoire sombre, certes, mais surtout une histoire bouleversante qui, avec un réalisme de



chaque instant, ausculte le sort réservé aux petits agriculteurs depuis plusieurs décennies.

Quand il rachète l'exploitation de ses parents à la fin des années 70, Pierre Jarjeau entreprend de la moderniser, sous l'œil suspicieux de son père, qui ne croit guère aux chimères de l'époque et



s et à la ville, onomique



Nord-Ouest Films

MONDIALISATION AVEUGLE «Les firmes décident de tout. L'agriculteur n'a rien à dire. Je n'ai pas peur des mots : c'est un système mafieux qui entraîne les petits paysans au surendettement», dénonce le cinéaste Edouard Bergeon.

aux promesses de miracle économique. Les premières années, pourtant, sont prometteuses et, enivré par sa réussite, Pierre, qui ne jure que par la valeur travail, se prend à rêver plus grand. Encouragé par les banques, il s'endette, agrandit sa ferme, diversifie ses activités, communique sur l'autel de la modernité.

Bientôt, les crises successives qui affligent l'agriculture et les logiques du système libéral s'en mêlent. La vie de Pierre en sera bouleversée. Et en conséquence celle de son épouse et de ses enfants. Jusqu'au pire. « Je ne suis pas partisan des films dossiers, qui assènt de haut leur vérité en considérant les spectateurs comme des élèves, souligne Edouard Bergeon. Mon plus grand défi était de lier de façon indéfectible l'histoire personnelle de mes personnages et la description précise des réalités endurées par le monde agricole depuis quarante ans. »

Ce n'est pas de la fiction Mondialisation aveugle, politiques européennes destructrices, priorité à l'élevage intensif et au « système de l'intégration » qui contraignent les agriculteurs

indépendants à produire à perte : les épreuves subies par Pierre Jarjeau ne relèvent aucunement de la fiction. « *Le système de l'intégration, qui favorise les contrats signés avec les grandes firmes agricoles, a eu des conséquences terribles sur la vie de mon père comme sur celle de milliers de paysans, poursuit Edouard Bergeon. Les firmes décident de tout. Elles obligent à acheter des équipements pharaoniques, amènent les animaux tout jeunes dans les fermes, fournissent la nourriture industrielle et viennent ensuite récupérer les bêtes pour l'abattoir à des prix de vente qu'elles ont elles-mêmes fixés. L'agriculteur n'a rien à dire. Je n'ai pas peur des mots : c'est un système mafieux qui entraîne les petits paysans au surendettement. Les banques, qui refusent aux* »

➤ *agriculteurs des avances pour gérer leur trésorerie, les incitent en revanche à investir dans ces projets démentiels parce que la chambre d'agriculture et les coopératives sont derrière. Dans cette logique, la marge d'ajustement, c'est l'homme. Et les chiffres parlent d'eux-mêmes : selon la MSA [la Mutualité sociale agricole, qui gère la Sécurité sociale des agriculteurs], un exploitant agricole se suicide tous les deux jours. Un chiffre qui ne cesse d'augmenter.* »



Ceux qui travaillent
d'Antoine Russbach,
avec Olivier Gourmet,
Michel Voïta. Sortie
le 25 septembre.



Condor Distribution SAS

Descente aux enfers

Avec pudeur et rage contenue, le cinéaste met en scène le chemin de croix de son personnage, qui fut celui de son père dans la vraie vie. Au gré des épreuves, des dettes qui s'accroissent, des faillites et des redressements judiciaires, Pierre Jarjeau (incarné avec force par Guillaume Canet), cet amoureux de la terre, sombre dans la dépression et devient son premier ennemi.

Le cinéaste accompagne jusqu'au bout cette descente aux enfers, car, dans un tel film, le happy end ne serait pas seulement un artifice douteux, mais carrément une faute morale. « *Quand, dans les avant-premières, j'observe les réactions des spectateurs, que ces derniers soient agriculteurs ou non, je m'aperçois qu'au nom de la terre agit comme un coup de poing dans la tronche*, explique Edouard Bergeon. *J'ai souhaité tourner un film populaire qui, au sens large, soit aussi un film politique invitant à une prise de conscience.* »

Deux ans après le remarquable *Petit paysan*, d'Hubert Charuel, également inspiré de l'histoire familiale, et après plusieurs autres fictions plus anecdotiques sur les souffrances du monde rural (*Normandie nue*, de Philippe Le Guay, *Roxane*, de Mélanie Aufret), *Au nom de la terre*, avec une puissance rare, s'inscrit dans une mouvance du cinéma français qui, loin de Paris et de l'intimité en chambre, observe le pays réel et ses souffrances. ■ **O.D.B.**

“CEUX QUI TRAVAILLENT” L'EFFROI ET LA LUCIDITÉ

La Suisse, de nos jours. Frank, la cinquantaine, ne jure que par le travail, l'argent et les signes extérieurs de richesse... Cadre supérieur dans une compagnie de fret maritime où il est admiré pour son efficacité et ses capacités à s'arranger avec la légalité au nom du sacro-saint business, ce personnage sans états d'âme, au gré d'une mission, prend dans l'urgence une décision grave, dont il convient de ne rien dire. Frank a cru agir pour défendre les intérêts de sa boîte et s'attend à recevoir les félicitations de ses pairs. Mauvaise intuition : ses patrons le licencient du jour au lendemain. Peu leur importe la faute commise – la morale et l'humanisme ne sont pas les valeurs de la maison –, il s'agit pour eux, en sacrifiant leur employé « modèle », d'éviter un scandale qui ne manquerait pas de favoriser les concurrents.

Pour avoir été fidèle jusqu'au bout aux principes sans foi ni loi de son entreprise, Frank se retrouve à la porte, victime d'un système dont il fut pendant des décennies un petit soldat zélé. Déboussolé, cet antihéros contemporain ne sait plus comment donner le change à sa femme et à ses enfants, habitués à un train de vie confortable et à entendre leur époux et père vanter les vertus de l'idéologie néolibérale dans sa version la plus décomplexée. Passé du camp des *winners* à celui des marginalisés,

Frank entame un parcours qui l'entraîne à s'interroger sur ses actes, ses choix, sa vie.

Pour son premier film, le bien nommé *Ceux qui travaillent*, le cinéaste suisse Antoine Russbach se refuse à caresser le spectateur dans le sens du poil et on l'en remercie. Dans cette fiction dérangement, il suit à la trace un personnage dont les faits et gestes, loin d'être ceux d'un prédateur hors normes, s'inscrivent au contraire dans la logique d'un système économique et social où le pire n'est jamais à exclure. « *Les films sociaux induisent la plupart du temps une aliénation de l'individu par la société, dans la continuité d'une vision marxiste de la domination*, explique le réalisateur. *Dans Ceux qui travaillent, l'individu est responsable de ses actes. C'est tout l'intérêt de faire un film social du point de vue de la classe dominante et dans un pays riche, la Suisse : cela questionne le modèle dans lequel nous vivons.* »

Avec ce personnage ambigu, désemparé d'avoir perdu ses repères et angoissé à la perspective de ne plus pouvoir tenir son rang, Antoine Russbach raconte une histoire glaçante et, sans surenchère, donne à voir les mécanismes qui régissent la loi du marché. Avec Olivier Gourmet, le comédien fétiche des frères Dardenne, *Ceux qui travaillent* met en scène une déraison devenue trop souvent la norme. Le spectacle, pas de tout repos, est passionnant. ■ **O.D.B.**

PIERRE BITOUN

Le témoin de l'extinction du monde rural

Coauteur du "Sacrifice des paysans. Une catastrophe sociale et anthropologique", le sociologue évoque la longue tradition des fictions et documentaires consacrés aux agriculteurs.

Marianne : Vous avez coécrit un texte sur le sacrifice des paysans par les sociétés modernes. Ces derniers temps, de nombreux films de fiction s'emparent de ce thème. Pourquoi ?

Pierre Bitoun : Je ne pense pas que le cinéma ou la littérature s'intéressent davantage au monde paysan qu'auparavant. Pour avoir déjà consacré au sujet deux ouvrages, *Campagnes d'enfance* et *Le Rire au village*, on est face à une longue tradition et une production pléthorique. Dans le cinéma, on peut citer entre autres *Farrebique* [chronique d'une famille de paysans aveyronnais sur quatre saisons], de Georges Rouquier en 1946, ou, en 1979, *Cochon qui s'en dédit*, de Jean-Louis Le Tacon. Témoigner du monde perdu des sociétés

paysannes et rurales et dénoncer les ravages de l'agriculture productiviste se mêle simplement, aujourd'hui, avec plus d'acuité et de médiatisation. On l'a vu récemment dans *Petit paysan* et ces jours-ci dans *Au nom de la terre*.

Le regard porté sur le monde paysan a néanmoins évolué dans les œuvres...

Pendant longtemps, du XIX^e siècle aux années 70, deux points de vue caricaturaux ont cohabité. D'un côté, une vision idyllique et bucolique célébrant le paysan éternel en harmonie avec la nature. De l'autre, une vision contraire, mais tout aussi stéréotypée, du paysan arriéré, violent, ivrogne, dans le cadre d'un village clos sur lui-même. Voilà ce qui structurerait les imaginaires et la production, des *Paysans*, de Balzac, à *Goupi-Mains rouges*, de Pierre Véry, ou le film *la Soupe aux choux*, quelle que soit par ailleurs la qualité de ces œuvres ! On en retrouve encore la trace dans un documentaire de Depardon en 2008, *la Vie moderne*, où l'image du rustre est, hélas, omniprésente...

Où en est-on de ces films et quelles leçons en tirez-vous ?

Il y a deux types de productions. Les unes se focalisent sur les ravages de l'industrialisation de



Éditions l'Echappée



DVD Éditions Montparnasse



Les Documents cinématographiques



Le Sacrifice des paysans, de Pierre Bitoun et Yves Dupont, l'Echappée, 336 p., 19 €.

l'agriculture, avec comme thème central la perte de sens du métier. En la matière, *Cochon qui s'en dédit*, sur l'éleveur esclave de sa porcherie industrielle, reste pour moi une œuvre majeure. Les autres productions se centrent sur le renouveau paysan, les alternatives locales écologiques liées au bio et aux circuits courts. Il y a de bons films, comme *Trait de vie*, de Sophie Arlot et Fabien Rabin, mais aussi bien souvent une naïveté certaine et une idéologie du « petit geste » à la Pierre Rabhi. Il faut rester lucide : les alternatives ne concernent pour l'instant qu'une minorité de producteurs et de consommateurs, et, sans changement politique, les tendances lourdes du sacrifice des paysans et de l'industrialisation se poursuivront.

L'horreur économique est prégnante à la campagne, mais aussi dans les villes. Plusieurs fictions, comme "Ceux qui travaillent", s'en font l'écho... Répondent-elles au même besoin de dénonciation ?

Oui. Pour une raison simple : la « ressource humaine », la performance, la robotisation et la numérisation oppressives sont le fonds commun de nos vies, de plus en plus soumises au capitalisme illimité. Dans les champs... et hors champ(s). ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NEDJMA VAN EGMOND

“Les alternatives ne concernent qu'une minorité de producteurs, et, sans changement politique, les tendances lourdes du sacrifice des paysans se poursuivront.”

Dans les milieux officiels de l'art contemporain, si vous prononcez les noms de Manessier, Singier ou Bazaine, on vous regarde l'air perplexe, avant de vous renvoyer le sourire narquois des gens bien informés, pressés de vous signifier que cette peinture est dépassée, ringarde, superficielle et reléguée depuis longtemps aux oubliettes de l'histoire. Au pays de la mode, on a la mémoire courte, et ceux qui s'étonnent qu'on s'intéresse à de tels artistes seraient surpris d'apprendre qu'Alfred Manessier, en 1962, était couronné par la prestigieuse Biennale de Venise et que ses œuvres, alors, étaient présentées au Moma de New York, non loin du *Guernica* de Picasso. Ils seraient plus étonnés encore d'observer le regain d'intérêt qui se manifeste pour cet art enchanteur, comme en témoignait la rétrospective « Traverser la lumière », présentée cet été en Allemagne, au musée Picasso de Münster, ou récemment un article enthousiaste dans la revue de Sotheby's. L'heure de la redécouverte a peut-être sonné pour le principal mouvement de la peinture française de l'après-guerre et, plus largement, pour un courant artistique majeur du XX^e siècle.

Formes et couleurs

La singularité de cette école, qui connut ses grandes heures de la fin des années 40 à la fin des années 60, tient dans le concept de peinture « non figurative ». Car, si tous ses protagonistes ont subi l'influence de leurs aînés cubistes, surréalistes et abstraits, ils partagent la même aspiration à un art nouveau, qui s'inspire de l'expérience vivante et de la nature pour créer un monde poétique de formes et de couleurs, aux confins de la figuration et de l'abstraction. Dès le début des années 40, une jeune génération de peintres, suivant des itinéraires très variés, se retrouve dans cette démarche à laquelle chacun apporte sa personnalité. Alfred Manessier, fasciné par la nuit ou les paysages marins, déve-

PEINTURE

La seconde école de Paris se réveille

Une exposition à La Piscine, à Roubaix, une autre à Paris, à la galerie Laurentin... Manessier, Singier, Bazaine. L'heure de la redécouverte a sonné pour ce mouvement de la peinture française de l'après-guerre. **PAR BENOÎT DUTEURTE**



GUSTAVE SINGIER *Hills*, 1957.



JEAN-RENÉ BAZAINE *Brise de mer*, 1949.

loppe une palette de bleus envoûtants puis se tourne vers l'inspiration mystique (qui le rapproche en musique d'Olivier Messiaen). Le Belge Gustave Singier, par les motifs de ses tableaux, évoque les beaux titres du philosophe Bachelard : *l'Eau et les rêves*, *l'Air et les songes*. Mais ce sont aussi Maurice Estève et ses merveilleux damiers colorés, Georges Mathieu, le plus dingue avec ses jets de peinture aux titres historiques comme *la Bataille de Bouvines*, sans oublier Jean Bazaine ou Jean Le Moal... Au lendemain de la guerre, tous poursuivent une belle aventure picturale dans le sillage de Monet, Bonnard ou Klee, aventuriers des frontières de l'abstraction, et ils bénéficient du soutien d'importants marchands, comme la Galerie de France.

Parmi les reproches opposés à cette esthétique figure celui de cultiver un style décoratif français quelque peu futile, dépassé par les courants de l'avant-garde internationale, expressionniste ou conceptuelle. Jugement pour le moins réducteur, car la peinture non figurative appartient à une famille plus vaste qu'on appelle parfois l'abstraction lyrique. Elle rassemble des artistes de toutes origines qui, après 1945, voyaient toujours Paris comme la capitale des arts et désiraient s'y installer, à l'instar de Modigliani et Soutine avant-guerre. Ce courant, également qualifié de « seconde école de Paris », est illustré par des créateurs aussi passionnants



L'AVENTURE PICTURALE DE MANESSIER

En h. à g. *Composition*, 1952. Ci-dessus, *Alléluia*, 1962. En b. à g., *Hommage au cubisme*, 1949. Ci-contre, le peintre dans son atelier en 1952.

Photos : Galerie Laurentin

Keystone France / Gamma-Rapho

que la Franco-Portugaise Helena Vieira da Silva, le Franco-Chinois Zao Wou-ki, le Franco-Allemand Hans Hartung, mais aussi le grand Serge Poliakoff, dont les jeux de formes aux couleurs chaudes sont emblématiques de cette époque.

Non-figuration

Après l'apogée du début des années 60 (des tapisseries de Manessier et des fresques de Mathieu ornent alors la Maison de la radio et l'aéroport d'Orly), le tournant sera brutal pour des raisons à la fois économiques et intellectuelles. Dès les années 50, les grandes galeries new-yorkaises ont conquis l'hégémonie sur le marché de l'art et ont commencé à mettre en avant les peintres américains, en décrétant que le temps de Paris était terminé.

Le mouvement ne fera que s'accélérer, si bien que, dès les années 70, la peinture européenne de la seconde moitié du XX^e siècle disparaît du Moma au profit de l'abstraction américaine et du pop art, en atten-

dant l'art conceptuel. Mais ce mouvement s'exerce aussi dans les milieux artistiques européens, qui se rallient aux courants venus d'outre-Atlantique et décident que les extases colorées de la non-figuration sont périmées. Passe encore que l'Angleterre de Francis Bacon ou de Lucian Freud défende une certaine tradition picturale : du moins celle-ci revêt-elle une dimension tragique – alors que la non-figuration française cultive un hédonisme désormais coupable. Les nouveaux inquisiteurs reprocheront même à Manessier ou Bazaine d'avoir exposé leurs tableaux sous l'Occupation (des attaques similaires viseront les musiciens de cette génération qui exerçaient leur métier dans la tourmente). Tout sera bon pour jeter aux oubliettes ces peintres dont la vraie faute était d'occuper le terrain, quand leurs cadets désirent prendre toute la place.

Une telle soumission du monde artistique français au marché international a quelque chose de scandaleux quand on songe, par

exemple, que le Musée national d'art moderne, au centre Pompidou, possède d'importantes collections de ces peintres peu exposées. La prestigieuse institution préfère suivre la mode mondiale que de la créer en illustrant son patrimoine. Il en va de même pour le musée d'Art moderne de la Ville de Paris et de nombreuses institutions publiques qui oublient de présenter ces artistes jugés secondaires. Comme l'explique Antoine Laurentin, directeur d'une galerie sur les quais de Seine qui présente Le Moal et Manessier : « *Heureusement, il existe deux marchés : d'un côté, celui des institutions et des spéculateurs ; de l'autre, celui des amateurs et des passionnés, qui viennent de plus en plus vers cette peinture.* » Signe de l'évolution en cours : après le musée Granet d'Aix-en-Provence et celui de Münster, la rétrospective de la seconde école de Paris arrive en octobre à La Piscine, à Roubaix, et ce mouvement est désormais à l'honneur dans les musées de Dijon ou de Colmar... en attendant que Paris se réveille ! ■

“Traverser la lumière”, La Piscine, Roubaix. Du 19 octobre 2019 au 2 février 2020.

“Le Moal - Manessier”, galerie Laurentin, Paris VII^e. Jusqu'au 19 octobre.

A lire : *Traverser la lumière*, éd. des Cinq Continents, 39 €.



DOCU

LE CLICHÉ TORPILLÉ

Maubeuge, c'est exotique !

C'est plus sympa d'être à Bora Bora qu'à Maubeuge. » L'évidence même, dans une de ces saillies de haute volée dont Johnny Hallyday avait le secret ! Sauf qu'à Bora Bora, à part les plages de sable blanc, la mer turquoise et le ciel bleu, circulez, il n'y a rien à voir. Alors qu'à Maubeuge... « *Et si cette ville était la promesse insolite d'un ailleurs insoupçonné ?* » ose Thomas Yzèbe, réalisateur de la série « On a voulu voir... », actuellement diffusée sur France 3. Deux guerres mondiales, une crise économique, une tornade voilà une dizaine d'années. « *Pas très vendeur, la misère, le chômage, l'abandon !* » Ce qu'il en reste, hors façades de béton blafard, ciel gris et rideaux de fer tirés dans les magasins ? Thomas Yzèbe a d'abord balayé quelques montagnes d'a priori, puis fureté dans les rues de cette cité des Hauts-de-France, les yeux, les bras, le

cœur ouverts, tout comme il avait écumé, pour sa série « Serial Tourist » quelques destinations lointaines et enchantées, de la Nouvelle-Calédonie à la Guadeloupe, en passant par Montevideo. « *Il s'agissait de convoquer la même curiosité et la même bienveillance au bout du monde que dans certaines villes françaises franchement mal aimées. Souvent au bord de tout et au milieu de rien, toutes trimentent une image pourrie dans l'inconscient collectif. Personne n'aurait l'envie, ni même l'idée, d'y passer un week-end.* » Cités d'artillerie, de charbon, villes « *de bord de mer où on ne voit pas la mer* », bienvenue à Vierzon, Draguignan, Alençon, Alès, Saint-Brieuc... et Maubeuge donc. Il en a ramené des pépites réjouissantes, des rencontres étonnantes : une guide intarissable sur les fortifications de Vauban, un danseur de hip-hop parti à la conquête du monde, un agent de l'office de

tourisme dissertant sur les vertus de la frite et les dangers du maroilles sur le sandwich américain, ou encore l'animateur d'un zoo somptueux en plein centre-ville.

Quand il a présenté son projet de série, il s'est entendu répondre : « *C'est une idée géniale. Mais personne ne suivra.* » Pourtant, les chaînes France 3 et Voyage ont topé là. Voilà donc ces villes racontées par leur histoire tourmentée, par toutes les crises qu'elles ont subies, mais aussi par les talents de vie qu'elles renferment aujourd'hui. Pierre Perrin chante « *Ah ! Quelle joie d'être maubeugeois !* » et Bourvil « *la douceur des clairs de lune à Maubeuge* ». Alors, sans excès d'angélisme, on se méfie quand même des apparences et on prend son ticket. ■ **N.V.E.**

« **On a voulu voir...** », série documentaire, sur France 3, lundi à minuit et en replay. Le 23 septembre, Maubeuge, puis Draguignan, Alès...



LIONEL DUROY



Nous étions nés pour être heureux, de Lionel Duroy, Julliard, 222 p., 20 €.

LIVRE **LE DÉFI**

Le repas de la réconciliation

Comment trouver les mots pour raconter l'harmonie retrouvée quand les déchirements familiaux ont constitué la matière, le socle, le sel (le fonds de commerce, maugréeront les esprits chagrins...) d'une œuvre littéraire ? Lionel Duroy s'y essaie, avec délicatesse et douceur. Depuis son premier livre, *Priez pour nous* (1990), jusqu'au somptueux *Chagrin* (2010), l'écrivain a trempé sa plume dans l'encre d'une histoire de famille tourmentée – lesquelles ne le sont pas ? –, provoquant la colère et l'amertume de ses frères et sœurs qui lui ont reproché son impudeur, et avec qui il est, longtemps, resté brouillé.

Une belle table dans un jardin verdoyant orne la couverture de son dernier roman, *Nous étions nés pour être heureux*. Oubliées, les âmes meurtries ? Voici venu le repas de la réconciliation, partagé dans son refuge, au pied du mont Ventoux. Vingt-cinq années ont passé. Ils sont venus, ils sont tous là, ou presque, répondant à l'invitation de Paul Dunoyer, double littéraire de l'auteur, qui se raconte à la troisième personne au fil de 200 petites pages. Ici les ombres des morts et des absents marquent tout autant que les présents. En une journée seulement, Claire, Jasmine, Ludovic, Paul, vont cheminer les uns vers les autres. Se présenter leurs enfants, leurs petits-enfants même, confronter leurs souvenirs, solder les comptes. « *Il avait éprouvé à les revoir une émotion qui tenait à leur gentillesse, à ce qu'ils réveillaient aussi de tendre et de douloureux dans sa mémoire, mais qu'allait-il faire après tant d'années sans eux ?* » Son fils a dit de lui : « *Il passe son temps à écrire au lieu de vivre. Si seulement ça le rendait heureux, mais non. Il aura traversé la vie comme un somnambule.* » Mais le somnambule se réveille. Et assène à ses proches : « *Je suis fait de vous, encombré de vous.* » Le voilà plus léger, sans doute. Sur quoi écrira-t-il maintenant ? ■ N.V.E.

Hannah Assouline / Opale / Leemage / Éd. Robert Laffont



ÉTUDE DE
PORTRAIT (MICHEL
LEIRIS), 1978.



MUSIQUE **LE COME-BACK**

Rita Mitsouko, histoire d'A. éternel



FRED CHICHIN ET CATHERINE RINGER, un look, un ton, un jeu de scène uniques. Ici, en 1988.

Couple à la ville comme à la scène, Catherine Ringer et Fred Chichin ont incarné le duo le plus novateur des années 80. A l'heure où la chanson s'enroûtait et le rock français peinait à exister, ils ont tout osé : rock latino, rumba lyrique, funk insolent, hip-hop, électro kitsch, et se sont imposés comme les seuls capables de yodler et de se déhancher tout en chantant le cancer (*Marcia Baila*), ou la déportation (*le Petit Train*)... Avec son look graphique et dégingué, à la fois branché et grand public, le tandem va très vite trouver une puissante caisse de résonance avec des clips réalisés par les stars de l'époque (Philippe Gautier, Jean-Baptiste Mondino...). Tout le monde adore danser sur les déments *Andy* ou *C'est comme ça*. Les professionnels le prouvent (trois Victoires de la musique), le cinéma les recherche (Godard en 1986 avec *Soigneta droite*) et Tony Visconti, Iggy Pop, Sparks, l'Orchestre Lamoureux, se précipitent à leurs côtés. A la mort de Fred Chichin, en 2007, juste après la sortie de leur album *Variety*, la reine Catherine reste seule en scène. Depuis, elle poursuit un devoir de mémoire en faisant revivre leur répertoire unique et iconoclaste ! Les histoires d'amour finissent peut-être mal, mais pas chez les Rita Mitsouko. ■ MARION GUILBAUD

Catherine Ringer en tournée dès le 24 septembre et à la Philharmonie de Paris les 28 et 29 septembre. Réédition des 12 albums en vinyle et CD, deux films musicaux, *la Vie du rail* et *Panne dans la guerre froide*, en DVD (Because).

EXPOSITION **L'HURLUBERLU**

Francis Bacon et sa famille spirituelle

Au centre Pompidou, lorsqu'on expose Francis Bacon, on se passe de notes explicatives, estimant que ses gigantesques triptyques, réalisés entre 1971 et 1992, se suffisent à eux-mêmes. On préfère les accompagner d'extraits de Nietzsche, Conrad ou Bataille piochés dans sa bibliothèque et déclamés sur bandes sonores par les comédiens Mathieu Amalric et Jean-Marc Barr, entre autres. Parce que la littérature a savamment imprégné l'œuvre de Bacon. Et, selon Didier Ottinger, commissaire de l'exposition, ces écrivains, sa « famille spirituelle », « éclairent sur la dimension tragique de sa peinture, qui se livre sans pathos ». Comme sur les mouvements de son âme, aussi tourmentée que fantaisiste. Admirez donc l'éblouissant triptyque *En souvenir de George Dyer*, son compagnon mort d'une overdose deux jours avant son triomphe, en 1971, au Grand Palais : rongé par la culpabilité, il y documente les effroyables scènes d'agonie, qu'il sublime de son exubérance chromatique. Même inclination dans celui inspiré de *l'Orestie*, d'Eschyle : les Euménides, ces créatures

vengeresses, dont on aperçoit ici les bouches monstrueuses, le hantent ? Il les apprivoise comme les Athéniens, les transformant, dans un chatolement de rouges, en bienveillantes. Pour le dualisme nietzschéen, voir *l'Etude pour une corrida*, qu'il réalise après la lecture de l'essai *Miroir de la tauro-machie*, de Michel Leiris. S'inspirant de la mythologie, il donne à voir une chorégraphie d'une géométrie parfaite, presque jouissive, entre le toréro et la bête fauve, sur laquelle il va jusqu'à projeter de la peinture blanche, métaphore d'une éjaculation. « Les paradoxes qui animent sa peinture sont moins des antinomies affichées que le dépassement même des contradictions apparentes au prix d'un passage d'équilibriste sur un fil qui mène à l'absolu d'une figuration résolument personnelle », explique son ami Yves Peyré, dans *Francis Bacon ou la mesure de l'excès*. ■ AUDREY LEVY

"Bacon, en toutes lettres", au centre Pompidou, Paris IV^e. Jusqu'au 20 janvier 2020. Sur réservation.

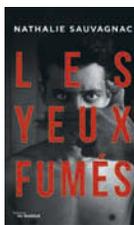
Bacon, en toutes lettres, sous la direction de Didier Ottinger, éd. du Centre Pompidou, 242 p., 42 €.

Francis Bacon ou la mesure de l'excès, d'Yves Peyré, Gallimard, 328 p., 49 €.

LIVRE **LA SURPRISE**

La banlieue sans clichés

La banlieue est devenue une source d'inspiration pour un roman français trop souvent cantonné à l'analyse des milieux bourgeois. Mais la vision qu'il en livre oscille souvent entre parodie, type *Nadine Mouque* (Hervé Prudon), ou drame social un rien lourd, dans la lignée de *Boumkaeur* (Rachid Djaidani) ou *Bien connu des services de police* (Dominique Manotti). Pour son deuxième livre après *O Pulchérie!* (Denoël), Nathalie Sauvagnac, blogueuse et metteuse en scène, y plonge sa plume, et a le talent de se maintenir sur une ligne médiane. Pas de désespoir outrancier, pas de grosse poilade : son livre parle surtout d'ennui, de frustration et de



sentiment d'immobilité. Philippe, son héros, si l'on peut dire, ne fait rien. C'est lui qui raconte, à la première personne, sa vie de glande, les potes avec lesquels il traîne, les petits larcins, la haine de sa mère et l'effacement de son père... Quand un événement inattendu vient bousculer ce morne quotidien, il ne maîtrisera pas ce qui lui arrive. Le regard est à la fois impliqué et drôle, exempt de misérabilisme comme de moquerie. On n'avait peut-être rien lu d'aussi juste sur ce « no man's land » depuis le superbe *Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte*, de Thierry Jonquet. ■ HUBERT PROLONGEAU

Les Yeux fumés, de Nathalie Sauvagnac, Le Masque, 204 p., 19 €.

The Estate Of Francis Bacon / Adagp / Dacs / Centre Pompidou / Mnam-CCI / B. Prévoist / dist. RMN-GP

L'adaptation d'un roman ou d'une saga littéraire en œuvre sérielle est un exercice auquel se prêtent volontiers développeurs, producteurs et diffuseurs. Pour une raison simple : la transcription télévisuelle devrait, de facto, amener les amateurs d'un livre devant leur écran. Pour autant, l'exercice se révèle souvent périlleux. Pour une « Servante écarlate », adaptée du roman de la Canadienne Margaret Atwood, diablement réussie, ou un « Game Of Thrones », tiré de la saga de George R. R. Martin, devenu l'une des séries les plus regardées au monde, combien de « Vernon Subutex », adaptation pâlotte de la trilogie en chair et en rage de Virginie Despentes, sur Canal +, ratent leur coup et leur cible ? Trop.

Ce n'est pas le cas de celle que la chaîne cryptée consacre à la tétralogie de Sabri Louatah, *les Sauvages*, publiée à partir de 2012. Peut-être parce que le romancier a, cette fois, réellement collaboré avec scénaristes et producteurs, ce qui n'a pas été le cas pour Virginie Despentes. Du coup, la dimension politique de ses instantanés de la société française, son écriture polyphonique, son regard affûté sur les ravages de la société libérale se délitent au profit de clichés éculés et d'un épisode final bâclé, censé conclure toutes les intrigues tambour battant. Dommage, car Virginie Despentes avait pensé et écrit sa

“Les sauvages”, anomalie sérielle

Tiré de la tétralogie de Sabri Louatah “les Sauvages”, qui conte l'élection d'un président de la République d'origine kabyle, la série de Canal + fait mouche, après l'adaptation pâlotte de “Vernon Subutex”. **PAR MYRIAM PERFETTI**

trilogie comme une série. Comme Sabri Louatah, lorsqu'il a écrit sa fable sur l'élection d'un président de la République d'origine kabyle. La grande différence avec l'adaptation de Virginie Despentes, c'est que la réalisatrice des « Sauvages », Rebecca Zlotowski (*Planetarium*, *Une fille facile*) s'est inspirée d'œuvres sérielles devenues des classiques, « A la Maison-Blanche » et « The Wire ». Ça se voit.

Autant le dire tout de suite, ces « Sauvages » sont une anomalie dans le PAF français. Et c'est un compliment. Le thriller politique, qui croise la dystopie et la saga familiale, est filmé avec rythme et tension. La caméra s'approche au plus près des visages de chacun des protagonistes de cette histoire d'accession aux ors de la République d'Idder Chaouch, un Obama français, interprété tout en retenue par un Roschdy Zem impeccable, et de lutte fratricide au sein d'une famille stéphanoise,



les Nerrouche, dont l'âme damnée est Nazir, incroyablement campé par Sofiane Zermani, plus connu sous son nom de rappeur, Fianso.

En six épisodes est conté l'affrontement des familles Chaouch, à laquelle appartient le futur président de la V^e République, et Nerrouche, dont Nazir, animal à sang froid, a juré la perte, car il cristallise toutes les haines rampantes sapant la cohésion de la société française. Le jour de l'élection présidentielle, Idder Chaouch est victime d'une tentative d'assassinat. Le jeune cousin stéphanois de Fouad (Dali Benssalah, parfait en jeune homme déchiré entre deux identités), futur gendre d'Idder Chaouch, est inculpé. Fouad, star d'une série télé très en vogue, va devoir renouer avec sa propre famille et enquêter de l'intérieur, avec Marion (Marina Fois, tout en énergie intériorisée), responsable de la sécurité présidentielle. Histoire d'éviter un autre attentat, d'envergure cette fois, orchestré à Saint-Etienne, cette France périphérique à l'abandon, par une fraction de droite radicale et un Nazir radicalisé, haineux d'une France oubliée de ses enfants venus d'ailleurs. Six épisodes entre espoirs et désillusions. Pas de bons sentiments ici, juste un constat, amer et lucide, comme le dira Idder Chaouch dans son discours d'investiture, que nous sommes « ni anges ni bêtes. Les deux à tour de rôle. Les plus civilisés des hommes. Les plus parfaits sauvages ». Cette fois, Canal + a réussi son coup. ■ MYRIAM PERFETTI

ROSCHDY ZEM, impeccable dans le rôle du président Idder Chaouch, au centre de l'intrigue des “Sauvages”, adaptation réussie de Rebecca Zlotowski.



Stéphane Remael / Canal +

“Les Sauvages”, sur Canal +, dès le 23 septembre et en intégralité sur MyCanal.

QUELLE ÉPOQUE! **Un monde m**

**SOURIEZ,
VOUS
ÊTES
FLIQUÉS !**



Jacques Tati dans
Mon oncle, en 1958.

La science met à la disposition des autorités, des Etats, mais aussi des particuliers, des outils de surveillance qui dépassent en efficacité et en perversité ceux des œuvres de science-fiction les plus cauchemardesques. Pas un recoin de notre intimité ne pourra demeurer inviolé.

PAR NICOLAS CARREAU

Depuis le développement d'Internet, et plus encore depuis l'arrivée des smartphones, le mantra orwellien, « *Big Brother is watching you* », est repris un peu partout. Cette paranoïa ambiante, parfois teintée d'un humour fataliste, en dit long sur le sentiment qu'ont nos contemporains de vivre en dictature, sous une surveillance permanente. Dans le roman d'Orwell, l'outil technique utilisé s'appelle un « télécran », une caméra installée dans le salon des particuliers dont les images sont visionnées par les agents du Parti. Mais on comprend assez vite que les pires délateurs, les surveillants les plus pointilleux, sont les citoyens eux-mêmes, qui se scrutent les uns les autres. Nous y sommes. La science investit les moindres recoins de la psyché humaine. Les innovations high-tech promettent la transparence absolue. Faut-il les criminaliser ainsi que les savants fous qui sont derrière ? C'est toujours la même histoire et la morale est bien connue : le problème n'est pas l'outil, mais ce que l'on en fait. D'accord. Mais une fois qu'on a l'outil, donc le pouvoir de faire, il faut bien admettre que les bêtes humains que nous sommes ont souvent du mal à s'abstenir de le mal utiliser...



Getty Images

À L'ÉCOLE

Encore un domaine où Chinois et Américains se tirent la bourre en inventivité diabolique : la persécution des élèves. Pour leur bien, évidemment !

Les cancre ont toujours dit que l'école était une prison. L'avenir leur donnera sans doute raison. La société Guanyu Technology a mis au point un uniforme redoutable pour les écoliers. Cette blouse connectée est dotée d'une puce électronique qui peut les géolocaliser où qu'ils soient en temps réel. Si l'un d'eux décide de s'adonner à l'école buissonnière et se met à escalader le mur d'enceinte, par exemple, sa blouse hurlera un message d'alerte pour le rappeler à l'ordre. Les petits malins penseront qu'il suffit de laisser l'uniforme sur une chaise ou de demander à un camarade de l'enfiler sur le sien ? Mais non. Le système est associé à une reconnaissance faciale. Si vous ne portez pas la blouse qui vous est assignée, elle sonne. Dans sa communication, la société Guanyu Technology est fière d'annoncer que son vêtement résiste à une température élevée (jusqu'à 150 °C). On se demande bien pour quelle raison. Prévoit-on de dresser un bûcher au milieu de la cour pour les fortes têtes ?

Et puisque l'on parle de tête, une solution est aussi prévue pour ceux qui l'ont dans les nuages. Grâce à « Focus », inventé par l'entreprise américaine BrainCo, plus possible de regarder le tableau noir, l'air inspiré, tout en crapahutant intérieurement dans des contrées magiques. Le gadget se présente sous la forme d'un bandeau qui ceint le crâne de l'élève. Il capte les ondes cérébrales et peut dire avec certitude si, oui ou non, le gamin est attentif ou pense à autre chose : un LED s'allume en fonction de sa concentration (bleu, orange ou rouge). L'engin a été testé sur 10 000 enfants chinois et leurs notes ont augmenté de 10 %. « *C'est pour leur bien* » est le sempiternel slogan qui accompagne ces nouvelles servitudes. Le prof n'a plus à décerner lui-même le bonnet d'âne ou le bon point, la technologie s'en charge, même si, pour l'heure, le bandeau n'est pas encore muni d'un système de choc électrique ou de distribution d'endorphines. Mais ce n'est qu'une simple option à ajouter. Ne reste plus qu'à appliquer la méthode sur les ouvriers ou les employés de bureau. Une veste connectée jouera le rôle de pointeuse, et le bandeau « Focus » calculera à la seconde près le temps effectivement passé à travailler. Les résultats seront directement transmis au service des paies pour ajuster les salaires. ➤

DANS LA RUE

On connaît les caméras de reconnaissance faciale qui, faute de trier, surveillent à la fois malfaiteurs et innocents. On a trouvé mieux, bien mieux : l'enregistrement perpétuel.

Mis au point par le Suédois Martin Källström, le Memoto est un petit boîtier à clipser sur le revers de sa chemise. Une fois déclenché, l'appareil prend une photo toutes les trente secondes. Il la géolocalise et peut la poster sur les réseaux sociaux. Pour Källström, son utilité serait aussi de permettre de revoir sa vie à volonté, sans recourir à une mémoire parfois défaillante. Une rencontre, un accident, un crime auxquels vous aurez assisté, tout sera photographié. Sur le principe, cette pratique existe déjà : c'est le *lifelogging*, que pratiquent tous les utilisateurs des réseaux sociaux quand ils documentent leur vie. Källström ne fait que la pousser à l'extrême, en proposant un nouvel album photo vraiment autobiographique : il ne présente pas votre vie comme parfaite, mais assume aussi les moments creux, l'ennui, les lieux laids. Bref, il vous permet de mettre toute votre existence en photos, pour la revisiter de temps en temps. Vous, ou votre conjoint jaloux... Le hic juridique – pour le moment –, c'est que le sujet central n'est pas le photographe ambulant, mais ceux qu'il croise – passants, amis, collègues – qui, eux, n'ont pas choisi de figurer sur son grand album perso. S'ils veulent s'y soustraire, ils n'auront d'autre choix que d'adopter l'invention d'un artiste américain, Leo Selvaggio. Ce dernier a imaginé contrecarrer les systèmes de surveillance vidéo grâce à un masque fabriqué à partir d'une photo hyperréaliste de sa propre face. Si l'ensemble de la population le porte, tous les systèmes de reconnaissance faciale seront déjoués, et l'humanité n'aura plus qu'un seul visage !



Getty Images

SWEET HOME ?

Les murs étaient réputés pour avoir des oreilles, ils ont maintenant des yeux.

À LA MAISON

L'école, le bureau, l'espace urbain étant sous contrôle, on pourrait penser qu'il existe un refuge, un havre de discrétion et de liberté : la maison. Raté !

La société française Netatmo propose une caméra de surveillance à installer chez soi, dans l'entrée, face à la porte. Elle attend, comme un bon chien, le retour des occupants au bercail, mais aussi repère les intrus éventuels. Selon le fabricant, l'idée est de s'assurer à distance que vos enfants sont bien rentrés de l'école ou de confondre un cambrioleur. La caméra est, bien sûr, équipée d'une vision nocturne. Avancions un peu dans la maison. Voici le salon. Plus de caméra, mais un assistant vocal personnel. Il est censé donner l'heure, nous dire le temps qu'il fait ou diffuser la radio à la demande du propriétaire qui n'a qu'à prononcer quelques mots : « *Quel temps fait-il ?* » « *Je voudrais de la musique* », etc. Mais, pour réussir ce prodige de communication, l'assistant personnel écoute tout ce que vous dites et fait le tri ensuite. Il peut aussi fournir des informations pour le ciblage publicitaire... Allons, restez calme. Prenez place sur le canapé et regardez un bon

film. Allumez la télé. Les pubs. Bon. Votre attention est distraite ? Le spot s'arrête. Votre regard revient sur l'écran ? La pub reprend. Vous fermez les yeux ? Elle stoppe derechef. Cette technologie est développée par l'application *preshow*. Si vous avalez vingt minutes de publicité, vous gagnez... une place de cinéma ! Il est temps de vous rafraîchir. Allez chercher une bière dans le frigo. Il sait tout lui aussi. Les réfrigérateurs connectés analysent leur contenu pour reconstituer les stocks ou vous alerter quand un produit est périmé. Trop aimable.

SUR INTERNET

Le Web, au moins, ne prend personne en traître.

La surveillance y est volontaire. Ce sont les internautes eux-mêmes qui, par narcissisme et sottise, s'exhibent sous toutes les coutures et délivrent les informations les plus confidentielles. Oui et non.

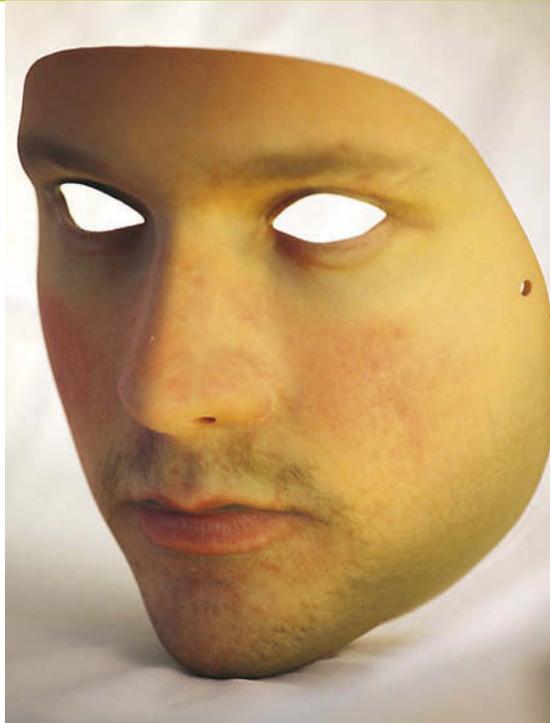
On ne compte plus les exemples. Le type, bien peigné et vêtu d'une chemise neuve, recalé lors d'un entretien d'embauche pour des photos de beuveries accessibles sur les réseaux

sociaux. L'employé réprimandé pour avoir posté les photos du match auquel il a assisté quand il était censé être fiévreux dans son lit. Les « cookies » et autres espions électroniques n'ont plus qu'à se baisser pour ramasser et centraliser les informations sur chacun, et les vendre aux annonceurs. Parfois, c'est une technique électronique qui capte les messages privés sans les comprendre, mais en extrayant la substantifique moelle utile au ciblage marketing. C'est ce que Google a admis avoir fait, en lisant les mails de ses utilisateurs pour proposer des publicités adaptées à chacun. Ça partait donc d'un bon sentiment... Toujours dans le même esprit, mais plus récemment, Facebook a avoué faire transcrire certaines conversations audios par des employés...

DANS VOTRE TÊTE

Vous n'êtes pas encore fou ? Vous avez toute votre tête ? N'en soyez pas si sûr. Grâce aux casques EEG, on assiste depuis quelques années à une explosion des études sur les ondes cérébrales. Doucement mais sûrement, la science s'apprête à lire et à contrôler nos pensées.

La scène se passe à l'université de Washington en 2013. Le Dr Rajesh Rao est installé dans une pièce. Coiffé d'un casque EEG, il regarde un écran sur lequel est diffusé un jeu vidéo. Il n'a pas de manettes, mais doit viser une cible et tirer, c'est-à-dire faire comme s'il appuyait sur un bouton, mais seulement mentalement. Dans une autre pièce, l'un de ses coéquipiers joue au même jeu, mais lui a droit à un joystick. Il est lui aussi coiffé d'un casque. Seulement, celui-ci ne capte pas ses ondes cérébrales, comme celui de Rajesh Rao, il envoie un message au cerveau. Et



DR

miracle ! Quand le Dr Rao appuie mentalement sur le bouton, le collègue d'à côté reçoit l'ordre d'appuyer physiquement sur la commande. Depuis cette expérience, la technique a encore progressé. Un ordinateur, relié par un casque EEG au cerveau du cobaye, peut lire les lettres auxquelles ce dernier pense. « B-O-N-J-O-U-R ». Il a dit « bonjour » ! L'idée est de permettre à ceux qui ont perdu la capacité de communiquer de s'exprimer via une machine. Mais d'autres applications moins bienveillantes sont envisageables.

Dans cette veine, des chercheurs de l'université de Kyoto tentent de mettre au point une machine à lire les rêves. Ils ont d'abord étudié le cerveau d'un sujet endormi grâce à l'IRM, observé les flux sanguins et les activités diverses du cerveau. Au réveil, les scientifiques ont interrogé le patient sur les images qu'il a vues dans son sommeil. Une voiture ? Très bien. Une vache aussi ? D'accord. A force de nourrir leur base de données, ils ont pu déduire (et sans l'interroger cette fois) les rêves de la même personne. Vous avez rêvé d'une voiture, non ? Oui. Les chercheurs voient juste à 60 %. Pour l'instant,

CLONAGE

Pour déjouer les systèmes de surveillance faciale, l'artiste Leo Selvaggio a conçu ce masque hyperréaliste destiné à l'ensemble de la population !

le résultat est un peu grossier, mais on peut raisonnablement penser qu'un jour on pourra visionner et archiver la vidéo de ses rêves. Un vrai cauchemar.

Dans la société du bonheur obligatoire, certains ont déjà décidé de modifier notre humeur. La startup californienne Thync travaille depuis plusieurs années sur un casque qui capte les ondes, analyse l'état émotionnel du propriétaire du crâne et renvoie, si nécessaire, un neurosignal suggérant à son cerveau de changer d'état d'esprit, de se détendre, d'être plus euphorique. Interdiction de broyer du noir ou de se laisser aller à la mélancolie. Résultat : à la pouvelle, les neurasthéniques qui ont distillé leur bourdon civilisationnel ! On oublie Baudelaire et Verlaine, Schubert et Satie. L'avenir sera fun et souriant, qu'on le veuille ou non.

Dans sa nouvelle, *Souvenirs à vendre*, adaptée au cinéma sous le titre *Total Recall*, Philip K. Dick imaginait la possibilité d'implanter de faux souvenirs dans le cerveau. Ainsi, le héros, Douglas Quail, s'offrait de belles vacances sur Mars (une destination à la mode), sans y mettre les pieds. Il lui suffisait de se rendre dans un centre d'implantation de faux souvenirs, pour avoir l'impression d'avoir réellement passé un superbe séjour. Un chercheur japonais, Susumu Tonegawa, a réalisé un prodige similaire, en manipulant les neurones d'une souris. Il a d'abord placé le rongeur dans une cage inoffensive, où rien ne se passe. Puis il l'a transporté dans une autre cage, où il lui a infligé un choc électrique et stimulé les neurones qui avaient servi à mémoriser la première cage. Une fois replacée dans cette dernière, la souris a associé cet environnement, pourtant sans danger, au choc électrique reçu dans l'autre cage. Ses souvenirs se sont télescopés. Autrement dit, Tonegawa a créé un faux souvenir. Philip K. Dick et certains de ses confrères l'avaient prédit. Ça et tout le reste. Mais nous avons tout oublié. ■ N.C.

QUELLE ÉPOQUE! Mise en scène



SUR MA VAISSELLE

Alix D. Reynis perpétue les techniques traditionnelles en décorant les pièces de sa porcelaine de monogrammes à la manière des grandes familles du XVIII^e siècle. ■

Alix D. Reynis, 36 € la petite timbale à café Louis XVI personnalisée. alixdreynis.com



SUR MES SOULIERS

« Non à la dictature des talons, non à la banalité des ballerines ! » : c'est muni de ce credo que François de Chastel a quitté sa banque d'affaires londonienne pour lancer sa marque, Chatelles, qui chausse les narcissiques raffinés. ■

Slippers François en daim, 390 €, Chatelles. mychatelles.com

SUR MON SAC DE VOYAGE

Une bonne manière de vous démarquer des contrefaçons du célèbre monogramme Louis Vuitton : le sac personnalisé à vos propres initiales. Pour l'instant, personne n'a copié. ■

Sac Mon Monogram Speedy bandoulière, à partir de 1 340 €. fr.louisvuitton.com



MA POMME, MA POMME!

Pas besoin d'être "connu dans la noblesse, ni chez les snobards", comme le chantait Maurice Chevalier, pour mettre ses initiales partout. La personnalisation de masse est en marche ! **PAR JULIE DE LOS RIOS**



SUR MES CALEÇONS DE LUXE

Formée à la chambre syndicale de la couture parisienne, Clémence de Gabriac utilise les plus beaux matériaux (tissages, fibres, galons et boutons de nacre) pour prendre soin de ce que vous avez de plus précieux. ■

Caleçon en coton bio labellisé Gots (Coton tissé en France), 59 €, et 14 € la broderie. clemencedegabriac.com



SUR MON TUBE DE ROUGE

La marque parisienne, La Bouche Rouge, développe, en France, des formules de maquillage « écoresponsables » et sur mesure dans des écrins de haute facture personnalisables. Un objet à vie, dont on ne se séparera jamais. ■

La Bouche Rouge, 143 € pour la baume rouge satin avec écrin en cuir noir et gravure. laboucherougeparis.fr

SUR MES SERVIETTES DE TOILETTE

Quoi de plus chic que de s'envelopper tout(e) mouillé(e) dans un drap de bain ou une serviette en éponge brodée à ses initiales ? ■

L'Atelier de Pirouette, 21 € le drap de bain personnalisé. atelier-de-pirouette.fr



SUR MA VALISE

Finis le moment de doute au moment de récupérer votre bagage sur le tapis roulant ! Broderie, peinture à la main, estampage ou gravure, la marque de bagage Away vous laisse carte blanche. Typographie et coloris également à votre guise. ■

Away, à partir de 245 € le modèle peint à la main. awaytravel.com



SUR MON SAC À MAIN

Pour fêter le lancement de son site, la marque de haute maroquinerie parisienne LHER offre d'insérer les initiales des acheteuses de son sac Gourmette, frappées à chaud, dorées sur un petit insert en cuir. ■

Sac Gourmette, 590 €. lherparis.com

SUR MES DRAPS

Pour renouer avec le charme du linge brodé à la main, la maison Linvosges propose de personnaliser vos draps, peignoirs, mouchoirs et autres serviettes de table. Monogrammes à l'ancienne, anglaise, garance ou années 30. ■

Linvosges, 59 € le drap, 39 € la taie. linvosges.com

SUR MA MONTRE

Conçue dans les années 30 pour résister aux chocs lors des matchs de polo des officiers de l'armée britannique (le boîtier se retourne pour protéger le cadran), la Reverso permet de laisser libre cours à votre créativité autocentrée. ■

Montre Reverso, Jaeger-LeCoultre, prix sur demande. jaeger-lecoultre.com



SUR MON SLIP

La très branchée griffe Le Slip français estampille à vos initiales ses sous-vêtements *made in France* : slips, boxers, chaussettes ou même pyjamas s'ornent d'une broderie réalisée à Troyes, de la couleur de votre choix. ■

Le Slip français, 39 € le slip brodé à vos initiales. leslipfrancais.fr

SUR MES CHARENTAISES

Pantoufflard, certes, mais avec élégance ! Le service de personnalisation de la marque *made in France* La Boîte à pantoufles flatte votre ego surdimensionné. ■

Charentaises à semelle feutre en laine personnalisées, La Boîte à pantoufles, 34,50 €. la-boite-a-pantoufles.com



SUR MON PORTEFEUILLE

Le service « Message personnel » de Lancel offre de marquer à chaud sacs et petite maroquinerie d'un message associant lettres, chiffres ou symboles, pour tout achat dans les boutiques de France, Luxembourg ou Belgique, ou sur le site maison. ■

Lancel, 165 € le portefeuille classique. lancel.com



TEMPLE DES VINS DE BOURGOGNE À PARIS

LES CLIMATS OU L'ART DE LA GASTRONOMIE BIEN TEMPÉRÉE

Denis Jamet et Carole Colin, qui gèrent la plus prodigieuse collection de crus de Bourgogne, ont confié les clés de la cuisine des Climats à un jeune chef, Emmanuel Kouri, qui sait l'importance de l'accord mets-vin. **PAR PÉRICO LÉGASSE**

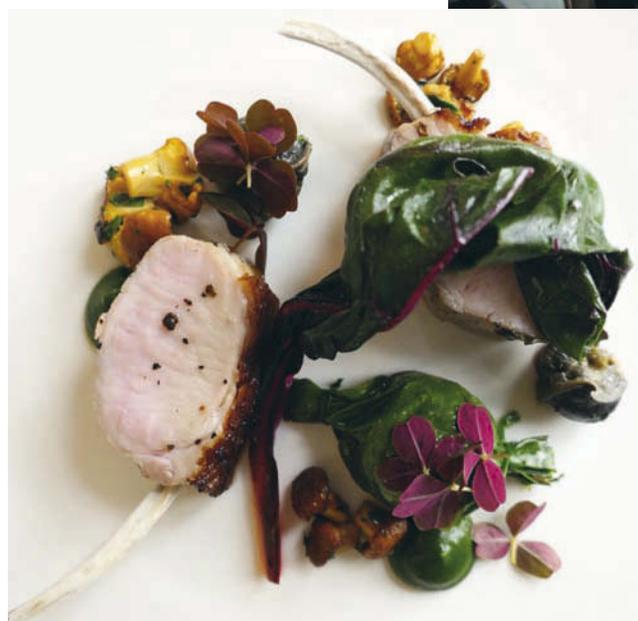
Fondateur de l'Académie internationale du vin, président d'honneur de l'Union internationale des œnologues, concepteur et philosophe du « goût juste », le Pr Jacques Puisais affirme que l'air est plus déterminant que la terre dans l'âme du vin. Si le sol et le cépage sont consubstantiels du vin, c'est bien l'élément céleste, à savoir l'espace lumineux dans lequel mûrit le raisin, qui donne la touche finale. Et le maître de se référer au terme par lequel les Bourguignons, auxquels la France doit le plus glorieux vignoble de cette planète, désignent une parcelle de vigne : le « climat ». Oui, le Musigny, le Corton, le Montrachet, sont des climats. Faisant sienne la théorie de Montesquieu sur la nature humaine, qui dit que le climat façonne le tempérament et les sociétés, Puisais étend le concept à la vigne. Outre celle de l'endroit, le vin a bien la gueule de son atmosphère.

Aussi, lorsque Denis Jamet et Carole Colin repirent ce restaurant pour le dédier aux vins de Bourgogne, à Paris, sous l'intitulé Les Climats, la cuisine française retrouvait, à travers un symbole magistral, un peu de sa culture originelle. Le vin est en

effet constitutif du repas gastronomique des Français et le partenaire inaliénable de l'instant de table, voire son complément essentiel. Un paramètre parfaitement intégré par Emmanuel Kouri, à qui Carole et Denis ont confié les fourneaux de la maison, en ce sens que le jeune chef ne dissocie pas les exigences de son métier et l'importance que le vin joue dans la définition sensorielle de l'acte alimentaire. En France, tout cuisinier est un peu sommelier, tout sommelier est un peu cuisinier, sans confusion du genre parce qu'ils sont indissociables. Hélas, de plus en plus de chefs se détournent d'un principe fondamental de l'activité en ne se souciant plus de l'accord mets et vin.

Harmonie partagée

Voici donc Les Climats au cœur du débat qui anime une profession en panne de vocations. Ici les choses sont claires, Emmanuel Kouri cuisine en osmose avec un vignoble qui porte haut les couleurs d'un patrimoine que la Terre entière nous envie. Se poser ainsi en ambassade de la viticulture bourguignonne et disposer de la plus prodigieuse collection de crus de Bourgogne est une prouesse qui en dit long sur l'esprit des lieux. La passion des patrons pour ce territoire



LE TALENT D'EMMANUEL KOURI (en h.), ici au cœur de l'impressionnante cave des Climats. Ci-dessus, son carré de cochon de lait fermier mariné au serpolet, giroelles et blettes.

n'explique pas tout, il y a aussi ce besoin de cohérence et d'harmonie partagé avec le chef. Eux considèrent, à juste titre, que le travail de la vigne préexiste à l'élaboration du vin et que, si le raisin porte les stigmates du paysage qui l'a vu naître, de la lumière dont il s'est nourri, du millésime l'ayant bercé, alors le contenu du flacon racontera quelque chose.

Lui sait que le choix et le respect du produit sont les deux piliers d'une cuisine en phase avec son temps, celui des saveurs fidèles à leurs origines et





à la saison. Le talent est d'abord dans la denrée, celui du cuisinier consistant à en révéler les contours. Formé à bonnes écoles, de Pierre Gagnaire à Eric Frechon en passant par Yannick Alléno, Emmanuel Kouri garde au cœur les senteurs d'une enfance périgourdine où les choses avaient le goût de ce qu'elles sont. Et s'il aime voyager entre les parfums et les textures pour extraire les nuances de chaque ingrédient par de subtils contrastes aromatiques, tels que l'on s'en délecte avec ses tomates de plein champ macérées aux feuilles de figuier, crème glacée au babeurre et amandes fraîches, ou encore avec les belles sardines bretonnes légèrement grillées, farcies de ricotta fumée aux herbes fraîches, jus de feuilles de capucine, exercices de fine voltige retombant sur leurs pieds, c'est pour démontrer que l'on peut aussi jouer avec les climats gustatifs au moment de sublimer une préparation.

Dialectique culinaire confirmée par la lotte du Finistère cuite au « barbecue », étuvée de courgettes violon au basilic, condiment pistache rôtie et citron vert, saisissante de ferveur, et par le carré de cochon de lait fermier mariné au serpolet, étuvée de girolles et blettes, bonbons d'escargots et jus

au vieux xérès, dont la gourmandise confine à l'intelligence. Quand le contenu de l'assiette est aussi pensé, il convient de lui apporter une réplique pas trop sottée. Défi relevé par Francesco Cosci, virtuose du plaisir carafé et pas florentin pour rien, auquel les maîtres ont confié les clés de la cave. Avec un trésor aussi fabuleux, dont la première perle est un petit chablis d'Isabelle et Denis Pommier à 37 € et le plus beau joyau, un musigny 1999 du Comte de Vogüé, à 3 497 €, voire un la-tâche 1997 du Domaine de la Romanée-Conti, à 2 854 €, deux monuments sacrés du génie bachique bourguignon, hors de question de passer à côté du destin.

Quand près de 300 vignerons composent un inventaire riche de 2 844 références réparties sur 30 000 bouteilles, le chef et le sommelier sont tenus à la synthèse. A moins d'être initié aux étiquettes, il y a un risque à s'aventurer seul sur la carte des vins. Une expérience qui vaut toutes les audaces, mais dont on ressort grandi, pour y avoir partagé un très bel instant de civilisation française. ■

Les Climats, 41, rue de Lille, Paris VII^e.

Tél. : 01 58 62 10 08. Menus à 49 et 130 € (240 € avec les vins choisis). Carte : 90/120 €. Casse-croûte du bar, de 5 à 19 €. Fermé le dimanche et le lundi.

LA CAVE DES CLIMATS

POUR BOIRE À PETIT COÛT

Pour ceux qui veulent jouer les prolongations chez eux ou renouveler une expérience à la maison, Denis Jamet et Carole Colin ont eu la bonne idée d'ouvrir La Cave des Climats à deux pas du restaurant. Confié à Franck-Emmanuel Mondésir et Mélinda Groguelin, ce repaire bachique propose un certain nombre de références que l'on retrouve sur la carte des vins du restaurant, mais surtout une sélection pertinente et variée de crus certifiés conformes à l'éthique gustative maison. Nous ne ferons pas ici l'inventaire des flacons disponibles, qui sont légion, et non limités à la Bourgogne, même si cette dernière s'y taille la part du lion, sinon mention de deux jolies bouteilles à prix sages avec lesquelles passer un doux instant de table, le chablis 2015 du Domaine Droin, à 21 €, et le bourgogne pinot noir 2013 du Domaine Génot-Boulangier à 24 €. Les plus audacieux trouveront ici une collection de grands crus et de flacons rares digne d'exaucer leurs fantasmes, mais aussi un choix de jolis vins à prix doux aux vertus garanties. Outre les conseils prodigués, la performance du panel, la boutique organise régulièrement des séances de dégustation ou des soirées à thème dédiées à un vigneron. Non seulement un site initiatique et commercial mais aussi un espace d'échange et de partage où il est démontré que le vin est avant tout une boisson culturelle et non une dose d'alcool. L'endroit où il faut aller pour boire à petit coût. ■

La Cave des Climats, 35, rue de Verneuil, Paris VII^e.

Tél. : 01 42 33 87 94. Fermé le dimanche et le lundi.



MOTS CROISÉS

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement : 1. Imbuvable faute de goût • 2. Contribuer à la naissance • 3. Niche de dindon. Temps variable • 4. Arrivée comme une fleur. Sur une peau d'âne • 5. Jouer sur la gamme. Il se faisait jadis écharper • 6. OK avec Poutine. S'est pris la sauce • 7. Nous tient fermement la jambe. Réunit les exclus • 8. Bien traité. Requin volant sur la mer • 9. S'est tue en Normandie. Gratin à la provençale • 10. Avoir conscience des limites.

Verticalement : I. Fera l'affaire au cabinet • II. Mauvais départ • III. Elle fait le bonheur du ménage. Révèle le pot aux roses • IV. Armée sur le front. Une île • V. En bordure des Cévennes. Proposent l'observation des marmottes • VI. Le troisième homme. Entièrement occupé • VII. Relève la conversation. Sous le prix d'achat • VIII. Immense langue « d'oïl ». S'échappe de la bouche • IX. Pris avant les trois ans du petit • X. Contrôle les bagages. Ses lentilles continuent à grossir.

MOTS FLÉCHÉS

UN DUR DE LA FEUILLE BOHÈME DISSOLU	C'EST DU CHARABIA TRAVAIL AVEC FILET	TOMBER BIEN BAS CONTRAINTE ET FORCÉ	SORTIE DE CRUCHE CRI DANS UN CIRQUE
BRAQUE À FOND FINIR AU PLUS VITE			
BANDE DE SAUVAGES MÉTAL ABRÉGÉ			SORTANT DOUZE FOIS PAR AN
SERVI SUR UN PLATEAU AU POINT MORT	BLANCHE À TOLEDE BON POUR ENSEIGNER		POSTURE DE YOGI
			MÉRITE UNE EXPLICATION
VOLE DANS LES PLUMES NON CONFIRMÉE		ARTICLE PLURIEL ASSURE LA LIAISON	
EN HERBE	IL EMBAUME L'AIR DES LANDES		

SUDOKU

		9	7				4	8
		4						
	8			3	9	7		
	4		6					
			8		3			
					4			1
		2	9	1				5
						6		
3	6				8	1		

SOLUTIONS DU N°1174

	P	T		C		S
R	O	C	A	I	L	L
L	A	R	G	E	U	R
D	E	S	E	N	F	L
P	A	R	A		L	I
D	O	N		R	E	I
S	I	T	E	S		
F	I	E	R		C	E
T	R	U	C	A	G	E
V	I	E	I	L	L	I
O		T	I	E	D	E
I	N	S	E	N	S	E

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	C	O	M	P	R	E	S	S	E	R
2	A	M	U	L	E	T	T	E		O
3	M	I	N	I	M	A		M	E	S
4	P	S	I		O	I	S	O	N	S
5	A	S	T	E	R		C	U	T	I
6	G	I		G	A	M	E	L	A	N
7	N	O	C	E		U	L	E	M	A
8	A	N	O	R	M	A	L		E	N
9	R		L	I	A	N	E	S		T
10	D	E	T	E	N	T	R	I	C	E

3	4	5	8	1	9	7	6	2
2	1	6	7	4	5	9	8	3
9	8	7	6	3	2	4	1	5
6	7	1	5	2	3	8	4	9
4	9	2	1	6	8	3	5	7
8	5	3	4	9	7	1	2	6
5	3	8	2	7	1	6	9	4
1	6	9	3	5	4	2	7	8
7	2	4	9	8	6	5	3	1

SANS-DENTS, CHECKE TES PRIVILÈGES !

PAR JEAN-MARC PROUST

Depuis quelques mois, j'obéis rigoureusement aux prêches des *social justice warriors* (SJW), terme que « *l'on peut traduire littéralement par "guerrier de la justice sociale"* », explique Wikipédia, et qui désigne « *un individu défendant, de manière outrée, des causes sociales "progressistes" (comme le féminisme, la lutte pour les droits civiques, le multiculturalisme, l'antispécisme, etc.)* ».

Le matin, je me lève en checkant mes privilèges, qui sont nombreux car je suis un mâle blanc dominant de plus de 50 ans, soit peu ou prou la position la plus enviable de toute l'histoire de l'humanité. Comme Rosanna Arquette l'a récemment confessé, j'ai moi aussi et très évidemment honte d'être né : et cette contrition postnatale m'occupe chaque jour. A l'occasion, je serais également prêt à partager la honte du compte en banque de Mme Arquette, compte que je soupçonne d'être légèrement plus privilégié que le mien.

Dès l'aube, je m'adonne à des exercices de réhabilitation, un peu d'écriture inclusive par-ci, un peu de repentance coloniale par-là, j'avale mon tofu anti-spéciste, je tweete mon soutien à une féministe en burka puis j'enfourche mon vélo électrique pour aller me recueillir devant sainte Greta. Par cette gymnastique salutaire, j'achète ainsi quelques indulgences quotidiennes, tout en restant profondément honteux de ma naissance.

Autant vous dire que j'aborde désormais tout acte de mon existence avec beaucoup d'humilité et en marchant sur des œufs – c'est une expression, hein, *of course* je respecte nos sœurs les poules.

Et c'est ainsi que, cet été, durant lequel j'ai pris des vacances (privilège de classe, *checked*), roulant à bord d'une voiture, pas excessivement polluante (vignette Crit'air 2), du diable si je vais m'en sortir avec toutes ces justifications, je dis pas diable pour offenser qui que ce soit dans sa religion, notez, bon, je résume : je roulais et j'ai vu un auto-stoppeur.

J'ai une voiture, lui pas. Je *checke* mon privilège et je m'arrête. Le type entre dans la voiture, c'est un SDF. Le poids du privilège

m'écrase : je dors sous un toit. Certes, il pue un peu mais qui suis-je pour juger, moi qui ai le privilège d'avoir une salle de bains ? Il n'a pas de dents, en tout cas pas beaucoup, et je songe à ma mutuelle privilégiante. En fait, il pue vraiment. Je m'efforce de discipliner mes narines égoïstes par un sourire citoyen, en faisant taire ce qu'il faut bien nommer une clochardophobie, putain c'que j'ai honte – attention, je veux pas offenser les putains, c'est pas ma faute si le langage est oppressif, euh en fait si c'est ma faute.

« *C'est sympa de me prendre. Y a plus personne qui s'arrête* », explique-t-il. Il est vrai que l'auto-stop a été effacé par le covoiturage et la blablarisation des esprits. Sans dents et sans carte bleue, ce type n'a plus aucune chance de tracer sa route en levant le pouce.

Je souris intérieurement : je viens sans doute par ma B.A. d'engranger quelques points de déprivilégiation. A peine suis-je en train d'imaginer mon strapontin au prochain gala annuel des SJW du XI^e arrondissement que le type (je dis le type car j'ai pu d'espace pour cette carte blanche – pourquoi blanche d'ailleurs ? –, mais il est peut-être non binaire et refuse de s'assigner à un genre homme ou femme, pardon, hein, pardon !) me demande « *5 € pour acheter du jambon* ».

Du jambon. Je crois d'abord avoir mal entendu et lui propose plutôt d'acheter « *des fruits ou des légumes, pour ne pas* » qu'il se rende « *complice de la souffrance animale* », ben non, il (ou elle, ou ielle) veut du jambon « *parce que j'ai plus assez de dents pour les fruits* ». J'essaie de lui expliquer les vertus d'une alimentation non carnée. En vain. Je tente, sans trop y croire, d'évoquer l'agriculture raisonnée, le bio et les circuits courts. Elle veut « *du jambon* ».

Carniste. Elle est carniste. Carniste, quoi.

Je le regarde dans le rétro. Il a mon âge. Un vieux mâle de 50 ans. Le mec est gavé de privilèges et il a même pas honte. « *Mais regarde-toi, mec, casse-toi avec ton patriarcat cis-blanc hétéro néocolonialiste genré* », que je lui gueule en lui balançant ses 5 € à la tronche devant le Super U où je viens de le larguer à coups de pied au cul.

Je suis comme ça, moi. La justice sociale n'attend pas. J'espère qu'il a compris la leçon. ■



GOOD MORNING BUSINESS 6H-9H

Christophe JAKUBYSZYN

Julien GAGLIARDI
LA FRANCE QUI BOUGE

Benaouda ABDEDDAIM
LE MONDE QUI BOUGE

Nicolas DOZE
L'ÉDITO ÉCO

L'ÉQUIPE QUI RÉVEILLE VOTRE JOURNÉE BUSINESS

Faïza GAREL-YOUNSI
LE JOURNAL

Laure CLOSIER
HAPPY BOULOT

Cédric DECŒUR
MON PATRIMOINE

Hedwige CHEVRILLON
L'INTERVIEW DE 8H15

Lorraine GOMOT
LA REVUE DE PRESSE

Anissa SEKKAÏ
COMMERCE 2.0

David DELOS
LE POINT BOURSE

Jean-Marc DANIEL
LE CONTREPIED

Anthony MOREL
CULTURE GEEK

Guillaume SOMMERER
MON PATRIMOINE



EN SIMULTANÉ DE 6H À 9H SUR



CANAL 23 ET BOX OPÉRATEURS



CROISIÈRE

Islande, Terre de feu et de glace

Du 16 au 25 juin 2020



Chutes Godafoss - Islande



Sylvain Mahuzier
Guide naturaliste



Jean-Charles Thillays
Directeur de croisière

© Jean Couedel



L'Ocean Diamond (100 cabines)

Embarquez à bord de l'*Ocean Diamond* (100 cabines seulement) à la découverte des contrastes fascinants de l'Islande, entre **fjords, volcans, cascades, glaciers, geysers**... Cette terre magique offre la vision d'un spectacle inoubliable, celui d'un **monde à l'état brut**, refuge merveilleux pour une multitude d'**animaux terrestres et marins**. Vous serez accompagné de **Sylvain Mahuzier** et de **Jean-Charles Thillays**, guides et conférenciers passionnés qui vous dévoileront les secrets de ces **décors grandioses**, mis en lumière par le **soleil d'été**.

OFFRE SPÉCIALE - 500 €/pers. pour toute réservation avant le 31 octobre 2019 (code REVE) soit la croisière à partir de ~~4990€~~ **4490 €/pers.*** au départ de Paris à bord de l'*Ocean Diamond*

* Vols depuis Paris, pension complète, boissons (sélection), conférences et taxes inclus. Départ de province possible : nous consulter.

Demandez la brochure au **01 75 77 87 48**, par e-mail à contact@croisieres-exception.fr ou sur www.croisieres-exception.fr/brochures (code **ISLMA** à renseigner).
ou chez votre agence de voyages habituelle.

* Se référer à la brochure pour le détail des prestations et les conditions générales de vente. Licence n° IM075150063. Les conférenciers seront présents sauf en cas de force majeure. Création graphique : nuitdepleinelune.fr. Photos : © AdobeStock et © Iceland Pro.